Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du Musée du Louvre - Séance du 21 janvier 2014 -

Représentants de l'administration

Hervé BARBARET

Administrateur général du Musée du Louvre

Jean-Luc ROUSSEAU

Directeur des ressources humaines et du développement social

Assistants de l'administration

Mme Charlotte LEMOINE

Administratrice générale adjointe

M. Jean-Marc IROLLO

*Directeur adjoint de la direction des ressources
humaines et du développement social*

Mme Farida LAIDAOUI

*Directrice adjointe de la direction des ressources
humaines et du développement social*

M. Serge LEDUC

*Directeur de l'accueil, de la surveillance et de la
vente*

Mme Sophie LEMONNIER

*Directrice de l'architecture, de la muséographie
et des techniques*

M. Jean-Claude RIEHL

*Directeur adjoint de l'architecture, de la
muséographie et des techniques*

M. Gilles BERDA

*Directeur adjoint de l'architecture, de la
muséographie et des techniques*

M. Xavier MILAN

Chef du service de la communication interne

Mme Natacha MOREAU

*Directrice adjointe de la Direction de l'accueil,
de la surveillance et de la vente*

Membres de droit

Dr Anne CHERIN

Personnes qualifiées

M. Olivier VAILLANT

Conseiller de prévention

Mme Christine LALO

Mme Alix HARROUK

Mme Nathalie TCHENQUELA

M. Alain BALDACCHINO

Assistants de prévention

M. Yann ROGIER

Inspecteur santé et sécurité au travail

Major Rémi LIGER
SPSI

Représentants du personnel

CGT

Mme Sophie BERTHOMIEUX
Adjointe technique d'accueil et de surveillance

M. Franck BOYER
Adjoint technique des administrations de l'Etat

M. Xavier FEMEL
Technicien des services culturels

M. Camille LEGENDRE
Technicien d'art

Mme Anne-Marie HADBI
Adjoint administratif

Mme Catherine MALLEGOL
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Mme Alexandra KARDIANOU
Ingénieur d'étude

M. Jean-Louis RUELLAN
Technicien d'art

M. Didier MARTIN
Agent contractuel

SUD CULTURE

Mme Elise MULLER
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Mme Maryline BENSERADE
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

M. Maurice N'GUYEN
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Mme Julia RIGADE
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

FO

M. Alexandre MARCOU
Adjoint technique d'accueil et de surveillance

Experts

M. Jacques METTOUDI
M. Benoît WILLIATTE

Ordre du jour

- I. **Renouvellement de la personne compétente en radioprotection du musée du Louvre (pour avis)**
- II. **Organisation du suivi des registres de santé et de sécurité au travail (pour avis)**
- III. **Aménagement des postes de contrôle au regard de la mise en œuvre du nouveau logiciel de billetterie (pour avis)**
- IV. **Compte-rendu de deux visites du CHSCT (pour information)**
- V. **Délibérations sur le programme des visites du CHSCT (pour avis) : combles et radiers, chantier mobilier XVIII^e**
- VI. **Organisation du suivi des machines-outils (pour information)**
- VII. **Bilan de l'expérimentation menée à la DRHDS sur la prévention des risques psychosociaux (pour information)**
- VIII. **Suite de la réunion sur les sièges « assis debout » (pour information)**
- IX. **Suivi des questions abordées en CHSCT (pour information)**
- X. **Questions diverses**

La séance est ouverte sous la présidence de M. Hervé BARBARET.

.I Renouvellement de la personne compétente en radioprotection du musée du Louvre

Hervé BARBARET (Administrateur général)

En termes d'organisation de la matinée, comme ce créneau a été un peu rapidement débloqué dans mon emploi du temps, malheureusement, à 13 heures, je devrai partir. Donc soit on fait un travail rapide et efficace, soit vous continuez sans moi et Charlotte LEMOINE préside la CHSCT. Si l'ordre des points doit être modifié en prenant en compte cette contrainte, on le verra par la suite. Avant cela, je passe la parole pour l'appel qui commence.

Jean-Marc IROLLO (Directeur adjoint DRH)

Un mot sur l'appui, vous aurez constaté que nous aurons aujourd'hui pour la première fois le rédacteur prestataire de la société Averti et nous avons comme rédacteur aussi, Madame VIGEANT, qui est une des responsables de cette société, qui vient aujourd'hui pour assister au CHS dans le but évidemment de fournir la meilleure prestation possible.

Voilà, donc je vais procéder à l'appel. Pour les organisations syndicales, pour la CGT, Mme BERTHOMIEUX, M. FEMEL, Mme HADBI, Mme KARDIANOU, M. MARTIN, M. BOYER, M. GUILLAUD (excusé), M. LEGENDRE, Mme MALLEGOL et M. RUELLAN. Pour SUD

Culture, Mme MULLER, Mme FRIEDRICH (excusée) et Mme AGUIRRE (excusée). Nous avons également M. N'GUYEN, Mme BENSERADE et Mme RIGADE. Pour Force Ouvrière, à titre personnel, M. MARCOU.

Pour l'administration, M. BARABARET, M. ROUSSEAU, membres de droit, le Dr CHERIN, le Dr VILAINE (excusée) et le Dr HADJ-AISSA (excusé), M. VAILLANT, les assistants de prévention, Mme LALO, Mme HARROUK, Mme TCHENQUELA, M. BALDACCHINO et inspecteur santé, sécurité au travail, M. ROGIER. Par ailleurs, nous avons, en qualité d'assistants de l'administration, Mme LEMOINE, moi-même, Mme LAIDAOUI, M. LEDUC et Mme MOREAU, Mme LEMONNIER, M. RIEHL, M. BERDA, M. MILAN, Mme DURKHEIM (excusée). Nous avons également, pour le SPSI, M. LIGER, qui remplace le capitaine LECLERCQ et nous avons deux experts, outre Mme VIGEANT que j'ai citée, M. METTOUDI, qui viendra pour le point I et, pour SUD Culture, M. Benoît WILLIATTE, pour le point III.

Hervé BARBARET

Merci. Nous revenons sur le premier point à l'ordre du jour : renouvellement de la personne compétente en radioprotection du musée du Louvre (pour avis). Ce sera M. METTOUDI.

Olivier VAILLANT (Conseiller de prévention)

Tout à fait, le point à l'ordre du jour concerne le renouvellement de la personne compétente en radioprotection du musée. C'est une désignation qui nécessite un avis préalable du CHSCT, avant que la décision de nomination puisse être prise, comme cela avait été le cas en 2008. M. METTOUDI, qui est la personne compétente en radioprotection, va présenter son rapport d'activité, les éléments qui concernent son activité de radioprotection pour le musée avant de procéder au vote de l'avis sur son renouvellement en tant que personne compétente en radioprotection du musée. Il pourra ensuite y avoir des questions-réponses, avant de procéder au vote sur le renouvellement.

Jacques METTOUDI

Bonjour à tous. Un petit rappel de contexte, le musée du Louvre exploite quatre machines d'inspection bagages radioscopiques par rayons ionisants, donc les contrôleurs de bagages qui se trouvent au belvédère, à l'entrée du carrousel, du passage Richelieu et de la porte des Lions. Du fait spécifique du rayonnement ionisant de ces appareils, la réglementation oblige les exploitants à avoir une personne compétente en radioprotection. Une première présentation a été faite en CHSCT en 2008, suite à ma première formation, d'une durée de cinq ans. Elle est arrivée à échéance en 2013 et une nouvelle formation a eu lieu juste avant l'été dernier, de nouveau pour cinq ans, avec la même procédure de déclaration dans le processus réglementaire : passage en CHSCT pour présentation de l'activité et avis du CHSCT puis nomination par le président-directeur sur les fonctions spécifiques, qui lui sont directement rattachées, des personnes compétentes en radioprotection.

L'activité est menée par moi-même, qui suis principalement chef de service adjoint au service des équipements techniques de sûreté. La partie radioprotection est une petite action parmi mes missions principales. En même temps, elles sont simples et relativement régulières, puisqu'il n'y a pas de contrôle ou d'action spécifiques à réaliser, autant sur le matériel que sur le personnel, puisque le rayonnement ionisant est exclusivement confiné à l'intérieur de la cuve de passage des bagages et tout est conçu pour que le rayonnement ionisant ne puisse pas atteindre les visiteurs ou

les personnels. Toutes les mesures sont réalisées avec des organismes de contrôle dans le cadre réglementaire. Il y a un contrôle interne, fait par l'établissement lui-même, sous sa propre responsabilité et un contrôle réglementaire externe fait par un organisme de contrôle agréé, type APAVE, qui lui fait rapport aussi à l'administration, de sorte à avoir une traçabilité dans les contrôles et à avoir la certitude que les tests sont réalisés dans les règles de l'art et suivant un processus de contrôle très précis, dirigé par les arrêtés de réglementation. Ces contrôles sont réalisés à alternance de six mois, d'une part le contrôle interne est réalisé par un prestataire que nous missionnons, la société Bureau Veritas, de sorte à ce que le musée du Louvre n'ait pas à acquérir d'appareils de mesures spécifiques, qui sont très coûteux, qu'il faut étalonner régulièrement, qu'il faut entretenir, pour faire juste un contrôle à notre charge par an. Le second contrôle réglementaire est réalisé par un prestataire externe aussi (la société APAVE), mais dans le cadre du marché de contrôle de l'établissement. On a donc deux contrôles, conformément à la réglementation pour ce type d'appareils, à échéance de six mois, réalisés par deux prestataires.

Le suivi d'activité de ces appareils est aussi dans mon service, au niveau maintenance. Ces appareils sont contrôlés et vérifiés trimestriellement par la société VISIOM, avec une maintenance préventive complète. La société VINCI FACILITIES, groupe sûreté, qui travaille en permanence au musée du Louvre assure la petite maintenance régulière. Tous les personnels qui exploitent ces machines, qui sont ceux de la société MAIN SECURITE actuellement, sont tous formés en tant qu'opérateurs, à l'exploitation de ces appareils, une formation spécifique à la société MAIN SECURITÉ, du groupe ONET, qui eux, sont formateurs agréés pour leur domaine d'activité directement auprès de leur personnel. Ils ont tous la connaissance des moyens d'exploitation de la machine et des conditions réglementaires spécifiques à l'exploitation de ce produit, qu'est le rayonnement ionisant. D'autre part, tous les personnels de la société, qu'ils soient encadrants ou opérateurs du poste de travail directement, sont sensibilisés et initiés aux risques de la radioprotection. Aucun des personnels du musée n'exploite directement les machines. Bien sûr, ils travaillent aux alentours, mais – comme je vous le disais tout à l'heure – le risque est nul, à partir du moment où l'appareil est en bon état et bien maintenu et qu'on respecte les conditions simples d'utilisation, qui sont tout simplement de ne pas relever les volets de protection plombés par exemple. Ils sont en bon état. Intrinsèquement, la machine ne fait courir aucun risque à qui que ce soit, du moment qu'elle fonctionne dans son cadre normal.

Hormis ces activités de contrôle des appareils de radioprotection, l'année dernière ma mission s'est portée sur une opération particulière, qui fut celle de la radiographie de la Victoire de Samothrace, où on a réalisé une opération de radiographie par rayons X en milieu ouvert. La salle où était réalisée la radiographie n'étant pas adaptée – la salle des sept cheminées – à l'utilisation de rayons X, nous avons pris, avec les radiologues ingénieurs du C2RMF, toutes les mesures nécessaires. Vous les avez d'ailleurs vécues en interne au sein du bâtiment. Pendant les trois soirées où ont eu lieu ces opérations, nous avons d'une part délimité un périmètre de sécurité très strict – qui était la zone d'opération – où le danger était réellement présent si on était présent dans le champ d'opération, à quelques dizaines de mètres de la statue, ce qui est tout à fait logique. D'autre part un périmètre très large qui a nécessité l'évacuation à partir de 18 heures de l'ensemble des bureaux autour de la cour Visconti jusqu'à la salle des Etats, pareil du côté Sully. Le quart sud-ouest de la cour carrée a aussi été évacué de ses personnels à partir de 18 heures, afin de ne prendre aucun risque. Ainsi, par la distance, le type de rayons X était le même que celui d'une radiographie conventionnelle dans le domaine médical. Là, les moyens de protection ont été non pas des murs plombés et la structure du bâtiment, nous avons mis la distance en jeu, ce qui est tout à fait conforme à l'application de la réglementation. Plus personne ne courait aucun risque au-delà de cinquante mètres de rayon autour du champ de tir. Voilà pour cette partie-ci des opérations. Toutes

les mesures ont été menées directement avec le C2RMF, sous ma conduite. Toutes les consignes de sécurité ont été appliquées. Vous avez dans les annexes de mon rapport d'activité, d'une part les consignes de sécurité de radioprotection qui sont imposées sur chacun des postes de travail – visuellement sous plastique – au-dessus de la machine à rayons X, dans le cahier de consignes aussi des opérateurs de MAIN SÉCURITÉ. Vous avez aussi, en deuxième partie des petits documents joints, des affichettes – qui étaient en couleur bien sûr – qui ont été collées sur des rubalises, qui délimitaient tout le périmètre de sécurité de l'opération Samothrace, avec un ruban rubalise qui avait la mention « passage interdit » jaune et noir, avec ces affiches-là, qui rappelaient à tous les personnels les conditions de délimitation et d'exclusion d'accès à la zone. Un petit exemple d'une rubalise qui avait été posée dans toutes les zones de circulation, rubalise jaune et noir « passage interdit » sur tous les points de circulation autour de la zone. Une diffusion avait été faite par Xavier MILAN à l'ensemble des personnels, ainsi qu'un Louvre Express Info qui rappelait, quelques semaines avant, l'interdiction de circulation et l'obligation d'évacuer tous les bureaux et bien sûr, les zones muséographiques (déjà évacuées à 17 heures 45), pour les trois soirées de l'opération qui a eu lieu au mois de septembre. Vous trouvez ensuite mon certificat de formation, qui vaut habilitation à l'exercice des missions de personne compétente en radioprotection, qui a eu lieu au mois d'octobre 2013, valable pour cinq ans, et enfin mon attestation de fin de stage, comme quoi le stage a été bien suivi.

Je reviens un peu – excusez-moi – sur une autre partie de l'activité réalisée. Hormis cette opération Samothrace, je réalise aussi le suivi du contrôle législatif, réglementaire, qui concerne le stockage des DFCI, les détecteurs à chambre d'ionisation, les détecteurs incendie qui sont remplacés dans le cadre du schéma directeur incendie. Nos mainteneurs et l'installateur qui fait le chantier ont en leur possession et dans leurs stocks sur site, des détecteurs incendie, qui contiennent chacun une petite parcelle d'élément radioactif, qui, en soi, ne comporte aucun risque, tant que la capsule est dans son emballage, que l'attache de détection est elle-même intègre, et n'est pas cassée. Tant que l'attache de détection n'est pas cassée, personne ne court aucun risque. Sur ce type de produit, le seul risque est le contact direct avec la capsule métallique, le prendre dans les mains à moins de quelques centimètres. Là, il y a un risque de brûlure ionique. C'est pour cela que nous prenons des précautions de stockage, qui sont exercées simplement par la mise sous malle métallique de tout matériel de détecteur incendie qui sert à la maintenance de la société VINCI FACILITIES et du groupe SIEMENS. De même, pour la partie dépose de ces mêmes détecteurs, dans les régions qui ont déjà eu lieu, à Sully, à Denon, à Flore et Lemonnier l'installateur doit les stocker. On a un local prévu à cet effet. A partir du moment où il les dépose du plafond, ils doivent être stockés dans des conditions de sécurité, de sorte à ce qu'ils ne soient pas broyés par un chariot élévateur, par exemple. Donc, faire attention à ces produits-là, les stocker, les protéger, les comptabiliser et ensuite il y a une traçabilité effectuée avec un démanteleur professionnel qui, lui, assure la désintégration des produits et la récupération des capsules émettant des rayons ionisants. Je supervise tout ce parcours-là des éléments ionisants présents sur notre site, et comme je vous le rappelle, ne présentent aucun risque à partir du moment où ils sont bien entreposés. Voilà, est-ce que vous avez des questions ?

Hervé BARBARET

Merci M. METTOUDI. S'il n'y a pas de question, je propose que nous passions directement au vote. Merci. Qui vote pour ?

Elise MULLER (SUD)

Question technique. Je suis navrée parce que ça a l'air de cibler mes camarades de Force Ouvrière, ce qui n'est pas le cas. Mais sur la question des votes. Quel est le statut de « à titre personnel » ?

Charlotte LEMOINE (Administratrice adjointe)

Quelle est la question ? Les membres titulaires du comité sont votants. Au moins le collègue de FO, dans la mesure où il est reconnu membre du comité *intuitu personae*, il est votant. Il n'y a vraiment aucun problème.

Alexandra KARDIANOU (CGT)

C'est pour ça que c'est un peu inutile de dire « à titre personnel ».

Charlotte LEMOINE

Oui, enfin c'est pour vous signaler. Si c'est présenté comme cela par Jean-Marc, je pense que c'est simplement pour éviter un trouble, puisqu'il y a eu ce recours au niveau national FO et pour vous signifier que, malgré ce recours, à titre personnel, jusqu'aux prochaines élections en tout cas pour le moment, les représentants élus sont toujours des représentants du personnel en bonne et due forme.

Elise MULLER

Oui, mais pas à titre personnel, au titre des précédentes élections de représentativité, sur un syndicat qui était constitué et existant.

Charlotte LEMOINE

Ce sont les termes utilisés par le ministère.

Jean-Marc IROLLO

C'est ce que le ministère nous a demandé de dire. Donc c'est au ministère qu'il faut que vous le disiez.

Hervé BARBARET

En tout cas, nous accueillons très volontiers et avec beaucoup de plaisir...

Elise MULLER

C'est sur un point juridique ; il faut que les choses soient claires pour tout le monde.

Charlotte LEMOINE

Je pense qu'il y a une nuance. Quand vous êtes membres d'une commission administrative paritaire (CAP), vous êtes élus – de mémoire- *intuitu personae*, c'est-à-dire que, même si vous ne représentez plus un syndicat, vous êtes toujours présent. Dans un comité technique (CT) ou un CHSCT, vous représentez bien un syndicat. Je pense qu'il doit y avoir cette nuance juridique – je ne me souviens plus des propos exacts du ministère – il doit y avoir une nuance, parce que ce n'est pas comme en CAP.

Jean-Luc ROUSSEAU (DRH)

J'ai réinterrogé le service juridique du ministère, qui nous a bien confirmé la possibilité de siéger, et ce jusqu'aux prochaines échéances. Là-dessus, il n'y a pas de souci.

DETAIL DU VOTE :

Pour : CGT, SUD Culture, FO

Hervé BARBARET

Bien, donc une unanimité pour M. METTOUDI. Nous passons au deuxième point de l'ordre du jour qui est l'organisation du suivi des registres de santé et de sécurité au travail, également un point pour avis. Je passe la parole à M. VAILLANT.

.II Organisation du suivi des registres de sécurité et de santé au travail (pour avis)

Olivier VAILLANT

Merci. Effectivement ce point d'ordre du jour est un point d'organisation et de procédure relative au fonctionnement des registres. Pour donner quelques éléments de contexte, au moment de mon arrivée, une réunion était d'ores et déjà programmée sur la question de l'examen des registres hygiène et sécurité. Ce point avait été abordé lors de la séance du 8 octobre et il y avait eu des demandes de complément en termes d'analyses des mentions portées sur les registres, avec un souhait de pouvoir examiner plus en détail les mentions qui y étaient consignées.

Dans le cadre de cette réunion, plutôt que d'aller sur le fond des mentions portées au registre, la discussion a essentiellement porté sur cette organisation et sur les modalités d'examen par le CHSCT des mentions consignées dans les registres hygiène et sécurité. Le but étant de réfléchir à une organisation qui permettrait de ne pas examiner l'ensemble des mentions et l'ensemble des registres en séance, mais d'aborder en séance les points qui posent question, qui posent difficulté ou sur lesquels il y a nécessité à mener un débat, sur les actions à mener, sur le suivi de ces actions etc. voilà, de conserver au sein du CHSCT uniquement les questions à trancher et qui posent problème. En revanche d'examiner, en dehors du CHSCT les mentions portées aux registres. Il y a maintenant dans les nouveaux registres de santé et de sécurité au travail un cadre réservé à l'examen par le CHSCT de cette mention. La question était donc de savoir comment faire examiner les mentions par le CHSCT et ne faire remonter au niveau de l'instance que les points restant à discuter. En conclusion de la réunion, un mode d'organisation a été proposé, qui était de tenir une première réunion – initialement programmée le 10 janvier, qui a été décalée du fait du report de ce CHSCT – pour faire un point 0 sur l'analyse des registres et écluser l'ensemble des mentions qui ont été consignées dans les anciens registres d'hygiène et de sécurité, et d'avoir une synthèse claire sur la situation actuelle. Faire une deuxième réunion en amont du prochain CHSCT, du CHSCT de mars, sur les nouvelles mentions qui auraient été apportées d'ici-là sur les nouveaux registres de santé et de sécurité au travail.

Cela impliquerait deux points à l'ordre du jour du CHSCT de mars, un point sur les mentions sur les registres d'hygiène et de sécurité et les points restants à traiter et un point sur les nouvelles

mentions dans les registres de santé et de sécurité au travail. Ensuite, rentrer dans un fonctionnement routinier sur chaque CHSCT : en amont de chaque CHSCT, une réunion pilotée par la DRH avec les organisations syndicales pour examiner les mentions portées sur les registres et dans le cadre du CHSCT, on ne ferait un focus que sur les points sur lesquels l'examen de la mention portée sur les registres nécessite des compléments en séance. L'organisation qui vous est proposée aujourd'hui est celle-ci, sachant également que l'idée est de profiter de ce calage de communication pour refaire une communication générale à l'ensemble des agents sur l'utilisation des registres, les éléments que l'on peut, voire qu'on doit y consigner, sur l'intérêt de consigner des mentions dans registres, sur les modalités de suivi au niveau de la direction et par le CHSCT des mentions qui y seront portées. A la fois d'avoir un point d'organisation, qui permettra également de recommuniquer et de resensibiliser l'ensemble des agents sur l'utilisation des registres, leur intérêt et leur suivi par le CHSCT.

Hervé BARBARET

Merci. Y a-t-il des questions, des remarques ?

Elise MULLER

Quelques questions : est-ce qu'on pourrait avoir les propositions précises concernant la prochaine réunion (celle du 24 janvier) et les suivantes ?

Olivier VAILLANT

En termes de proposition, l'idée justement est d'avoir une position conforme à ce que souhaitent les instances représentatives, pour justement ne pas se substituer au CHSCT, mais pouvoir travailler avec un mandat du CHSCT. Les seuls éléments qui remonteront en séance seront les éléments que l'ensemble des représentants du personnel souhaitent voir remonter au CHSCT, de la même façon que dans le cadre de ces réunions sur les mentions qui ont été apportées qui « ne posent pas de difficultés » au niveau des réponses apportées, il y aura remplissage du cadre du registre sur l'examen par le CHSCT. Ce sera le but de ces réunions, mais il faut aussi que le groupe constitué soit représentatif du CHSCT. On ne pourrait pas avoir un groupe qui soit partiel, qui se permette de mentionner dans le registre un examen superficiel du CHSCT. Je crois que cela doit être toutes les parties présentes au CHSCT.

Elise MULLER

Serait-il possible, dans ce cadre-là, d'avoir une transmission des registres avant la réunion en question ? Il est toujours très compliqué d'examiner directement sur table et de ne pas avoir eu le temps de réfléchir un peu avant.

Olivier VAILLANT

Effectivement, je pense que c'est un élément, un point de détail, dont on pourra rediscuter après le cadrage des choses, mais cela me paraît plutôt envisageable. On s'est posé la question lors de la dernière réunion : comment on peut avoir la garantie, même si évidemment on fait confiance aux assistants de prévention, qu'entre une première réunion et la suivante, il n'y a pas de mention portée au registre. C'est le point qu'on a proposé, dans ces cas-là, l'assistant de prévention copie la page du registre qu'il veut lire. On sait que par exemple le 24, vous avez à lire les pages 1 à 5 du registre, à la réunion suivante, s'il n'y a pas eu de nouvelle mention portée, l'assistant de prévention viendra

avec la page 6 en photocopie vierge qui attestera qu'il n'y a pas eu de nouvelle mention.

Xavier FEMEL (CGT)

En ce qui nous concerne, on aimerait qu'il y ait un récapitulatif de tous les lieux d'affichages, parce que les registres d'hygiène et de sécurité, il y a d'un côté l'accessibilité aux agents, donc l'obligation réglementaire d'accessibilité, et le droit à ce qu'ils soient informés de la localisation. Nous, en ce qui nous concerne, on préconise qu'il y ait à un moment donné un récapitulatif de tous les panneaux existants où ils pourraient avoir l'information avec un affichage permanent. C'est important, parce que par le passé, il y a eu des informations, mais elles n'étaient pas permanentes, ensuite les gens oublient la localisation, donc on aimerait un affichage permanent de la localisation de ces registres. En complément, c'est ce que vous disiez, sur la méthodologie des registres, on pourrait après avoir une information sur la méthodologie, qu'est-ce qu'on peut mettre ou ne pas mettre. Dans un même ordre d'idée – là je sors un peu de ce point-là, mais toujours en termes d'informations réglementaires – c'est l'information aux agents des membres du CHSCT. Là encore, on demande une information permanente. Je citerai juste un exemple, si on prend l'exemple du bureau d'affichage au niveau du bureau d'affectation, ce que je vous dis n'est pas présent, pourtant il y a quand même beaucoup d'agents de surveillance qui passent dans ce couloir pour aller en pause ou autre. Un exemple parmi d'autres. C'est notre demande nous concernant. Merci.

Olivier VAILLANT

Sur la communication sur les lieux où il y a les registres, je parlais d'une communication des éléments à mettre sur les registres, ce sera bien évidemment intégré dedans, sachant que nous tenons absolument à reformaliser la localisation, puisqu'il faudra redéployer les registres suite à la réorganisation. En termes d'affichage permanent, ça me paraît être un élément de difficulté. Je pense que dans ce cas-là, peut-être un affichage général des membres du CHSCT à la localisation du registre. Je vais voir s'il y a d'autres éléments éventuellement à y intégrer avant le passage à l'affichage.

Jean-Luc ROUSSEAU

Avant la prochaine réunion, je pense préparer en amont cette communication, et de la faire de manière à ce qu'elle donne envie de voir ce qu'il y a dans les registres de sécurité et de santé au travail.

Alexandra KARDIANOU

Je voulais juste une ou deux précisions par rapport aux cahiers. Est-ce que les registres ont été faits ?

Olivier VAILLANT

Il va falloir les redéployer justement pour faire la communication.

Alexandra KARDIANOU

Parce qu'on est le 21, je vois que finalement le 24 on va finir avec tout ce qui reste, mais pour le 4 mars, pour le prochain CHSCT, si on doit voir le nouveau registre trois ou quatre semaines avant, cela va nous faire, au mieux le 4 février ou le 15 février. Est-ce qu'entre le 24 ou la date à laquelle les registres vont être mis à disposition des agents, l'affichage des infos – parce qu'il faut que cela

revienne un peu à l'esprit des agents qu'il y a de nouveaux cahiers qu'il faut aller voir – est-ce que vous croyez qu'on a un laps de temps suffisant pour avoir des remarques ? Il est vrai qu'on a décidé de faire cela. Il est vrai qu'il est intéressant de mettre une procédure nette et claire pour les CHSCT à venir, mais est-ce qu'il est pertinent de faire ça pour le CHSCT du 4 mars ?

Olivier VAILLANT

Pour répondre à la question, il est vrai qu'on avait envisagé dans un premier temps que cela soit suite à la réunion suivante. Cela étant dit, il y a une autre moitié qui souhaiterait communiquer ensuite avec le décalage des réunions, à savoir que le CHSCT du 4 mars soit reporté le 19 mars.

Jean-Marc IROLLO

Il va y avoir un nouveau calendrier. Je vous l'avais dit. On est en train de revoir les dates des instances à partir de celle de mars.

Alexandra KARDIANOU

Toutes les instances ?

Jean-Marc IROLLO

Oui, CHS et CT.

Vous allez avoir un nouveau calendrier ces jours-ci. Il est en cours de finalisation.

Alexandra KARDIANOU

Avec l'affichage, peut-être qu'on pourrait un tout petit peu préciser les consignes d'utilisation de ces registres. Je crois que c'est tout.

Charlotte LEMOINE

Peut-être un point sur les instances, que vous ayez une explication de texte pour la réunion de début mars, mais plus largement sur les autres, puisqu'il va y avoir une modification. Cela n'a été pas de chance, puisque vous veniez de recevoir le calendrier quand on s'est rendu compte de cela au niveau de la direction générale, c'est qu'en fait, Jean-Luc MARTINEZ met en place, avec Hervé BARBARET et moi-même, une réunion mensuelle systématique pour tous les directeurs avec lui. Vu le nombre de directeurs, avec les directeurs de départements, ce sont des rencontres qui n'existaient pas avant de manière systématique avec le président. Elles existaient avec Hervé BARBARET mais pas avec le président. De ce fait, cela lui mobilise son agenda et compte tenu des déplacements et de l'organisation de l'agenda du président, cela n'était possible que le mardi. Le temps que l'on organise cela au niveau de la DG, pas de chance, le calendrier était parti chez vous. Cela explique que les instances en principe ne se dérouleront plus le mardi.

Elise MULLER

On a demandé depuis des années à ce que les instances ne se tiennent pas le mardi parce qu'on ne travaille pas. Et là, évidemment, quand la contrainte est du côté de l'administration, ça se fait plus aisément.

Jean-Marc IROLLO

Ce sera plutôt des mercredis, vous verrez.

Elise MULLER

Merci de ne plus nous faire venir sur nos RTT !

Hervé BARBARET

En réalité, c'est exprès pour vous.

Jean-Marc IROLLO

La concertation n'est pas un vain mot.

Maurice N'GUYEN (SUD)

Toujours par rapport aux cahiers d'hygiène et de sécurité : l'idée n'est pas simplement d'avoir une réponse, mais est-ce que c'est efficace. C'est cela qui intéresse sur le terrain et là, il y a une difficulté. Je prends un exemple parmi d'autres. Pour le problème des souris, on signale qu'il y a un problème de souris. On dit : effectivement on a contacté la société, elle a posé ce qu'il faut, mais visiblement sur le terrain, c'est complètement inefficace. Les souris sont toujours là. Ce qui nous intéresse à nous, c'est aussi l'efficacité de l'action. Comment peut-on traduire cela ? Puisque c'est ce qui nous intéresse. Que cela soit fait, c'est bien, mais si les souris sont toujours là, c'est moins intéressant pour nous. Comment faire que l'action soit efficace pour que le problème soit résolu ? C'est cela qui nous intéresse aussi.

Olivier VAILLANT

Peut-être en termes de suivi justement par le CHSCT de mesures avec les impacts éventuellement après les actions de long terme, de les intégrer dans les questions suivies par le CHSCT régulièrement pour voir justement si elles sont efficaces, et si l'efficacité perdure pour le cas échéant pouvoir revenir dessus, sinon l'origine de la mention dans le registre une fois qu'il y a eu une réponse apportée, on considère qu'elle est traitée. S'il y a des points qui nécessitent un suivi dans le temps, dans ces cas-là, les intégrer dans le tableau de suivi des questions. Cela c'est au moment des réunions d'examen des registres que l'on peut décider si tel ou tel point nécessite un suivi dans le temps et auquel cas, une intégration dans le tableau de suivi des questions.

Hervé BARBARET

D'autres remarques ou questions sur ce point à l'ordre du jour ? Sinon je propose que nous passions au vote.

DETAIL DU VOTE :

Pour : CGT, SUD Culture, FO

.III Aménagement des postes de contrôle au regard de la mise en œuvre du nouveau logiciel de billetterie

Natacha MOREAU (Directrice adjointe DAPS)

Il s'agit d'un point qui porte sur un aménagement architectural – architectural, c'est peut-être un mot un peu fort – mais sur l'aménagement des postes de contrôle des titres d'accès aux collections. En l'occurrence, cet aménagement est intrinsèquement lié au projet billetterie. C'est pour cela que c'est la direction de l'accueil du public qui présente le point et non la direction de l'architecture, qui sera pourtant en charge de cet ajout au poste de contrôle. Ce qui est présenté pour avis, c'est l'ajout d'une borne portant un scanner pour scannage des billets à l'avant des postes. Cet ajout fait suite à différentes étapes sur lesquelles je vais revenir rapidement.

Dans le cadre du projet billetterie, il est prévu que le musée vende en ligne le billet d'entrée du musée. Pour pouvoir vendre en ligne, il est nécessaire d'informatiser le contrôle des titres d'accès pour pouvoir scanner les billets qui seront imprimés à domicile par le visiteur. Dans ce cadre, depuis 2010, nous avons rencontré l'ensemble des agents concernés en groupe de travail, c'est-à-dire les agents de contrôle, les caissiers contrôleurs, de façon à lister avec eux tout d'abord, dans un premier temps, les éléments nécessaires au poste de travail : les questions d'éclairage, de tablettes. On s'est d'abord attaché essentiellement au matériel. A partir de ces groupes de travail, des scanners ont été installés sur les postes, dans un premier temps sur le dessus des postes de contrôle, puis, dans un deuxième temps sur un plan latéral, suite à une visite du CHS et à la remontée de l'ensemble des agents concernés, pour que les agents puissent scanner assis et pas seulement debout. A cette occasion, il a été remonté par l'ensemble des participants au groupe de travail, mais également par le groupe de travail permanent du CHS que les gestes fournis par les contrôleurs seraient à l'évidence très répétitifs et qu'il était plus judicieux d'inciter le visiteur à scanner par lui-même, ce que la configuration retenue ne permettait pas.

Le projet billetterie a connu les aléas que vous connaissez : notre prestataire n'a pas pu aller jusqu'au bout de l'exercice. Nous avons dû dénoncer le marché, puisqu'il n'était pas en mesure de nous fournir à la fois un logiciel de contrôle d'accès qui fonctionne correctement, mais également de nous fournir un site de vente en ligne. Donc, nous avons relancé le marché, ce qui explique un peu les délais de ce dossier d'informatisation des contrôles. Nous avons maintenant un nouveau prestataire qui a déployé un nouveau logiciel sur l'adhésion, sur la billetterie en nombre et qui, dans une prochaine étape, devra installer ce nouveau logiciel sur la vente directe, la vente pyramide. L'informatisation du contrôle d'accès viendra dans un second temps. C'est dans cette perspective que nous vous présentons le projet établi par la direction de l'architecture, qui est un ajout d'une borne à l'avant du poste, bien visible par le visiteur, de façon à ce que le visiteur soit incité à scanner lui-même son billet. Il est certain que la totalité des visiteurs ne le feront pas, mais nous espérons par ce biais amener la majorité d'entre eux à utiliser eux-mêmes le scanner, de façon à ce que cette charge ne repose pas sur les agents qui se trouvent au poste de contrôle.

Nous avons présenté cette configuration en décembre, en vue du CHS du 17 décembre, en réunion de travail à un nombre assez important des agents concernés. Nous avons à peu près touché 80 % d'effectifs, tant des agents de weekend que des agents titulaires. Tous ont estimé que c'était une option susceptible de répondre aux besoins. Ils ont tous insisté sur la nécessité de la signalétique. Le besoin est d'inciter les visiteurs à scanner eux-mêmes, c'est-à-dire que cette borne ne soit pas au niveau du contrôleur, mais vers le visiteur et qu'elle soit visible. Sur la question de la visibilité, l'avis était général, il fallait absolument s'appesantir sur la signalétique. Nous avons convenu de conduire en parallèle des travaux d'installation de cette borne des groupes de travail avec, encore une fois, l'ensemble des agents concernés, pour définir des modalités de signalétique, les plus efficaces possibles, avec évidemment, la notion de test, puisqu'en l'occurrence, nous aurons l'occasion d'expérimenter la qualité de la signalétique et son impact sur le visiteur. De la même

façon, les participants à ces réunions de travail ont remonté des problèmes qui, en soi, étaient assez récurrents, et qui ne portent pas sur la question du scannage des billets : l'éclairage qui est insuffisant et de surcroît trop éblouissant, paradoxalement, le contrôle Richelieu où des courants d'air sont permanents, avec la suggestion de remplacer la bâche arrière du poste de contrôle par une vitre et également une inquiétude quant au scanner latéral, qui avait été au départ une demande forte des équipes et de la médecine de prévention pour justement éviter de devoir scanner debout, de façon à ce que ce scanner soit accessible pour les agents assis, une inquiétude quant à la gêne que pourraient avoir la lumière du scanner. Cela a été remonté à la direction de l'architecture, les suggestions de certains des agents ont été de peut-être mettre un cache. La chose doit être étudiée, mais là, en l'occurrence, il ne s'agit pas de la question de cette borne qui est mise l'avant du poste.

Benoît WILLIATTE (expert pour SUD)

On demande un cache pour confiner les rayonnements.

Natacha MOREAU

Effectivement, c'était une demande de certains. En tout cas, la question de la gêne que pouvait occasionner cette lumière est antérieure au dossier. Le sujet a été évoqué dès qu'on les a installés. On conçoit bien que cette installation correspondait à une demande d'origine des équipes. Ce souhait d'envisager un cache sur ces scanners latéraux, on l'a reporté au dossier. Par contre, le dossier en question porte sur la borne avant, mais la question de la gêne occasionnée par la lumière, pour ma part, je ne l'évacue pas du tout, puisqu'effectivement, elle a été remontée par beaucoup d'entre vous.

Autre point qui a été remonté, c'est la question de l'ergonomie générale des postes. Là, effectivement, c'est un souci qu'on a depuis le départ et qui nous avait amenés en 2010 à faire inscrire une refonte complète de ces postes de contrôle dans le cadre du projet pyramide. Le projet pyramide ayant évolué au fil du temps, il a été nécessaire que nous rappelions cet engagement que nous avons pris auprès des équipes. C'est en septembre que Jean-Luc MARTINEZ nous a confirmé qu'il confirmait cette question de la refonte complète des postes dans le cadre de pyramide. Donc ce qui vous est proposé ici n'est qu'une première étape, qui vise justement à lancer cette informatisation du contrôle d'accès et, à partir de ce premier déploiement, de définir les besoins, ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, d'élaborer un programme qui sera remis aux architectes du projet pyramide, l'agence SEARCH, afin qu'ils soient en mesure, dans le cadre de pyramide, de nous installer des postes de contrôle répondant totalement aux normes d'ergonomie et de sécurité qu'amène l'informatisation des contrôles d'accès et aux nécessités évidemment des conditions de travail des équipes.

Benoît WILLIATTE

J'avais une intervention sur les scanners placés en biais. On a pensé que les utilisateurs recevront le rayonnement dans les yeux, ce qui est contraire aux indications pour l'usage des lasers de classe 2. Nous demandons un cache pour confiner le rayonnement. Si nous accueillons les visiteurs de biais, cela implique une rotation de 45° du bassin. Je voudrais faire le rappel de conditions de travail déjà assez éprouvantes pour les agents : le bruit, la foule, le manque de courtoisie de certains visiteurs. On pense que ces modes de contrôle vont impliquer un ralentissement des flux : il va falloir contrôler les cartes, les saisir sur la bande tactile. D'un point de vue pratique, si on saisit la carte de quelqu'un sur la bande tactile, on ne va pas pouvoir contrôler les visiteurs qui scannent leurs tickets

sur les bornes scanners. Si on ne voit pas leur ticket, il va falloir redemander au visiteur de scanner, donc on a assez peur d'un ralentissement des flux, accrus avec les visiteurs excédés – surtout s'ils ont des pass –, ainsi qu'un agacement dû à l'instar de ce qui arrive avec les cartes bleues en caisse, avec quelqu'un qui n'est pas très dégourdi. Ça nous agace ! On a aussi peur que les agents soient moins disponibles pour tout ce qui est missions d'accueil et d'orientation du public et d'information, ce qui fait partie aussi de nos missions. On a vraiment peur d'avoir des conditions de travail dégradées tout simplement. On sent chez nos collègues de l'usure, dans l'état actuel des contrôles.

Hervé BARBARET

Peut-être pour faire une présentation un peu plus générale, avant de revenir à des questions plus techniques, effectivement, il y a des risques. Il faut qu'on les évalue, il faut surtout qu'on réponde aux questions techniques que cela pose, notamment la question des lasers efficaces. Je crois que ce qu'il faut bien comprendre, c'est que ce contrôle d'accès est vraiment au cœur finalement de la relation avec le visiteur, qui se fonde sur l'idée qu'il puisse acheter à la maison. C'est vraiment le cœur du dispositif. Ça dès lors que l'on se dit que le visiteur, justement pour faciliter, d'une part, sa capacité à acheter le billet et dès lors qu'il peut l'imprimer et qu'il ne faut pas qu'il fraude – donc il ne faut pas qu'il ait possibilité de photocopie – on voit bien que le contrôle d'accès, s'il n'est pas mis en œuvre, l'ensemble du dispositif ne marche pas. Donc cet élément-là, très important, de se dire que si l'on veut désengorger la pyramide et donc moins de files d'attente aux caisses, et donc la possibilité d'acheter en ligne le billet, on arrive très rapidement à cette logique. De surcroît, avant même d'avoir mis en œuvre ce point, qui se heurte d'ailleurs on le voit dans le cadre du projet billetterie, à des difficultés techniques qui ne vont pas de soi, mais en tout état de cause, lorsqu'à un moment donné on aura la solution, ce sont aussi les comportements de fraude qu'on a pu observer cet été, avec des billets fraudés non pas artisanaux, mais quasi-professionnels. Donc on voit bien que là aussi, la fraude nous invite à trouver des solutions. Voilà, c'est le premier point très général sur lequel je voulais insister. Ce n'est pas un gadget, c'est vraiment au cœur des modalités d'accès à nos galeries de mettre en œuvre un dispositif comme celui-là.

Sur l'aspect ergonomique, là aussi naturellement – mais sur ça Natacha reviendra dessus – je pense que le point c'est qu'aujourd'hui, on met en œuvre ce dispositif en renforçant le nombre de scanners avec l'idée – que l'on espère validée par la réalité – qu'on nombre important de visiteurs – effectivement il y aura ceux qui ne sont pas dégourdis, ceux qui ne comprennent pas etc. – mais de se dire qu'il y aura quand même une grande partie, voire une majorité de visiteurs – surtout maintenant que c'est le cas dans un grand nombre d'endroits : les aéroports, voire dans certains magasins de scanner soi-même, on pense que c'est un geste qui devient plus naturel pour une grande partie des visiteurs. Donc cette fluidité, on espère qu'elle sera retrouvée. Le point est que l'ergonomie finale se fera dans le cadre du projet pyramides. Là c'est vraiment une réflexion commune qui devrait permettre, mais là, très en amont, de définir la manière d'intégrer ces nouveaux outils. Voilà, ce sont les deux points sur lesquels je voulais insister : premièrement, l'élément vraiment clé de ce dispositif et d'autre part le fait qu'il a vocation à être provisoire et que l'ergonomie sera réfléchiée avec vous dans le cadre du projet pyramide.

Peut-être, sur les plans plus techniques, je vais laisser la parole à Natacha, notamment sur ces questions de la dalle tactile de positionnement et d'autre part sur le laser.

Natacha MOREAU

Sur le laser dans les yeux, sur le plan des normes etc. je suis désolée, je ne pourrai pas apporter plus d'éléments précis. Je sais simplement effectivement qu'il y a une sensation de gêne, tout au moins la crainte d'une sensation de gêne depuis le moment où on a installé ces scanners. C'est un fait et que ce point est revenu lors des réunions de présentation – autant on a été en groupe de travail dans les étapes précédentes, autant une fois que la direction de l'architecture nous a présenté son projet, on l'a remis aux équipes, de façon à avoir leur sentiment par rapport à la commande. Je voudrais revenir sur la question de l'unanimité. La commande était : qu'est-ce qu'on peut mettre en place pour que le scanner soit visible et accessible par le visiteur. C'est ce point qu'on soumet pour avis. Sur cet élément-là, il y a eu quand même un consensus qui a été que la demande avait été entendue et la proposition de la direction de l'architecture devrait répondre aux besoins et pourrait être accessible aux visiteurs.

Sur la question de cette lumière dans les yeux, ou sur le coin de l'œil quand on est en biais, que subiraient les contrôleurs assis à l'avant des postes, c'est effectivement quelque chose qui a été remonté lors de ces réunions de présentation. J'ai alerté la direction de l'architecture et je l'ai intégré au dossier, pour qu'il puisse y avoir une réflexion et des réponses apportées à cet aspect-là.

Sur la question de la dalle tactile, vous avez raison Benoît, effectivement, il y a de fait une rotation. De la même façon, ce que vous n'avez pas évoqué, l'installation du PC qui va gérer le logiciel de contrôle d'accès se fait juste au niveau des jambes, des genoux des agents. Ça aussi, c'est un souci.

Sur ces questions d'ergonomie, on n'évacue pas du tout le sujet. C'est bien pour ça qu'on a eu le souhait et la demande vis-à-vis de la direction générale et de Jean-Luc MARTINEZ que l'agenceur soit saisi très rapidement du sujet. Pour ce qui est de la dalle tactile, nous avons quand même également travaillé avec l'ensemble des équipes pour définir ces modalités de gestion. Suite à des réunions avec tous les agents, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait limiter au maximum le nombre d'options en termes de saisie. C'est pour cela que nous partons actuellement sur uniquement quatre catégories de gratuité, de façon à ne pas rajouter de la difficulté, de ne pas multiplier les options et également de ne pas ralentir les flux au moment de la saisie des gratuités. Pour le coup, techniquement, nous étions en mesure de décliner tout le régime de droits d'entrée, en terme de gratuité, mais le rôle des agents au contrôle est effectivement de contrôler les titres d'accès, mais aussi d'accueillir et de renseigner le public et absolument pas d'être des outils statistiques. Donc, nous avons pour le coup et suite à la réflexion et aux remontées des agents, pris une option justement qui vise à ne pas compliquer davantage le travail des équipes, bien que – là aussi, je ne veux pas évacuer le sujet – le fait d'informatiser le contrôle modifie de fait l'activité telle qu'elle se pratique actuellement.

Xavier FEMEL

Dans la façon dont c'est précisé, c'est comme si on donnait un blanc-seing sur tout ce qui va être discuté. Déjà, sur la forme, on pourra émettre un avis s'il est précisé : projet d'aménagement des postes etc. C'est le premier point. Le deuxième concerne la phase test. Nous, en ce qui nous concerne, on souhaiterait avoir une délégation du CHS qui vienne, à moment donné, lors de ces phases tests, in situ pour voir les conditions de travail des agents.

Par ailleurs, sur toutes les questions techniques sur lesquelles on n'a pas, pour l'instant, une réponse, on souhaiterait bien évidemment une réponse, mais on souhaiterait aussi insister sur l'ergonomie. On avait insisté sur l'ergonomie notamment dans le groupe de travail agressions par rapport aux difficultés et aux nombreux dysfonctionnements parasites qui peuvent avoir lieu avec

les questions de contrôleurs, par exemple les visiteurs qui reviennent sur leurs pas pour poser des questions, les gens du comptoir audioguide où il y a des difficultés, les gens viennent aussi poser des questions. Si on ne fait pas un test en situation réelle avec les flux, tout ce qui peut à un moment donné parasiter leur travail, on n'aura pas un avis réel sur la question.

En termes d'ergonomie pure aussi, ils ont beaucoup de mouvements ou de rotations à faire. Ce n'est pas uniquement dans le cadre de leur poste de travail, c'est dans le cadre, encore une fois, des visiteurs qui reviennent sur leurs pas et posent de nombreuses questions. Aussi insister sur tout ce qui est courants d'air qui sont permanents, et on souhaiterait voir quel est l'effet des vitres qui sont sur les postes de travail pour éviter cette gêne. Voilà, c'était tout nous concernant.

Hervé BARBARET

Est-ce qu'il y d'autres questions sur ce projet ? Effectivement on est encore sur l'aspect projet sur ce point, c'est encore une phase test. Je pense que tu préciseras la durée de cette phase test, mais bien évidemment, cette phase test a vocation ensuite à faire l'objet d'une analyse. Pour répondre à votre inquiétude, si jamais on s'aperçoit que ça ne marche pas, c'est-à-dire que les gens ne savent pas s'en servir, c'est l'intérêt de tous, l'intérêt des agents bien évidemment, l'intérêt du musée, on ne va pas s'entêter si ça ne marche pas. Encore une fois, c'est pour cela que je rappelais les enjeux au préalable, c'est que ce sont des enjeux importants.

A votre question, on vote sur un projet, encore une fois, c'est très clairement indiqué, avec ce terme d'installation en phase test. Le deuxième élément bien évidemment, c'est que le CHSCT, dans des modalités à définir – mais ça je pense que vous retournerez vers Jean-Luc ROUSSEAU – ce sont les modalités concrètes de suivi, mais ce sera aussi avec les agents. A un moment, on fait le bilan, on se dit : cela fait X temps que le dispositif est en test. Est-ce que ça marche ? Est-ce que ça ne marche pas ? Avec les craintes que vous évoquez, c'est-à-dire beaucoup de dysfonctionnements, de visiteurs qui ne savent pas s'y prendre et finalement une fluidité qui n'est plus garantie. Or nous savons qu'il y a beaucoup de moments dans l'année où cette fluidité est un impératif. On se reposera des questions, mais il est certain qu'il faut se donner tous les moyens pour que ça marche, faire évoluer les choses, trouver les outils qui permettent de répondre aux enjeux que j'évoque. Cela, il faut qu'on le construise ensemble, cela va de soi.

Charlotte LEMOINE

Il y a quand même un problème, c'est qu'initialement, on nous avait proposé – je me permets d'intervenir puisque j'avais discuté avec vous de ça – qu'il y ait une seule région qui serve de test. Vous nous avez fait savoir que vous vouliez que toutes les régions soient en test. Il faut vraiment qu'on clarifie ce point. Ou on fait une région sur un mois, un mois et demi, pour voir et cela laisse à la direction de Sophie LEMONNIER la possibilité de réajuster avant une phase qui va durer quand même un certain temps, parce que le projet pyramide n'est pas immédiat, ou alors on met tout de suite les appareils tels qu'ils sont conçus-là, avec un risque qu'il y ait des aménagements qui soient à faire et qu'on devra multiplier par le nombre d'installations.

Sophie LEMONNIER (Directrice du Patrimoine architectural et des jardins)

Sachant – excusez-moi – que ce qu'on s'était dit aussi, compte tenu de la spécificité de chacune des régions, le meilleur retour d'expérience qu'on pouvait avoir sur une utilisation en autonomie du visiteur sur la borne c'était de le déployer sur la totalité des postes. De ce fait, le retour

d'expérience qu'on pourrait avoir servirait pour le projet pyramide, qui est le but ultime d'une ergonomie satisfaisante. Il y a effectivement plusieurs solutions de test, soit on le déploie sur une seule région, on regarde comment ça se passe, mais on n'aura probablement pas toutes les contraintes des postes de travail qui sont différents sur chacune des régions, soit on le déploie sur tous les postes, et cela permet pour l'équipe SEARCH d'avoir un retour significatif des différentes situations et de pouvoir s'alimenter de cette expérience pour la construction des postes définitifs. Il est vrai qu'à la réflexion, on s'était plutôt dit qu'il valait mieux le déployer sur la totalité des postes et d'avoir un test qui soit global.

Elise MULLER

Je pense qu'en fait, il y a fondamentalement quelque chose qui ne nous convient pas : c'est l'installation de ces scanners et c'est l'installation de ce type de billetterie. Maintenant, on ne peut pas entendre qu'on va tester des conditions dégradées, dont tout le monde sait qu'elles vont être dégradées, des conditions de travail pénibles. Il n'y a qu'à regarder sur les schémas. Vous avez quand même des agents qui, s'ils se mettent dans une posture, telle qu'elle est prévue initialement, vont avoir un flux de milliers de personnes dans le dos toute la journée. On sait très bien que cela ne marche pas comme cela. Ce n'est pas possible d'avoir un défilement permanent dans le dos. Tout le monde sait que physiologiquement, cela va être problématique ; qu'en termes de gestion de flux, ça va être problématique ; qu'en termes de conflit ça va être problématique. Que ce soit sur tous les postes ou quelques-uns, ce n'est pas cela notre problème. Notre problème, c'est que ce soit mis en place, alors que les conditions de travail pour les agents ne sont pas acceptables. On ne va pas tester de l'inacceptable pendant plusieurs mois en attendant le projet pyramide. C'est très bien que cela soit intégré dans le projet pyramide. Mais ça marche à l'envers. Nous comprenons bien qu'il y ait une démarche envers le public, mais encore une fois, on a de grandes idées pour le public, puis on se rend compte après que pour le personnel, ça va être soucieux et on court après un rétablissement à peu près satisfaisant pour les agents. Or là, ce n'est pas satisfaisant. Les scanners génèrent une angoisse. Effectivement, il paraît nécessaire de mettre des caches pour protéger les yeux sur tous les scanners. Autant ne pas faire de détail, s'il y a une angoisse là-dessus, il n'est pas très compliqué de régler ça. Mais le système en lui-même est problématique. Je ne pense pas qu'on ait besoin de le tester pour voir à quel point c'est détestable, à quel point ça génère des conflits, des problèmes, des difficultés. On ne peut pas tester quelque chose qui ne va pas.

Hervé BARBARET

Très clairement non, je ne peux pas laisser dire que ce sont des conditions de travail très dégradées, détestables etc. Ce n'est pas vrai. Ce n'est absolument pas vrai. D'ailleurs, je n'ai pas très bien compris votre point d'être dos au public etc.

Elise MULLER

C'est comme cela que les agents sont sur les plans.

Hervé BARBARET

Oui, mais c'est déjà le cas aujourd'hui.

Elise MULLER

Non, allez voir les postes de travail. C'est logique, ils sont face au public.

Hervé BARBARET

Oui, mais ils le seront toujours.

Natacha MOREAU

Le positionnement des chaises sur le schéma a été mis par défaut. En l'occurrence, ce n'est pas un projet.

Hervé BARBARET

Vous regardez les gens, vous scannez, sachant qu'on espère qu'il y aura une proportion considérable de visiteurs qui l'auront fait préalablement. Certes, il y a un geste mais qui, encore une fois, moi je suis allé sur place, aujourd'hui, en général le billet est regardé, il y a déjà un geste. Le point, c'est que c'est quelque chose de nouveau. Ce n'est pas quelque chose de détestable et ce n'est pas quelque chose de radicalement différent. Encore une fois, c'est pour cela que je milite en faveur d'un test et on voit comment cela se passe. Mais, dire qu'on sacrifie les conditions de travail des agents au service des visiteurs, alors là, je m'inscris totalement en faux. Ce n'est pas du tout le cas. C'est un geste nouveau face à une technique nouvelle qui permet de modifier les modalités de l'accueil du public avec cet élément-clé qu'est le contrôle d'accès, qui devient effectivement la colonne vertébrale des mécanismes d'entrée au sein de l'établissement pour un visiteur. Ça c'est vrai, c'est quelque chose de radicalement différent et c'est vrai que c'est au service du visiteur, mais c'est aussi au service de l'ensemble des agents parce que cela permet de désengorger les caisses. Ça permet, si ça marche bien, la fluidification avec un contrôle assuré, puisque si les visiteurs – l'idéal évidemment ce serait 80 % d'entre eux – qui ont un ticket le scannent eux-mêmes et passent, réellement, ce sera un grand avantage. Pour moi, il n'y a que le test qui permettra de le dire. Je vois bien vos craintes. Vous les avez clairement exprimées. Les gens ne sauront pas, ils vont se retrouver un peu comme une poule devant un couteau avec ce scanner. L'idée, c'est qu'aujourd'hui, le scanner – je suis passé sur les postes de contrôle, il m'arrive d'aller chez Décathlon ou chez Carrefour – c'est vraiment maintenant quelque chose qui est communément admis. Les gens savent s'en servir. En tout cas, ça mérite le test. Voilà, je le répète, c'est-à-dire que se dire : ça ne va pas d'entrée de jeu, c'est quelque chose qui serait quand même assez surprenant. En revanche, certes ça peut être compliqué. Encore une fois la fluidité qu'on espère ne sera peut-être pas au rendez-vous et c'est bien pour cela qu'il faut qu'il y ait un test et un diagnostic au bout de la période qui aura été retenue, mais en revanche, ce n'est certainement pas détestable et ce ne sont certainement pas encore une fois les conditions de travail des agents qui sont sacrifiées pour ça. Je ne sais pas si quelqu'un veut rajouter... Natacha ? Monsieur ROGIER.

Yann ROGIER (Inspecteur santé, sécurité au travail)

J'aurais souhaité deux précisions matérielles puis formuler peut-être une recommandation. Combien de postes de travail et combien d'opérateurs sont concernés par le déploiement de cette phase de test ? Où on n'a pas d'éléments chiffrés ?

Natacha MOREAU

Oui, mais quand on parle de poste de travail, en fait ce n'est pas juste le poste de contrôle physique,

mais le nombre d'agents à un instant T qui peuvent être concernés. Sur ce point, je pense que ça mérite effectivement quelques précisions. Ce qui est présenté, c'est vraiment l'ajout d'un scanner pour le visiteur à l'avant. Tous les autres scanners sont déjà installés, pas en œuvre mais déjà installés.

En l'occurrence, en termes de postes de travail, les choses sont un petit peu plus à nuancer. Comme Benoît le disait, nous avons sept postes de contrôle pour trois entrées des collections. Sur ces sept postes de contrôle, il y a un poste avant, qui est toujours occupé par un contrôleur et un poste arrière qui n'est pas toujours occupé par un agent, en fonction de la rotation sur les postes de travail, mais également de la fréquentation du public, ce deuxième poste est tenu ou pas. C'est un poste d'appoint qui vise à décharger le contrôleur qui est sur le poste avant, en cas de difficulté, de discussion avec un visiteur. C'est un poste qui vise également à renseigner le visiteur qui a déjà passé le contrôle ou qui sort des collections. C'est un poste où le contrôle et la possibilité de scannage sont conçus à minima. Pour l'historique, à dire vrai, on n'avait installé un scanner au départ qu'à l'avant des postes et pas sur la partie arrière. C'est suite aux demandes des agents et surtout aux remontées du groupe de travail permanent du CHS que nous avons rajouté des scanners permanents à l'arrière, avec comme argument de la médecine de prévention à l'époque : qui peut le plus peut le moins. Rajouter des scanners si jamais des visiteurs sont arrêtés à l'avant et qu'un visiteur veut passer à l'arrière, l'agent sera en mesure à ce moment-là de scanner le billet. C'était un plus, mais ce n'est pas un poste de travail en tant que tel, contrairement au positionnement avant de ces postes de contrôles. Oui qui existe quand même, mais en l'occurrence qui est moins amené à contrôler les billets et à les scanner que le poste où se tient le premier contrôleur.

Sur la question des chaises, véritablement, c'est un positionnement par défaut de la personne qui a fait l'axonométrie. Le but n'est pas de changer le positionnement des contrôleurs. Actuellement, vu l'ergonomie des postes de travail, il n'y a pas d'autre moyen, pour accueillir le visiteur, que de se situer en biais, comme le font les agents.

Yann ROGIER

Est-ce que la vertu de ce dispositif est aussi d'éviter la manipulation de billets à impression thermique ? Est-ce que la technologie des billets est une technologie à impression thermique ? (Oui) Est-ce qu'on sait si ce sont des billets avec bisphénol ? Ou vous ne le savez pas ?

Anne CHERIN (Médecin de prévention)

Juste en complément, je précise que c'est une question que j'ai posée à Serge LEDUC, la question des billets à impression thermique, pour lui demander où est-ce qu'il y en avait utilisés par le musée.

Natacha MOREAU

Sur ce point, je peux apporter un élément de précision, non pas sur le bisphénol ou pas dans les billets actuels. J'avoue que c'est la première fois qu'on me pose la question. En l'occurrence, les billets que nous utilisons actuellement sont commandés chez une société qui fournit le musée depuis une vingtaine d'années. Vous connaissez tous le billet du musée. C'est un billet qui a le même papier depuis bien longtemps. Nous devons avant la fin 2014 passer un nouveau marché pour

avoir de nouveaux billets. En l'occurrence, nous serons attentifs sur les normes pour le papier. A cette question, je reviendrai vers vous Yann pour avoir des éléments, et ce sera porté au marché. Quoi qu'il en soit, sur les billets actuels, je peux vous assurer que dans l'appel d'offres pour les prochains billets, nous serons attentifs à respecter toutes les normes.

Yann ROGIER

Une petite explication : l'intérêt d'un système où l'utilisateur scanne lui-même le billet est d'éviter une manipulation répétée par des opérateurs de billets à impression thermique avec transfert de bisphénol sur la peau. Il y a un certain nombre de recommandations qui ont été formulées dans ce sens.

On évoquait les contraintes posturales, on évoquait un certain nombre d'inquiétudes. J'aurais voulu connaître plus précisément comment le médecin de prévention avait été associé au projet.

Anne CHERIN

Moi, je n'ai évidemment pas été associée à la première étude, qui a été réalisée en 2010-2011 et qui avait conduit à l'implantation de ces bornes, puisque je n'étais pas là et que c'était une équipe médicale antérieure. Je pense que c'était essentiellement l'infirmière qui avait participé aux différentes réunions. En tout cas, en ce qui me concerne, j'ai participé à deux réunions avec la direction générale en février et en septembre 2013 et d'autre part, à une réunion avec Sophie LEMONNIER également. Je pense que la phase test – je fais partie des personnes qui avaient conseillé plutôt une phase test plutôt sur une région et non pas sur les trois régions – était importante pour éventuellement procéder à quelques retouches, puisque de toute façon cette modification est partie pour durer un petit moment, dans l'attente d'une modification ergonomique du poste de contrôle. En tout cas, ce que je peux dire, c'est que, depuis le départ, je plaide pour une modification ergonomique des postes de contrôles, parce qu'en effet, si j'avais été présente au moment des premiers groupes de travail, je n'aurais certainement pas préconisé l'implantation de la borne scanner sur le poste situé derrière.

Hervé BARBARET

Ensuite Monsieur N'GUYEN a demandé la parole.

Maurice N'GUYEN

Je pense que la lumière est un sujet primordial. Est-ce que le fait de travailler et de visualiser de manière fréquente ces rayons lumineux, peut-être un danger sanitaire ?

Anne CHERIN

Pour répondre précisément à cette question, il faudrait que je connaisse la classe particulière de ce laser, puisqu'il existe quatre classes de lasers différents. Je n'ai pas connaissance de la classe de ce laser-là. C'est le premier point. Le deuxième, c'est qu'il faut effectivement connaître la manière dont le rayon laser peut entrer au contact de l'œil de l'agent. Là, on est dans un contact extrêmement indirect, puisque le risque essentiel est pour les opérateurs laser qui manipulent. Il y a plusieurs catégories, si vous voulez. Ensuite, le risque pour l'œil est essentiellement pour les gens qui regardent le rayon optique, un certain nombre d'agents dans les télécoms dont le travail consiste

d'être avec les yeux derrière le faisceau optique et qui ont un contact direct de l'œil grand ouvert – puisqu'ils le regardent – avec le laser. Donc, là on est dans des circonstances extrêmement différentes, puisque les agents ne regardent pas directement le rayon et en plus quand vous avez un rayonnement, le réflexe naturel de l'œil est de se fermer. Donc le clignement protège l'œil de la pénétration du rayonnement. Ce sont aussi toutes les périodes d'observations et de tests qui nous permettraient de voir comment les agents sont exposés. Je pense qu'il est important d'aller voir les agents et de leur expliquer quel est le risque réel qu'ils encourent en fonction de la catégorie de laser, en fonction de la manière dont le rayonnement éventuellement entre en contact du globe oculaire. Ce sont des choses aussi qu'on pourrait faire lors d'une phase test.

Benoît WILLIATTE (hors micro)

Nous nous sommes procuré le mode d'emploi des lasers mis en place dans le musée et on a vu clairement que le laser ne doit pas traverser le globe oculaire. C'est ce qui nous inquiétait.

Anne CHERIN

Oui, je comprends tout à fait, mais c'est pareil avec tous les champs électromagnétiques – les lasers sont une catégorie de champs électromagnétiques – c'est-à-dire qu'en fait il y a des pictogrammes de précaution qui sont apposés sur les différents objets ou sur les différents matériels à titre de précaution. Après, il faut aller regarder plus précisément. C'est pour cela que moi – je vous dis tous les renseignements dont j'ai besoin pour faire une évaluation des risques précise – à ce stade, je ne peux pas répondre à la question, si ce n'est, ce dont on est sûr, c'est que le rayon laser ne va pas rentrer directement au contact de l'œil de l'agent. Ça c'est certain.

Natacha MOREAU

Juste une précision, j'ai volontairement employé le terme de gêne et je n'ai pas apporté plus de précision sur une question de dangerosité, parce que la question avait déjà été soulevée en CHS lors des premières installations de scanners. On nous avait rassurés sur la question de dangerosité. D'une façon générale, la plupart des agents qui se sont exprimés sur le sujet ont quand même avant tout parlé d'une gêne. Voilà, c'est l'expression employée par les agents. La question de la dangerosité a été posée, mais elle a été écartée et depuis, la plupart des participants aux réunions l'ont eux-mêmes mis de côté, ne sont pas revenus sur cette question de dangerosité. Par contre, ils ont tous évoqué la gêne effectivement de cette lumière répétitive sur le côté de leur poste de travail.

Elise MULLER

Il y a un certain nombre de points sur lesquels je voudrais revenir. En premier lieu, que des agents n'aient pas conscience de la dangerosité à laquelle ils sont exposés, n'est pas un argument pour dire qu'il n'y a pas de risques. Qu'ils ne le perçoivent pas, c'est une chose, mais ça ne l'atténue pas. Ensuite, sur la question de la dangerosité ou pas, le site de l'INRS, sur les questions de laser, il est inscrit : « *n'exposez jamais directement les yeux à un faisceau laser, même de faible puissance ou durant un bref instant.* » après sur des basiques, on a des choses. Il n'y a pas besoin de faire d'étude réelle, on met des caches dans un premier temps.

Natacha MOREAU

C'est ce qui est exposé dans le dossier, en l'occurrence, la demande des caches a été faite et je l'ai

remontée. Je pense que du côté de la direction... ce n'est pas une question que ce soit pour moi ou pas, je pense que cette inquiétude, on ne l'a pas mise de côté. La direction de l'architecture a été alertée de ce point d'ajout au dossier initial. Pour ce qui est des caches, comme vous le disiez, ce n'est pas quelque chose qui devrait poser une difficulté.

Elise MULLER

Je comprends bien, vous êtes en fait sur l'ajout d'aujourd'hui. Sauf que nous n'avons pas été consultés sur un avis formel sur la mise en place du système qui est à l'heure actuelle: le scanner avec ces postes absolument pas ergonomiques. Il y a d'autre part des problématiques qui n'ont pas pu être exposées avant. Fondamentalement que les visiteurs se débrouillent tout seuls, ou qu'on essaie de les faire se débrouiller tout seuls, n'enlève rien au fait que ces postes de travail sont des postes extrêmement pénibles. Je signale que le fait d'avoir des billets édités à l'extérieur, chez soi, fait qu'on n'a absolument aucune idée du flux qui peut arriver à un moment ou à un autre. Lorsqu'on a un premier passage par la caisse, ça permet d'évaluer le nombre de visiteurs sur place et celui qu'il y aura dans les autres espaces.

Hervé BARBARET

Ce que j'aimerais, c'est qu'effectivement, on puisse avec Sophie, étudier et mettre en place ces caches avant la mise en œuvre, dans quelque temps. Je pense que ce ne sont pas des dispositifs compliqués, on l'espère en tout cas. Donc, on acte l'idée qu'il y ait des caches. Je pense que naturellement Natacha MOREAU et Anne CHERIN doivent être dans la boucle pour analyser les choses. Je prends acte du fait que, dès lors qu'il y a cette crainte, il faut s'en protéger. On retient l'idée des caches. Il faudrait voir rapidement les modalités pratiques.

Je reprends la parenthèse que vous avez ouverte sur les vœux de la ministre pour rappeler que nous n'étions pas puissance invitante. Nous étions l'établissement recevant la ministre de tutelle et que ce sont ses services qui nous ont demandé...enfin bref, ce n'est pas glorieux, mais ce n'est pas nous. Je referme cette parenthèse.

Sur les flux, je vais vous rassurer, j'espère, pour justement vous dire que ces mécanismes nous permettront de maîtriser les flux. Pourquoi ? Tout simplement parce que les outils de vente en ligne permettant de calibrer, le cas échéant, les journées compliquées en datant le billet, c'est-à-dire qu'on peut dire, ce jour-là, on a édité X milliers de billets, nous savons que nous sommes en risque de flux et de surfréquentation, on peut dire qu'il n'y a plus de billets imprimables pour ce jour-là. La réalité c'est que cet outil, après les tests, après qu'on a vu comment ça marche, après qu'a vu comment c'est reçu par les visiteurs, le point clé est que ça nous donne la souplesse qui permet de répondre au risque que vous évoquez. On sera beaucoup plus en capacité de dire à un visiteur ne venez pas tel jour, tout simplement parce que l'impression ne se fait pas, alors qu'un visiteur qui vient sur pyramide et qui souhaite son billet, il est venu, il est là, on ne va pas lui dire non. La vente actuelle des délégataires, surtout je pense aux ventes en nombres et aux achats de billets à la civette etc., on a beaucoup de mal à les contrôler. Les risques que vous évoquez – Natacha le sait bien mieux que moi – on a pu l'observer pendant les périodes de surfréquentation. Cet outil sera au contraire un outil pour nous, dès lors qu'il sera déployé et qu'il fonctionnera – c'est pour ça qu'on a un peu de temps pour le tester sagement, que les agents soient consultés. C'est bien à ça que je souhaite vous inviter, qu'on travaille ensemble pour les solutions, et qu'on puisse travailler ensemble, parce que, si on s'aperçoit qu'il y a des choses qui ne marchent pas, que l'ergonomie effectivement est très défailante, on a le temps d'y remédier pour l'atterrissage dans le cadre de

pyramide. Moi, vraiment ce que je souhaite, c'est qu'on mette en place ce test, qu'on trouve des solutions, qu'on mette les caches et voilà. Donc c'est vraiment très important. Ce que dit Madame MULLER est très vrai : cette maîtrise des flux, cet outil – évidemment, ce n'est pas la panacée, ça ne remédiera pas à l'ensemble des difficultés que nous observons – mais ce sera quand même un outil.

Voilà, est-ce qu'il y a d'autres questions ? Madame KARDIANOU.

Alexandra KARDIANOU

Merci. Malheureusement, je n'ai pas avec moi le procès-verbal du CHS de fin 2011. Puisque je vois sur la présentation d'Olivier VAILLANT, que le point est passé en CHS et l'engagement est pris pour trouver une solution pour inciter les visiteurs à scanner eux-mêmes leurs billets, ce qui est un élément des réponses sur nos interrogations, mais malheureusement n'est pas... j'ai dit au préalable que je n'ai pas le PV du CHS pour me remémorer les conclusions de la discussion, les réserves, les remarques et autres éventuelles demandes d'adaptation, parce que j'ai juste entre les mains les comptes-rendus de la visite de novembre 2011. Ceci étant dit et après réflexion – on a entendu bien sûr les remarques de nos collègues et de la direction – nous pensons qu'un test sur une seule région, comme préconisé par le médecin de prévention, serait la meilleure idée. Nous demandons aussi l'intervention d'un expert, sur les lasers et un autre éventuellement sur l'ergonomie, si nos moyens en interne ne permettent pas de trancher sur le positionnement des lasers et des sièges, pour la rotation de 45°.

Autre problème, qui découle de la lecture du document fourni, je voudrais savoir, quand vous dites qu'en 2013, il y a eu une demande à la DAMT d'implantation de scanners supplémentaires, est-ce que ça a été fait ? Je ne comprends pas la nuance entre ce qui a été demandé en 2013 et ce qui a été fait en 2014. Sur place, les tableaux tactiles sont en place et ce qui est aussi installé, sur un poste sur deux, c'est le petit laser, mais tout n'y est pas. Est-ce qu'il y a une intervention ? J'ai regardé hier.

Natacha MOREAU

En 2013, ce qui a été demandé, c'est l'ajout du scanner et donc ce qui a été proposé, en réponse à cette demande, par la commission d'architecture en 2013 ou vraiment tout début 2014, c'est ceci.

Alexandra KARDIANOU

Mais il y a aussi des scanners horizontaux.

Natacha MOREAU

C'est ce qui a été installé en 2011...

Alexandra KARDIANOU

La question est : est-ce qu'il y aura une autre installation technique pour l'installation des scanners horizontaux – je crois que les latéraux sont tous là – mais est-ce qu'il y aura une autre intervention ?

Natacha MOREAU

Autant que je sache, toute l'installation est faite. Puisque le système n'était pas déployé, on ne l'utilisait pas et les scanners ont été retirés du test tout simplement, mais l'installation est faite.

Alexandra KARDIANOU

Est-ce que la DMO, qui a été mandatée pour intégrer le besoin de refonte ergonomique, a fait quelque chose ? Je vois qu'en 2013, la DMO est mandatée pour intégrer le besoin de refonte ergonomique des postes de contrôle des titres d'accès au projet pyramide.

Natacha MOREAU

Dans un deuxième temps, après cette période de tests, on va évaluer le fonctionnement du contrôle d'accès, le fonctionnement également des agents et visiteurs, vis-à-vis des points de contrôle existants. C'est à partir de cela qu'on établira un programme qu'on remettra à la DMO pour qu'ils puissent nous faire une proposition de réalisation de poste de travail, intégrant les points que l'on aura pu constater, réglant toutes les difficultés qu'on aura pu constater et avec une ergonomie nécessaire.

Alexandra KARDIANOU

Ça veut dire qu'on va utiliser ce laps de temps en temps test ?

Natacha MOREAU

En temps test, en temps de travail. On lancera des équipes pour pouvoir lister la totalité des besoins de façon à pouvoir donner le maximum d'informations à SEARCH pour qu'ils soient en mesure de refondre les postes. C'est pour ça que le souhait de l'ensemble des agents qu'on a vus – 80 % des équipes – a été que ce système soit installé sur la totalité des entrées des collections. Pour des raisons d'évaluation complète du dispositif, pour des raisons également de compréhension des visiteurs, c'est-à-dire qu'un visiteur qui sera passé au scanner à Denon ne verrait pas de zone de scannage à Sully aurait des questions sur la différence de potentiel à un poste ou à un autre entre l'agent et le visiteur, également pour des raisons d'affectation. Parce que cela entraînerait des disparités en cas de contraintes de travail entre les agents. De la même façon, l'encadrement intermédiaire a manifesté une réelle inquiétude à l'idée de devoir justement gérer ce test sur seulement une entrée et pas sur l'ensemble.

Alexandra KARDIANOU

On peut faire un test sur deux temps : un test une région d'abord pour voir les premiers ajustements à apporter et après faire un test à plus ou moyen terme en attendant le projet pyramide pour essayer de cerner les problèmes qui sortiront tout de suite.

Autre problème, c'est la signalétique. C'est essentiel pour que tout le monde comprenne. Je vois que la signalétique vient en deuxième temps, lors d'une mise en route des groupes. D'abord, il y a une installation, sauf si c'est un problème de forme. L'avis du CHSCT est sollicité sur l'installation en phase test et ensuite pour une mise en route de groupe de travail relatif à la signalétique. Là, je pense qu'il faut d'abord mettre en route la signalétique et que la signalétique finale arrive en même temps que les tests, en même temps que la mise en pratique.

Natacha MOREAU

C'est le but. On n'a pas encore lancé les travaux. Il faut d'abord que la direction de l'architecture trouve une entreprise pour installer ces bornes et lancer les travaux. Pendant ce temps-là, nous allons instaurer des groupes de travail en impliquant les services en charge de la signalétique, en impliquant surtout les équipes de façon à lister toutes les possibilités envisagées. D'ailleurs, quand je parle de tests, plusieurs des groupes que nous avons faits souhaitaient qu'on teste des signalétiques différentes, selon les entrées des collections pour voir ce qui fonctionne le mieux. Il y a déjà eu des suggestions qui ont émergé au cours des présentations. Pour nous, dès l'instant où la direction de l'architecture lance le projet, nous mettons en place les groupes de travail avec l'ensemble des acteurs, pour avoir des propositions et installer une signalétique qui, elle de surcroît, a la possibilité d'être évolutive au fur et à mesure de ce qu'on peut constater sur le terrain.

Alexandra KARDIANOU

On a un calendrier ? Parce que là, apparemment, c'est quelque chose qui va être programmé sur plusieurs jours.

Sophie LEMONNIER

On a un devis pour sept bornes aujourd'hui, puisqu'on pensait que c'était la meilleure des solutions. On va redemander ce devis sur deux ou trois bornes en fonction de la zone qui aura été choisie. Cela dépend de la décision du CHS. On a environ quatre ou cinq semaines de fabrication et on va compter une semaine de pause, puisqu'il faut qu'on passe les mardis. On va compter sur deux ou trois mardis en fonction du déploiement qu'on a à réaliser. On peut dire que dans un mois et demi environ, un peu moins de deux mois, on arrive à poser ces bornettes. La partie signalétique se fait sur ce délai-là pour que la signalétique se pose une fois les bornettes mises en place.

Natacha MOREAU

Avec un autre élément qui est le déploiement du logiciel. Actuellement, le calendrier prévisionnel est très serré. On savait qu'il y aurait forcément des décalages. On a déjà décalé le déploiement de la porte pyramide et de fait l'installation des contrôles d'accès qui n'est prévue que fin février-début mars, sera sans doute également décalée. Quand bien même les travaux seraient achevés fin mars, je ne suis actuellement pas en mesure de vous donner une information précise que nous soyons en mesure de déployer les contrôles d'accès exactement au même moment. De toute façon, nous choisirons une période de moyenne fréquentation pour se lancer dans l'informatisation des contrôles d'accès.

Hervé BARBARET

Peut-être pour préciser sur l'avis qui vous est demandé, en capitalisant sur tout ce qui vient d'être dit. On parle bien d'un test. Ça c'est pour répondre. En revanche là où votre avis est nécessaire, mais Mme KARDIANOU a eu une position donc je voudrais savoir si elle convient à tout le monde, c'est de se dire qu'on ferait le test sur une seule région. Non ? Là, soyons très clairs, l'idée initiale était sur une région, mais si vous pensez que c'est plus cohérent de le faire sur les trois régions... sur l'avis donc, une région, trois régions, c'est à bien préciser.

Deuxième élément, le cache. On retient l'idée qu'il y aura des caches qu'il faudra mettre en œuvre rapidement. Autre élément – ça n'a jamais été très clair – des groupes de travail qui permettent d'avoir un bilan concerté de la mise en œuvre de ces dispositifs, avec le recours et le suivi très précis de la médecine du travail. J'ai retenu deux sujets très précis. Ce sont Anne CHERIN et Natacha MOREAU qui verront la manière de le faire, mais cette question du laser et l'autre question est celle de l'ergonomie. Le point important naturellement, c'est que ce bilan soit lié aux tests que l'on mène mais également nourrisse le projet pyramide, c'est-à-dire que les futurs postes de contrôle, d'une certaine manière, soient nourris de ces réflexions parce que là, l'objectif est que leur ergonomie soit beaucoup plus satisfaisante. J'ai retenu les remarques de Mme MULLER, qu'il n'y ait pas de torsion systématique, même si je pense que, même dans le cas actuel, ce ne sont pas des gestes aussi musculaires. Encore une fois, je pense que c'est vraiment cette idée, que la période test c'est un nouvel équipement lié à la vente en ligne, mais c'est également une source de réflexion, dans le cadre de pyramide, pour que les maîtres d'œuvre intègrent tout ce qui aura pour origine ce test. C'est quelque chose de très important.

Je pense qu'on va revenir sur cette question – si je dis ça, c'est pour bien préciser l'avis qui vous est demandé, qui est un avis important. Voilà comment je le précise et comment je le reformule. La seule question que je soumetts à votre avis, c'est une région ou trois régions. Je ne sais pas qui veut rebondir sur cette question-là.

Anne CHERIN

Non, je veux redire ce que j'ai dit précédemment, à savoir que la question qui était posée au départ était celle d'un prototype. De ce fait, ce que j'avais préconisé, avec l'idée d'une phase test courte, destinée à regarder s'il y avait des améliorations possibles qu'on aurait pu ensuite étendre sur les sept postes de contrôle, ceci dans l'idée que ce système serait utilisé pendant un certain temps avant l'aménagement définitif des postes de contrôle, dans le cadre du projet pyramide. J'avais préconisé que ce soit sur une région et non pas sur un seul poste, que cela dure quelque chose de court, un mois maximum, que pendant cette période d'une part il y ait un dispositif de comptage pour voir la part de ce qui est fait par les visiteurs et la part de ce qui est fait par les agents. C'est quand même déterminant sur les conditions de travail des agents. D'autre part des périodes d'observations qui nous auraient permis de voir si on pouvait procéder à d'autres aménagements. Ensuite, au bout d'un mois de période d'observation, sur une région, pas sur les trois régions, on aurait pu dire ce qu'on mettait en place pour les trois ans qui viennent, avant la réalisation définitive d'un réaménagement des postes de contrôle. Ce qui m'a été dit ensuite, c'est qu'effectivement, ça ne convenait pas aux agents qui voudraient que ce soit pour tout le monde pareil en phase test. Ce sont des arguments que je peux entendre, mais je vous réexplique pourquoi moi, je voyais les choses différemment au départ.

Elise MULLER

Il y a vraiment une demande des agents : quand on va se retrouver avec des conditions de travail plus compliquées, si en plus il y a des sentiments d'inéquité qui surgissent, ça va poser problème. Il faut un équilibre au sein des équipes. Par contre, nous ne sommes pas sur l'idée d'avoir un test qui dure trois ans, jusqu'aux nouveaux postes de contrôle. On aimerait savoir justement quelle est la période de test et, si elle n'a pas de durée prévue autre que le remplacement par les nouveaux postes, quand déterminons-nous s'il faut continuer ou pas, s'il y a des choses à modifier ou pas. Après, c'est techniquement comment on regarde ? Comment on évalue le test ? Est-ce que, si on se rend compte qu'à Denon ce n'est pas gérable pour des questions de gestion de flux, est-ce qu'on arrête ? Qui le décide ? À quel moment ? Dans ce cadre, il faut prévoir de prévenir les organisations

syndicales, afin qu'on ait une vision dans la durée de ce qui s'est passé sur les postes de contrôle. Quelles sont les garanties à l'avenir ?

Hervé BARBARET

Je retiens ce que vient de dire le Dr CHERIN, une période courte. Je pense que la période qui doit être considérée serait une période qui intègre de la basse et de la haute fréquentation. Je pense que si le test n'a pas inclus de la haute fréquentation... il faut que ce soit un test qui apporte vraiment des leçons. Donc, si on fait un mois de basse fréquentation, ça peut marcher très bien puis on se rend compte que ça ne marche pas dans d'autres configurations. Là, je me tourne vers Natacha, mais je dirais qu'il faudrait une période vraiment pertinente et qui permette d'en tirer toutes les leçons.

Madame MULLER, pour répondre à votre question : comment fait-on pour tirer le bilan ? Je pense qu'il faut tracer un trait : on se dit maintenant on a une période adaptée basse-haute fréquentation et on se retrouve ici soit en CHS, soit dans une formation *ad hoc* et on dit voilà, on a les éléments de ce test. Encore une fois il peut y avoir pas mal d'options : ça ne marche pas du tout, ça ne marche pas très bien mais on peut l'améliorer... voilà, c'est vraiment cela l'idée, que l'on tire toutes les leçons de ce test et qu'on aboutisse à quelque chose rapidement. Anne Chérin parlait d'un mois, c'est peut-être plus si on veut intégrer de la haute fréquentation. On en tire des leçons pour l'immédiat, c'est-à-dire avant pyramide, et surtout on en tire des leçons pour que pyramide, dans l'ergonomie finale, prenne en compte ces éléments-là. C'est comme cela que je vois les choses. Sachant que le top départ, c'est naturellement quand la vente en ligne marche. Natacha MOREAU le disait, ce n'est pas un long fleuve tranquille. Ça veut dire que dès lors que ça marche, il faut voir à quelles dates cela marche et si on est dans de la haute, dans de la moyenne fréquentation. Moi idée, ce serait, au moment où ça marche, on inclut une période de haute fréquentation et on se revoit ici et on a des éléments.

Natacha MOREAU

Une chose est sûre, c'est que – là je vais prendre un exemple caricatural – on ne commencera pas le 1^{er} août ou le 15 août. Soit on arrive à avoir un calendrier qu'on peut mettre en place avant l'été, soit ça repoussera forcément les choses à la rentrée, à partir du mois de septembre.

Ensuite, on parlait de groupes de travail pour mettre en place la signalétique. C'est un travail au long court, c'est-à-dire qu'on va continuer en groupe de travail, encore une fois en impliquant l'ensemble des agents, pour déterminer le programme que nous remettrons à SEARCH, mais pour voir aussi comment ce dispositif vit, quelles sont les modalités de gestion de ce dispositif, en termes de modalités de contrôle, de pratique. C'est quelque chose qu'on avait entamé en 2010 dans la préfiguration de l'informatisation de ce contrôle d'accès. C'est quelque chose que là, on va réactiver.

Depuis un an, nous avons des réunions mensuelles au service de la vente des droits d'entrée de façon à debriefer des pratiques de contrôle, des difficultés rencontrées sur les postes de contrôle. Il a d'ores et déjà été annoncé lors de ces réunions qu'elles intégreront également la question de la mise en œuvre de l'informatisation du contrôle d'accès. On peut peut-être se dire aussi que ces groupes de travail, qui vont commencer par la signalétique puis par la définition du programme pour SEARCH et également qui vont s'appesantir sur la question des modalités de gestions, peuvent être amenés à avoir des invités. Je pense qu'on fera intervenir SEARCH dès l'instant où on

aura commencé à informatiser le contrôle. On peut également avoir des séances avec la médecine de prévention et également associer le CHS.

A partir de là, je pense qu'on aura une vision précise de la façon dont ça vit et des besoins précis pour avoir une refonte complète des postes. Vous parliez de trois ans. Les travaux pyramide commencent fin 2014. Je ne pense pas que refaire ces postes de contrôle, architecturalement, je ne pense pas que ce soit du gros œuvre et on n'est pas du tout obligé de se fixer comme terme l'issue du projet pyramide. A dire vrai, au tout début du projet billetterie, en 2009-2010, quand nous avons évoqué l'intégration de ce sujet dans le cadre de pyramide, cela devait être le premier coup de pioche de pyramide. C'était ce que la DMO, à l'époque, avait inscrit au programme. L'histoire s'est déroulée autrement, mais je pense qu'on peut revenir sur ce principe-là.

Hervé BARBARET

Encore une fois, on prendra vos remarques, mais je pense que ce qui vient d'être dit qualifie, précise encore une fois l'avis qui vous est demandé : une zone de test, on inclut une zone de surfréquentation et on se revoit. On a bien pris en compte le cache, l'implication dans les groupes de travail de la médecine de prévention et également du maître d'œuvre pour le projet pyramide, pour qu'il y ait une sorte de fluidité dans la formation. C'est avec ces précisions, qui seront au compte-rendu, qu'il faut comprendre l'avis qui vous est demandé. Sur le nombre de régions, SUD a clairement précisé que ce sont les trois régions.

Xavier FEMEL

Pour ne plus avoir à en discuter peut-être par la suite, on souhaiterait également une levée de doute concernant l'éventuelle dangerosité des lasers. On peut mettre des caches, mais le plus simple, si ce n'est pas dangereux, on peut dire qu'il n'y a pas de danger en termes de travail là-dessus. C'est le premier point. L'autre point est sur l'impression thermique des billets, là aussi, si on peut avoir une levée de doute sur une éventuelle dangerosité.

Hervé BARBARET

D'accord. On a un peu de temps. Il faut que vous ayez tous les éléments pour que vous soyez rassurés sur cette question des lasers et je pense que c'est le Dr CHERIN qui est la mieux à même de vous préciser...

Anne CHERIN

J'interrogerais directement l'INERIS qui sont les spécialistes. Je vais récupérer les normes et les caractéristiques précises des lasers. Avec ça, j'interrogerai directement l'INERIS et vous aurez la réponse rapidement.

Hervé BARBARET

Sur les billets, Natacha, est-ce qu'on peut avoir là aussi des éléments le plus vite possible ?

Natacha MOREAU

Là, c'est pareil. Je vais interroger notre prestataire dès cet après-midi donc vous aurez une réponse aujourd'hui ou demain sur les normes, sachant qu'en l'occurrence, nous sommes en train de rédiger le marché pour les prochains billets, qui intègre obligatoirement les normes de développement

durable, etc. Donc pour les prochains billets, il n'y a aucune inquiétude à avoir. Je pense très sincèrement sur les billets actuels *a priori*, ces normes de développement durable et de sécurité sont des normes générales... En l'occurrence, je me renseigne.

Alexandra KARDIANOU

J'ai une dernière question technique concernant le scanner. Lorsque le visiteur scanne, est-ce que l'agent qui contrôle, (car il y aura peut-être quelqu'un d'autre qui passera devant, sur une borne différente), ne bloque pas la totalité du système ? C'est un problème de simultanéité du système.

Natacha MOREAU

On a demandé, cela correspond à la mémorisation de trois scanners sur la même borne. Du point de vue prestataire de billetterie, ça ne pose pas de difficulté.

Alexandra KARDIANOU

Il n'y aura pas de bip significatif ?

Natacha MOREAU

Non. On se dit que le système est généralement équipé d'un système de signalisation sonore, mais on a des tests qui sont paramétrables et on peut dès le départ, on ne l'activera pas. On a un système de prise de vue lumineuse et un affichage sur la dalle tactile.

Elise MULLER

Nous réinsistons pour avoir l'assurance que si ça ne fonctionne pas, on puisse cesser le test avant d'arriver aux hautes fréquentations insupportables, si on voit déjà qu'en basses ça ne marche pas.

Hervé BARBARET

D'accord. Voilà, on arrive au moment du vote, donc, avec toutes les précisions qui ont été apportées, c'est-à-dire que l'avis qui vous est demandé est l'avis présenté au dossier, mais avec toutes les précisions et tous les engagements qui viennent d'être pris. Je demanderai à la DRH de veiller à ce que ces engagements pris, qui engagent la direction accueil du public, la médecine de prévention, la direction patrimoine, architecture, jardins. Je demanderai à Jean-Luc que les engagements pris soient synthétisés. Avec toutes ces précisions, nous passons au vote. Qui vote pour cette phase de test ? On est bien sûr les trois régions.

DETAIL DES VOTES :
Report des votes au prochain CHSCT

La séance est suspendue pour cinq minutes.

.IV Compte-rendu de deux visites du CHSCT (pour information)

Hervé BARBARET

Nous arrivons à notre quatrième point à l'ordre du jour, qui est le compte-rendu de deux visites du CHSCT : bureaux du département des objets d'art et ouverture des vitrines du département des Arts de l'Islam. C'est un point qui nous est présenté par Monsieur VAILLANT.

.1 Visite des Bureaux du département des Objets d'art

Olivier VAILLANT

Merci. L'objet de ce point à l'ordre du jour est de faire le point sur les comptes-rendus des deux visites qui ont été réalisées au mois de novembre par le CHSCT. On va peut-être commencer par la visite des bureaux du département des objets d'art, qui avait été demandée par le CHSCT, qui était inscrite dans un relevé de décisions du CHSCT du 19 avril 2013, avec une demande des représentants du personnel de réaliser une visite dans les espaces de travail bureaux réservés aux objets d'art.

On ne va peut-être pas reprendre l'ensemble du compte-rendu dans le détail point par point, mais faire une extraction générale des problématiques qui ont été observées. Tout d'abord, sur la partie bureaux de cet espace, les problématiques listées et détaillées bureau par bureau dans le compte rendu qui vous a été transmis, sont les problématiques « classiques et standard » dans les espaces de travail dévoués à ce type d'activités, à savoir des problématiques d'ambiance thermique et d'ambiance climatique, différentes en fonction des lieux, des bureaux et surtout de l'orientation de la façade sur laquelle sont installés ces bureaux, des problématiques d'ambiance lumineuse, d'ergonomie des postes de travail et des problématiques générales en terme d'aménagements, où là, il y a à la fois les problématiques de revêtement de sol, de peinture etc. Un point est à souligner, l'hétérogénéité des situations, c'est-à-dire que dans un espace qui est relativement restreint en termes de surface au sol, l'aménagement des différents bureaux est extrêmement variable d'un bureau à l'autre. Les problématiques observées se matérialisent également différemment d'un bureau à l'autre. Quand on parle des problématiques d'éclairage, on a bien vu que dans les différents bureaux, l'installation technique d'éclairage est tout à fait différente. Certains sont en éclairage direct, d'autres en éclairage indirect, des types de réflecteurs qui sont différents. Il n'y a pas une problématique qui serait extensible à l'ensemble des bureaux vus dans cette visite. En revanche, les problématiques observées sont toujours les mêmes.

Un point ressort également de cette visite : outre les espaces de bureau, l'espace documentation qui est au bout de cet espace des objets d'art avec des problématiques identiques qui ont été identifiées, notamment en termes d'ambiance thermique, étant donné le volume de cet espace de travail. Des problématiques un peu différentes, notamment de poussières, liées à la configuration de ces espaces, et notamment à l'absence d'une partie de plafond. En terme cette fois-ci d'implantation des postes de travail, une problématique aussi assez spécifique avec les postes de travail de la mezzanine, qui sont installés entre les rayonnages, sans garde-corps au-dessus du vide, donc avec des risques complémentaires en terme de chute d'objets et des problématiques en terme d'ergonomie du poste de travail encore un peu plus accentuées que ce qu'on avait pu observer dans le cadre des bureaux.

Dans le cadre des échanges qui ont eu lieu au cours de cette visite conduite par le directeur du

département, les problèmes ont été synthétisés en conclusion de ce compte rendu de visite. On peut peut-être les reprendre point par point : le manque d'entretien global des grilles d'aération et des grilles de ventilation au niveau des plafonniers, avec certains qui sont bouchées de manière artisanale pour limiter ces problématiques de flux directs ; des problématiques sur les peintures avec des peintures qui s'écaillent de façon assez généralisée notamment sur la façade nord ; la question de l'éclairage, de façon variable, avec effectivement la problématique des réflecteurs dans les bureaux qui en sont équipés ; des problématiques d'isolation notamment des fenêtres et donc, en conséquence, des problématiques en terme d'ambiance thermique ; une question assez générale également qui est revenue sur les prestations de nettoyage de ces espaces, avec là un point important en terme de nettoyage pour les espaces de documentation ; une question de manque ressenti en terme de prises électriques ; et la question des risques de chutes de plain-pied, qui est de toute façon générale, mais avec un point un peu accru pour tous les bureaux qui sont installés avec des estrades et notamment avec un positionnement de la marche qui donne accès à l'estrade variable et pas tout à fait adapté, avec un risque de chute accru. Voilà pour les points qui avaient été listés dans le cadre de cette visite. Est-ce qu'on balaye les deux comptes rendus de visite et on échange ensuite sur ce qui a été vu ou on prend point par point ? Comment préférez-vous procéder ? On balaye les deux comptes rendus ?

.2 Ouverture des vitrines du Département des Arts de l'Islam

Pour ce qui concerne les espaces des Arts de l'Islam, la problématique que les membres du CHSCT souhaitaient observer – on n'était pas là sur une observation générale des espaces et des conditions de travail dévolues aux agents des Arts de l'Islam – c'était le point concernant la problématique de l'ouverture des vitrines, qui avait fait l'objet d'échanges et d'une demande de visite dans le cadre d'un précédent CHSCT. La visite a eu lieu le 26 novembre.

Sur les situations qui ont été observées dans le cadre de ces visites, en terme de typologie des vitrines, si on prend la typologie principale, à savoir les vitrines qui s'ouvrent avec une manivelle, les problématiques observées sont de divers ordres. La première est liée à l'implantation des équipements nécessaires à l'ouverture de ces vitrines, notamment les manivelles, leur localisation induit des problématiques en terme de transport, de manutention et d'acheminement de ces équipements, puisque leur local de stockage – affecté au stockage des manivelles – est assez éloigné des espaces de travail des Arts de l'Islam, avec des cheminements longs, des escaliers et donc effectivement des problématiques en terme de manutention, puisque, lorsque les manivelles sont chargées sur le chariot qui permet aux agents de les transporter, si les ascenseurs ne sont pas fonctionnels, il y a nécessité derrière d'avoir des manutentions manuelles. Le chariot ne convient plus. Donc voilà, des problématiques en termes de postures et de manutention.

Pour ce qui concerne ensuite le mode opératoire des vitrines – c'était le point saillant pour lequel l'observation était souhaitée – on a pu observer en situation réelle le mode opératoire de l'ouverture de ces vitrines et identifier les problématiques qui se posent, notamment des problématiques en terme de postures pour accéder au système de déverrouillage des alarmes, de postures pour accéder et positionner les manivelles qui permettent l'ouverture des vitrines et le problème de postures et de manutention liés directement à l'ouverture des vitrines, donc à la manipulation des manivelles, avec – on l'a vu – des configurations différentes qui, toutes posent des problèmes en terme de postures et d'efforts nécessaires pour les agents qui ouvrent les vitrines. Problématiques qui sont accentuées pour certaines vitrines par l'aménagement spatial et notamment par le très faible recul offert à l'agent pour pouvoir faire cette manipulation.

Pour ce qui concerne ensuite les deux vitrines qui s'ouvrent avec des ventouses, on peut peut-être essentiellement se centrer sur celles qui s'ouvrent avec des ventouses sur rails, puisque ce sont celles pour lesquelles il y a des problématiques fortes qui existent. La situation actuelle et les dispositifs techniques mis en place pour l'ouverture de cette vitrine ne peuvent pas être mis en œuvre du fait de leur configuration, de leur poids, de l'impossibilité de manipulation de ces rails par un agent seul. Donc, c'est une vitrine qui a été ouverte très peu de fois, puisqu'il y a une quasi-impossibilité pour les agents de procéder à cette ouverture. Il y a quelques aménagements qui ont été faits, notamment pour la manutention de ces rails avec mise à disposition d'un chariot, mais qui ne solutionnent pas la problématique de la manutention, du port de charge pour l'agent qui ensuite doit le mettre en place et procéder à l'ouverture de la vitrine.

Pour ce qui concerne les vitrines automatisées, donc les vitrines, cette fois-ci qui sont montées sur vérins, lesquels vérins permettent d'ouvrir automatiquement la vitrine, la problématique-là n'est plus une problématique de manipulation en lien avec l'ouverture de la vitrine. C'est une problématique des manipulations pour permettre l'accès au mécanisme et pour enclencher le mécanisme d'ouverture automatique, où il y a nécessité d'ouverture de trappes qui sont lourdes, qui sont retenues par des aimants et sur lesquelles ne sont pas installés de dispositifs de préhension qui permettent à l'agent d'ouvrir cette trappe de manière relativement aisée, avec également des problématiques en terme d'espace – qu'on a bien vues – qui accroissent encore ces problématiques en terme de manutention et avec le risque de chute de ces trappes, puisqu'on a pu observer en situation réelle que les chaînettes qui permettent de retenir la chute de ces trappes n'étaient peut-être pas suffisamment bien dimensionnées ou, en tous les cas, la conception de cette installation des chaînettes n'était pas suffisant, puisque la chaînette s'est cassée en situation réelle. Donc, là on voit bien le risque direct de la chute de la trappe sur les tibias de l'agent.

Quelques autres problématiques ont pu être identifiées et nous ont été communiquées notamment par les agents du département, dans le cadre de la visite. C'est notamment le cas des vitrines avec des meubles niches pour y stocker des objets, où là c'est plutôt la configuration des vitrines et la taille des niches qui sont installées au sein de ces vitrines qui ne permettent pas aux agents d'accéder à l'ensemble des objets. Donc, il y a un accroissement du nombre de manipulations et de manutentions nécessaires pour pouvoir accéder à l'objet souhaité, donc un allongement des durées d'interventions et un accroissement des problématiques en terme d'ergonomie et de manipulation.

En conclusion de la visite, il y a donc un certain nombre de pistes d'amélioration qui ont été émises, qui ont fait consensus au sein des participants à la visite. Le premier point sur lequel il y a eu discussion, c'est la nécessité de mettre à disposition des agents des Arts de l'Islam un nouveau local pour y stocker l'ensemble du matériel nécessaire à l'ouverture des vitrines et là notamment un local à proximité immédiate de ces espaces a été identifié. Il est question de réfléchir à la possible affectation de ce local pour le stockage des manivelles. La rédaction et la formalisation du mode opératoire d'ouverture et de fermeture de vitrine, qui associerait également sur ce mode opératoire les types de manivelles devant être utilisées en fonction du type de vitrine, puisqu'il n'y a pas un modèle de manivelle. Les manivelles sont à adapter en fonction des vitrines qui doivent être ouvertes.

La question de la planification d'une formation gestes et postures pour toutes les personnes qui ont des activités de manutention manuelle de charges. Dans la fourniture des équipements individuels, la fourniture des protections genoux pour les agents a été évoquée, puisqu'on a bien vu qu'en terme de postures, il y avait nécessité de se mettre au sol, et la fourniture de chaussures de sécurité – qui n'avait visiblement pas pu être faite – pour l'ensemble de ces agents qui ont ces manipulations à faire.

Il y a la question d'étudier la faisabilité d'un système de trépied pour la manipulation de la manivelle, pour limiter les charges subies par les agents, et surtout la réflexion pour automatiser, au moins partiellement, l'ouverture des vitrines par la mise en place d'un dispositif qui se connecterait à ces manivelles et qui limiterait les efforts à fournir par l'agent pour l'ouverture de ces vitrines. De même a été évoquée la mise à disposition des télécommandes. Là, on était sur une problématique d'ambiance de travail et de bruit, avec l'ensemble des alarmes automatiques qui se déclenchent, lorsqu'on intervient et qu'on ouvre les vitrines.

Le dernier point est d'étudier la possibilité de mettre à disposition un aspirateur sur batterie aux agents. C'est lié à des problématiques de manutention et de postures, puisqu'il y a nécessité en amont de l'ouverture des vitrines, de nettoyer les grilles d'aération qui sont situées sur le dessus. Pour effectuer ce nettoyage, il y a donc nécessité d'aspirer, problématique de prises de courant qui soient suffisamment à proximité des vitrines pour pouvoir être utilisées. Voilà, la solution la plus simple et la plus efficace en termes de prévention qui a été identifiée, est la possibilité de mettre à disposition un aspirateur portable léger que l'agent pourrait utiliser directement lorsqu'il intervient sur la vitrine et qui éviterait d'avoir également des longueurs de câbles électriques dans les espaces de travail pendant qu'on intervient sur les différentes vitrines.

Voilà pour les différents points qui avaient été identifiés. Le mieux serait de discuter d'abord de tout cela avant de se concentrer sur le point suivant qui concernera la délibération sur les prochaines visites à réaliser par le CHSCT.

Elise MULLER

Un certain nombre de remarques, notamment en termes d'organisation. Ce qui pêche pour nous, en ce qui concerne les visites CHSCT, c'est qu'il n'y a pas de suivi, et peu de préconisations au final. D'ailleurs quand on reprend les documents – là, j'ai sous les yeux la visite pour les départements d'Art de l'Islam – il y a des pistes d'améliorations, mais il n'y a pas de préconisations. Nous n'avons pas de document qui nous permettrait de voir quelles sont toutes les visites déjà effectuées, à quoi elles ont donné lieu, où on en est, pour quelles raisons telle ou telle préconisation n'aurait pas été mise en œuvre. Nous demandons, dans un premier temps, à avoir un tableau de suivi des visites CHS, qui permettrait de faire des pistes d'améliorations, des préconisations du CHSCT et de s'assurer, dans la durée, que le travail est bien suivi. On peut avoir des idées magnifiques, si personne ne fait rien derrière, ça ne change pas la vie des agents. Pour reprendre les conclusions des *Arts d'Islam*, il n'y a pas non plus de préconisation : c'est « on étudie », « on réfléchit », « on envisage »...

Il est suggéré de rédiger le mode opératoire d'ouverture, sans précision de qui le ferait ; il est écrit « se rapprocher du service formation », mais qui s'en charge ? Il est nécessaire de préciser tous ces points.

Sinon, en dehors de ces remarques, qui valent de manière globale, nous avons noté un problème d'autocensure, c'est-à-dire que, visiblement, les pistes d'amélioration intègrent de potentiels arbitrages budgétaires qui n'ont pas eu lieu. Si on était sur une formule préconisation, cela n'existerait pas. Notamment, la possibilité de mettre à disposition des agents des aspirateurs portatifs sur batterie, *a priori* il est possible de mettre à disposition, après est-ce qu'on nous donne les sous, c'est autre chose.

Nous avons un point de désaccord, sur la question de shunter ponctuellement les alarmes des vitrines s'il n'est pas possible de mettre à disposition des agents des protections auditives. Ça ne

nous paraît pas du tout être la bonne préconisation, puisqu'on rappelle qu'avant d'aller vers des protections individuelles, on recherche normalement une protection collective. Ce qui nous paraît être la solution, c'est de fermer les espaces, afin que les agents ne soient pas dans ce bruit. Collectivement, retirer les agents des postes de travail, cela a plus de sens que de les laisser sur les postes de travail en leur bouchant les oreilles.

Hervé BARBARET

Je ne sais pas quels sont les points plus précis, mais sur la méthode, je pense effectivement qu'il faut que ce soient des préconisations, qui relèvent d'un dialogue qui a eu lieu sur place et qui ensuite fait débat ici. Il est vrai que ces préconisations doivent être établies, que des responsables doivent être désignés pour qu'on puisse suivre, que les choses soient faites, sinon effectivement ça ne sert pas à grand-chose. En termes de méthodologie, je pense que c'est vraiment cela qu'il faut avoir en tête, que ce sont des préconisations qui deviennent des décisions qu'il faut mettre en œuvre.

Olivier VAILLANT

Tout à fait, l'idée du tableau de suivi des visites pour pouvoir avoir un état des périmètres des visites qui ont été faites, des suites qui ont été données, j'y souscris complètement. Cela fait partie des points sur lesquels nous sommes en train de travailler, dans le cadre de l'appropriation des situations, de l'existant etc.

Ensuite, sur la question des préconisations, effectivement, il faut qu'on s'arrête sur un mode opératoire et une organisation. Pourquoi pas ? On pourrait conclure dans le cadre des visites sur les préconisations qui sont faites, l'idée étant que certains membres des visites étant aussi non-membres du CHSCT faisant part de leur vision des problématiques, c'est aussi que la transcription du compte rendu soit quand même fidèle à ce qui a été dit par les participants lors de la visite. Il faut voir comment on assure le lien entre la délégation de visite, qui va au-delà du CHSCT, et ensuite comment le CHSCT se le réapproprie pour justement fixer les préconisations qui, derrière peuvent être suivies d'effets. Effectivement, il faut que derrière, on puisse s'arrêter sur des préconisations et quelles sont les pistes que l'on suit sur l'amélioration de situations observées.

Jean-Louis RUELLAN

Je voudrais intervenir sur le niveau de la maintenance des vitrines, on a un peu de problèmes. La dernière fois que la serrure est tombée en panne - des italiens étaient sur place - et pour réparer la serrure, il a fallu dessouder une plaque, mettre la serrure sur la plaque et la ressouder. Sauf que pour ressouder ces panneaux, il faut être allongé sur le sol et on ne peut pas mettre de cagoule pour pouvoir souder. Donc, il a soudé sans casque. Nous, on n'interviendra pas là-dessus. Il faut au moins trois heures pour réparer une serrure. Lorsqu'on répare une serrure, on sera obligé de fermer la salle. On ne pourra pas faire autrement. Si ça arrive un mardi, on aura peut-être l'après-midi pour le faire, sinon le lendemain, on sera obligé de fermer le secteur.

Au niveau des trappes, pour enchaîner, ce qui est dommage, c'est qu'on ne nous appelle jamais pour vérifier la fabrication des vitrines, aussi bien pour les trappes. Là, il suffisait de mettre des compas. Ce n'est pas compliqué, pourtant on a des grands architectes au Louvre, mais par rapport à cela, je vois qu'ils sont un peu perdus.

Au niveau des aspirateurs, c'est pareil, si on l'avait su dès le départ, jamais on n'aurait accepté ce

fameux travail. On n'a jamais été convié à aucune réunion au niveau de la fabrication des vitrines. Exactement ce qui se passe pour le mobilier, on aura le même souci. On n'a pas de trappe de visite pour réparer les serrures. Le jour où ça bloque, on ne pourra pas réparer. A chaque fois, on est exclus de toutes ces réunions. C'est dommage, parce qu'avec notre expérience de vingt ans - même un peu plus - on pourrait donner notre avis, mais on est toujours exclus.

En 2012, j'avais déjà prévenu. Et on recommence. Pour le mobilier, vous verrez quand on ira faire les visites.

Sophie LEMONNIER

C'est sûr que c'est un travail parallèle, mais on a eu une demande il n'y a pas très longtemps du service des musées de France (SMF) qui organise une sorte de groupe de travail avec différents musées pour homogénéiser les pratiques et les conceptions vitrines, sur le sujet des vitrines, et a demandé à chacun des établissements de désigner une personne qui soit le correspondant vitrine de l'établissement pour avancer dans ce groupe de travail. Il y a autant pratiquement de vitrines que de mises en œuvre de vitrines. Ce n'est pas homogène et on voit bien qu'il y a beaucoup de difficultés qu'on rencontre dans l'utilisation des vitrines. C'est Michel ANTONPIETRI, qui est désigné pour être le correspondant du SMF. Voilà, il y a donc une prise en compte de cette problématique.

Jean-Louis RUELLAN

Je ne suis pas d'accord avec vous pour le choix de Michel ANTONPIETRI car il ne connaît pas tous les métiers du musée du Louvre. Il ne connaît pas la métallerie. Il faudrait peut-être demander – je vais parler au nom de la métallerie - pour poser des serrures, il faudrait peut-être demander à des serruriers, vous n'allez pas demander à un plombier. Quand vous allez faire une exposition avec des cimaises en bois, vous allez demander au menuisier, vous n'allez pas demander à un serrurier. A un moment donné, il faut mettre les ateliers adéquats par rapport à ce qu'on fait.

Sophie LEMONNIER

Justement, ce que je veux dire, c'est qu'à partir du moment où c'est Michel ANTONPIETRI, qui est plutôt du côté...

Jean-Louis RUELLAN

Pourquoi Michel ANTONPIETRI en nous connaissant depuis quinze ans ne nous demande pas de venir à certaines réunions pour des vitrines ?

Sophie LEMONNIER

Lui-même n'a pas été convié aux réunions dont vous parlez. La problématique de l'organisation telle qu'elle était aujourd'hui, c'est qu'on avait une direction qui exploitait et une direction qui construisait. C'est la remise en cause de cette organisation-là qui dit que maintenant celui qui construit et celui qui exploite fait plutôt partie de la même direction, avec la partie muséo qui est à part. Mais ce qu'on voudrait effectivement, c'est instituer des séances de validation et de prise en compte des besoins des utilisateurs dans la construction, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent. Pour les vitrines d'Islam, on va rencontrer probablement des problèmes sur le mobilier XVIII^e, mais – il faut faire un *mea culpa* – ce qui est sûr, c'est qu'on se rend compte que les personnes qui pourraient donner un avis constructif dans la réalisation des vitrines, ne sont pas consultés. On partage un constat, ce qu'il faut c'est arriver à le corriger dans l'avenir. On essaie de s'organiser

pour cela.

Jean-Louis RUELLAN

Je suis d'accord. Vous voulez les corriger, c'est très bien. Le problème de l'Islam, au niveau des serrures, ça bloque, ça ne marche pas. J'ai visité le mobilier, c'est pareil. Alors, ne me dites pas... non, il y a des choses qui ne vont pas. Vous êtes d'accord, mais quand il va y avoir un problème, qui va aller réparer ? C'est nous qui allons être à quatre pattes, ce n'est pas vous.

Hervé BARBARET

Au niveau du mobilier, on va voir ce qu'il est possible encore de faire, parce que tout n'est pas installé.

Jean-Louis RUELLAN

Elles sont terminées, c'est fini. La seule chose qu'on peut faire sinon tant qu'il n'y a pas les œuvres, c'est à la tronçonneuse, à la main et tout refaire sur place. Demandez à l'entreprise allemande de faire ces trappes. Vous allez voir, ils vont vous demander un petit chèque, ça c'est sûr. Alors qu'au départ, on nous aurait demandé notre avis, il n'y aurait jamais eu de souci. Voilà, tout simplement.

Hervé BARBARET

D'autres remarques ou questions ?

Jean-Louis RUELLAN

Je voudrais revenir sur une petite phrase, une chose que Michel ANTONPIETRI nous a dit, qu'il a dit aux conservateurs. Quand vous n'arriverez pas à ouvrir les vitrines, vous appelez l'atelier de métallerie. Moi, je suis désolé, je passe des concours pour être technicien d'art, pour faire des montages d'œuvres. J'ai le travail de faire la maintenance des serrures en cas de casse, mais je ne suis pas là pour ouvrir les portes ou les vitrines aux conservateurs. Il faut que les choses soient bien claires. La prochaine fois, je prendrai le téléphone de Michel ANTONPIETRI et je lui dirai d'ouvrir les vitrines, puisqu'il sait tout faire, qu'il y aille. Il l'a bien dit clairement devant tout le monde.

Olivier VAILLANT

Pour peut-être conclure sur l'aspect préconisations et revenir sur ce que vous disiez, comment vous souhaitez qu'on transforme ? Est-ce que c'est dans le cadre de préconisations ? On reprend la liste qui a été faite et on les fait apparaître en relevé de décision dans un premier temps ? Pour bien s'arrêter sur les éléments d'accord ou de désaccord. Je comprends bien votre remarque sur la question du bruit. On est tout à fait d'accord sur la primauté de la protection collective sur la protection individuelle. Comment transfère-t-on les éléments issus de la délégation de visite vers un dispositif de préconisations et d'actes sur lesquels on avance ?

Elise MULLER

Un document de base sur lequel nous pourrions nous prononcer après, en ajoutant éventuellement des éléments. Il devrait reprendre les pistes d'amélioration, et inclure un volet suivi. D'ici le prochain CHS, on peut étudier la liste des différents points transformés en préconisations et, s'il y a besoin de budgétiser, que ce soit fait. En tant que préconisation, on supprime les « on envisage » et

« on étudie ».

Maurice N'GUYEN

En fin de compte, c'est une demande de précisions. Je voulais savoir si vous pouviez nous expliquer comment fonctionne la procédure d'un achat, que ce soit pour les vitrines ou autres, comment cela fonctionne. Quelles sont les personnes consultées ? Comment rédigez-vous le cahier des charges ? On voudrait savoir quel est le processus qui mène à un achat, parce que nous ne le comprenons pas très bien. D'autant plus que ce n'est pas la première fois qu'on signale des dysfonctionnements, des achats très coûteux à l'achat et à l'entretien et en plus qui sont complètement inefficaces. Ce n'est pas la première fois qu'on l'entend en CHS. Est-ce que vous pouvez nous expliquer le processus de ces achats. Qu'est-ce qui a amené à acheter des vitrines pareilles ? Comment on en est arrivé là ? Il serait bien de le comprendre, pour après ne pas recommencer.

Hervé BARBARET

Sur les grands projets, c'est effectivement... Fondamentalement au musée du Louvre, il y a une expression de besoin d'un utilisateur, d'un agent qui estime avoir besoin mettons d'un aspirateur, qui remonte la hiérarchie jusqu'au directeur, qui ensuite va, selon cette expression de besoin trouver la procédure adaptée. Entre acheter un ordinateur ou un aspirateur, ce sont des procédures distinctes en fonction du montant, mais c'est bien d'une expression de besoin, traduite et acceptée par le directeur, qui va donner lieu à un engagement, c'est-à-dire à la passation d'une commande ou d'un marché. Là, en l'occurrence, c'est un peu différent. C'est un grand projet architectural et d'une certaine manière, l'expression de besoin est faite de manière globale dans le cadre d'un programme, en l'occurrence, c'est un département de conservation. C'est là où parfois le bât peut blesser, pas toujours, heureusement, dès lors qu'on est dans les grands projets avec un programme et que ce programme dit : il faut que nous présentions dans le cadre de vitrines, qui sont parmi les plus grandes qui puissent être construites industriellement, il y a eu un très grand marché et – c'est là où M. RUELLAN a raison – ce marché, avec un programme, sous contrôle d'un service constructeur au sein de la maîtrise d'ouvrage ne se retourne pas assez vers le service exploitant. C'est un défaut majeur, parce que si on a des services de maîtrise d'ouvrage au sein du musée, c'est bien pour qu'ils se retournent vers les exploitants. Il est vrai qu'une pathologie traditionnelle souvent au ministère de la Culture, c'est qu'il y a une maîtrise d'ouvrage confiée à un établissement spécialisé. Il est vrai, que nous, au Louvre, on préfère avoir un service de maîtrise d'ouvrage chez nous, parce qu'il y a un lien beaucoup plus étroit avec l'exploitant. Là, c'est raté. La réorganisation doit permettre de rapprocher l'exploitation de la conduite des projets. Le point, c'est que là, manifestement, ce qui a prévalu est plus une fonctionnalité et sans doute une approche esthétique par rapport à la fonctionnalité et surtout le souci de l'exploitant futur. C'est un défaut organisationnel clair. Il faut que nous y remédiions et on va y veiller.

Jean-Louis RUELLAN

Sur les Arts de l'Islam, ce qu'on demande, c'est vraiment l'automatisation des vitrines. Cela, il faut vraiment le faire, parce qu'un jour, même à l'heure actuelle, on a ramené cinq manivelles déjà cassées, alors qu'on ne les ouvre pas tous les jours les vitrines. Il faut vraiment travailler sur ce point-là. C'est important aussi bien pour les conservateurs, pour les régisseurs que pour nous au niveau de la maintenance.

Sophie LEMONNIER

C'est un travail, pour lequel on a approché GOPION pour qu'ils trouvent une solution d'automatisation là-dessus. On espère qu'ils vont sortir une solution d'automatisation qui ne soit pas plus complexe que ce qu'on a aujourd'hui. En tout cas, ils y travaillent. On attend de leur part des propositions concrètes.

Jean-Louis RUELLAN

Je suis d'accord avec vous, mais pourquoi cela n'a pas été fait au départ, avant d'acheter les vitrines ? Lorsque vous savez qu'un tour de manivelle correspond à un demi-millimètre d'ouverture de vitrine, il faut un quart d'heure pour ouvrir une vitrine. Pourquoi cela n'a pas été fait au départ ? Il y a bien quelqu'un qui a été voir. Chaque vitrine a un manuel différent. Là, je pose une question.

Hervé BARBARET

Là, manifestement, on constate et on observe que la préoccupation de l'exploitant n'a pas été suffisamment prise en compte. C'est une erreur majeure. Je suis d'accord.

Alexandra KARDIANOU

Une remarque sur le mea culpa de la direction, parce que ça fait des années que vous jouez exactement la même pièce. A chaque fois, vous dites la prochaine fois, on va faire mieux, et la prochaine fois, c'est arrivé. C'est le mobilier XVIII^e, dont on reparlera. Ce n'est même pas la peine de faire la visite, parce que tout est fait déjà et c'est catastrophique. On a dit : on va s'y prendre bien en amont, ne vous inquiétez pas etc. Nous, on a compris. Croyez-nous, on va mieux faire. Eh bien non, c'est exactement le même topo. Je crois que Jean-Louis va encore avoir l'occasion de s'exprimer, car c'est un gros problème dont on était conscients depuis deux ans et on a dit qu'on allait mieux s'y prendre.

Hervé BARBARET

Attendez, Madame KARDIANOU, pour le mobilier XVIII^e, si je me souviens bien, le chef de projet est venu présenter en CHSCT la phase ...

Alexandra KARDIANOU

Oui, il est venu. J'étais très en colère, parce que je lui ai dit qu'il n'était pas là pour nous faire une présentation muséographique des espaces, qu'on s'en fout éperdument. Oui, je lui ai dit ça, parce que j'étais excédée. Il est venu nous faire un travail de muséographie. Or, c'est le CHSCT et moi, je m'en fous de la muséographie. Ce n'est pas mon projet d'expo. C'est un problème de CHSCT. Donc il était très peiné, après il m'en a voulu pendant des semaines. Le pauvre garçon, il a fallu que je lui explique que ce n'était pas contre lui, mais il a été mal conseillé. En arrivant sur une question comme cela en CHSCT, ce n'étaient pas les murs, les dorures et les couleurs, ce n'était pas ça le but, dans la mesure où ça n'a pas posé de problème pour les agents. C'est un mauvais exemple, vraiment. On ne peut pas refaire le passé. Le problème, c'est qu'on n'arrive même pas à faire le présent et l'avenir avec vous. Heureusement qu'il y a les réorganisations et on va tout résoudre !

Hervé BARBARET

Voilà, c'est exactement ça.

Alexandra KARDIANOU

Il y a quelque temps, nous avons eu un relevé de décision pour le CHSCT. Ça a paru pendant deux ou trois CHSCT. On pensait que ces relevés de décisions, très utiles, parce qu'il y avait vraiment un résumé du CHSCT, pourrait inclure les préconisations sur les visites. Il serait intéressant sur un recto verso qu'on ait les décisions et en même temps les préconisations. Ça n'empêche pas de les avoir sur le suivi, normalement avec toutes les actions, où ce serait plus détaillé, mais qui fait quoi, où, comment et quand. Et le numéro de Michel Antonpietri qui est responsable de cette vitrine XVIII^e ?

Sophie LEMONNIER

Je vous assure qu'il est très affecté par ces problèmes de vitrines. Il cherche vraiment des solutions. Je n'ai pas dit son nom en pensant vous énerver, mais en pensant vous rassurer. Il était affecté. Il est dans le camp des exploitants Michel ANTONPIETRI, il n'est pas dans le camp des concepteurs.

Elise MULLER

Je souscris complètement à ce que disait Alexandra sur le mobilier XVIII^e. Ce qui nous avait été présenté était lamentable. On l'avait dit à l'époque et on avait d'ailleurs refusé de voter, puisqu'en termes de CHSCT, ça n'apportait absolument ~~rien~~ aucune information. Sur la question des vitrines, je dois dire qu'il y avait presque un côté rassurant en tant qu'agent de surveillance et d'accueil, de voir que même des gens dont c'est le métier mettent un quart d'heure à ouvrir les vitrines ! Le risque de vol est visiblement très amoindri dans cette zone. Mais il semble que ce n'était pas la visée initiale.

Pour revenir sur l'aspect budgétisation, il ne serait pas inutile de réfléchir de votre côté à préciser quand les demandes de fournitures ou d'aménagements relèvent du CHSCT. Ce n'est pas pareil de demander un ordinateur tout neuf qui fonctionne mieux que de demander quelque chose qui relève de l'hygiène et de la sécurité, et donc de la responsabilité des directeurs. Que tout soit mis dans le même panier est soucieux.

Hervé BARBARET

Quand une préconisation sera prise dans le CHSCT avec des conséquences budgétaires, on veillera à identifier les moyens, si tant est que ce ne soit pas hors de prix. On trouvera des solutions. Très bien. Je propose que nous passions à notre cinquième point à l'ordre du jour, qui porte sur la délibération sur le programme de visites du CHSCT : combles, radiers et chantier mobilier du XVIII^e siècle.

.V Délibération sur le programme de visites du CHSCT (pour avis) : combles et radiers et chantier mobilier XVIII^e siècle

Olivier VAILLANT

Suite aux deux comptes rendus de visites, l'idée est de se projeter sur les prochaines visites. Ce n'est pas un programme annuel de visites, c'est une première délibération pour des visites 2014 qu'on a discutée une première fois dans le cadre de la réunion que j'ai évoquée tout à l'heure sur les registres, à la fin du mois de novembre et qui reprend des éléments qui apparaissent dans différents relevés de décisions sur des visites souhaitées par le CHSCT dans la suite des programmes de visites.

Sur les deux prochaines visites qu'on se proposait d'organiser, il y avait la visite du chantier mobilier XVIII^e, qui apparaissait dans les relevés de décisions. Il y avait une demande du CHSCT d'octobre 2013 pour qu'il y ait une visite qui soit faite sur les chantiers de mobilier XVIII^e. Le second périmètre concerne les combles et radiers, qui là aussi fait référence à une demande précédemment faite dans le cadre du CHSCT. L'idée était d'organiser d'ores et déjà ces deux visites. Ce n'est pas un programme annuel 2014, mais c'est pour le premier semestre, avant ensuite d'en programmer soit de nouvelles qui auraient émergé, soit des besoins qui auraient déjà été précédemment exprimés et qui n'auraient pas été suivis en termes d'organisation de visite. En tous les cas, ce sont ces deux premiers périmètres qui sont proposés dans le cadre de la délibération.

Juste un petit mot en complément, ce document-là avait été fait pour le 17 décembre pour la réunion reportée. Vous a également été transmis pour cette nouvelle séance un document qui nous est parvenu du ministère, qui est un document assez synthétique et informatif sur cette question d'organisation des visites de périmètres, d'objectifs, de moyens, de conclusions etc. il peut aussi y avoir des questions sur la base de ce document.

Elise MULLER

Un rappel de principe : nous sommes censés visiter tous les locaux tous les ans, ce qui n'est pas possible au Louvre, tout le monde en est bien conscient. Toutefois nous avons déjà demandé l'année dernière un bilan de ce qui a été fait afin de nous concentrer dans l'avenir sur les visites qui auraient du sens. Ça entre dans la problématique des suivis de visite dont nous parlions précédemment. A noter d'ailleurs que dans nos souvenirs, il n'y a jamais eu que des visites de lieux et pas de visites de postes de travail en tant que tel : Nous sommes restés sur des notions de sphères géographiques. Il faudrait peut-être réfléchir à d'autres axes.

Olivier VAILLANT

C'est un souhait que vous avez d'avoir des visites un peu plus axées sur les ...?

Elise MULLER

C'est à réfléchir. On pourra mieux se positionner une fois qu'on aura une vue d'ensemble de ce qui a été fait, même si tout le monde a des documents, à droite, à gauche.

Olivier VAILLANT

Pour la visite des arts de l'Islam on était justement plus sur une observation de « postes de travail » que sur une visite d'un périmètre.

Elise MULLER

Sinon, pour les parties moins sympathiques, ça fait bien deux ans que nous demandons une visite des locaux sociaux et des sanitaires. Ça apparaît d'ailleurs dans le suivi des actions CHS. Elles n'ont pas eu lieu et ne sont pas non plus programmées là. Qu'une demande, qui a déjà été faite à plusieurs reprises n'apparaisse pas, alors que la visite du chantier, qui est une visite obligatoire, soit spécifiée, ça nous laisse un peu perplexes, pour ne pas dire fâchés.

D'autre part depuis la mise en place du CHSCT nouvelle version, on assiste à des dérives qui ont lieu partout, notamment sur le rapport que peuvent avoir les administrations avec les représentants du CHSCT dans leur ensemble, mais en même temps à titre individuel. Je m'explique. On a

constaté depuis un certain temps, qu'il était demandé des avis à la secrétaire du CHSCT, sans qu'il soit donné les moyens à la secrétaire du CHSCT de recueillir les avis des représentants du personnel. Pour être plus claire, le ou la secrétaire de CHSCT ne peut rendre d'avis au titre de son mandat que si elle a eu la capacité d'avoir l'avis un minimum éclairé des autres. Sur une réunion, il faut nécessairement que soient transmis tous les documents à toutes les parties prenantes pour qu'elle puisse porter le mandat collectif. Il faut que les siégeants du CHSCT aient pu en discuter collectivement avec les éléments de documentation, si c'est nécessaire. On n'a plus ça au Louvre. Notre position à ce sujet va être claire, à savoir à chaque avis que l'administration demande à la secrétaire du CHSCT en tant que secrétaire du CHSCT, ça veut dire que l'ensemble des siégeants CHS ont bénéficié d'une décharge de travail équivalent.

Alexandra KARDIANOU

Je ne comprends pas ce que tu veux dire. Il faudra que tu donnes des détails, car ici tu dis quelque chose qui va être dans le PV, et il faut que ce soit le plus claire sur ce à quoi tu fais référence.

Elise MULLER

Je ne vais pas rentrer sur des questions individuelles, ce n'est pas le but. Mais sur la thématique du harcèlement sexuel, par exemple, j'ai été amenée à apprendre que la secrétaire du CHSCT ou son adjointe – à savoir moi – pouvait être sollicitée personnellement.

Charlotte LEMOINE

On a voté sur des décharges. J'ai bien compris ce que vous dites mais je n'ai pas le souvenir qu'il y avait quelque chose de prévu pour les membres du CHSCT. Pour le secrétaire ou la secrétaire oui. Vous, ce que vous demandez, c'est qu'il y est des décharges pour les membres du CHSCT.

Elise MULLER

Je vais préciser.

Si vous voulez faire une réunion, un entretien ou quoi que ce soit avec la secrétaire du CHSCT en tant que telle, il n'y a pas de souci là-dessus. Mais il n'en demeure pas moins que si les siégeants dans l'ensemble du CHSCT n'ont pas eu la possibilité avant soit de viser les documents, d'en discuter collective et qu'après il y a un mandat collectif qui est porté, ça veut dire que de fait, on biaise complètement la représentation du CHSCT. Donc si vous faites une réunion avec la secrétaire du CHSCT en tant que telle, libre à vous, mais ça veut dire, dans ce cas-là, que l'ensemble des siégeants du CHS ont eu l'opportunité avant de discuter de cela. Soit vous débloquez à chaque réunion que vous organisez, des moyens pour l'ensemble des siégeants, soit on fonctionne comme c'était avant avec des modifications – mais je parle bien sur les questions des mandats et des avis – soit, si vous ne le faites pas, c'est clair et net, SUD Culture ne siègera plus en CHSCT. Vous seriez plus tranquilles !

Charlotte LEMOINE

C'est peut-être une discussion à avoir en dehors du CHSCT, parce qu'il y a l'air d'y avoir un problème de fonctionnement.

Elise MULLER

Non, il y a un problème de fond.

Charlotte LEMOINE

Je comprends le problème de fond que vous soulevez. Peut-être qu'on s'est laissé aller à demander à la secrétaire des avis, on ne s'en est pas rendu compte, parce que pour nous, c'était plus commode. Evidemment demander l'avis d'une personne, c'est plus simple que de demander l'avis à plus. Il faut peut-être que vous redonniez des exemples – peut-être pas là en séance – avec Alexandra et avec vous à Olivier, pour essayer de voir où on a dérapé. Peut-être que le dérapage est facile pour nous, parce que c'est la commodité.

Alexandra KARDIANOU

La dernière fois que vous m'avez dit « est-ce que c'est vous qui dites à Elise Muller par rapport à un agrément », je vous ai dit « non, vous le faites », en même temps vous m'avez appelée pour autre chose. Il n'y avait pas de réunions avec la Direction pendant lesquelles j'ai décidé de quoi que ce soit en tant que secrétaire du CHSCT.

Charlotte LEMOINE

Moi, je n'ai pas eu de réunion avec Alexandra sur telle ou telle question.

Alexandra KARDIANOU

L'histoire de la rencontre qu'on a eue pour le risque psycho-sociaux de harcèlement, c'était en tant que CGT, je n'ai pas accepté d'aller en tant que secrétaire du CHSCT.

Elise MULLER

Je maintiens que c'est un problème de l'administration qui, partout utilise le rôle de secrétaire de CHSCT pour s'emmerder moins avec moins de monde.

Charlotte LEMOINE

C'est humain.

Olivier VAILLANT

On pourra en reparler. En plus c'est sur la question des avis, je ne vois pas bien.

Elise MULLER

Le dossier sur le harcèlement sexuel et harcèlement moral, qui est quelque chose qu'on demande depuis des années et des années, avance enfin. J'apprends qu'il y a un cahier des charges et qu'il est transmissible. Je l'apprends pourquoi ? Parce que la secrétaire du CHSCT est en congé, et qu'en son absence on demande à son adjointe – moi – de le viser. J'aurais pu le regarder à titre individuel, mais certainement pas en tant que représentante mandatée collectivement du CHSCT.

Olivier VAILLANT

De toute façon, effectivement la fonction de secrétaire de CHSCT n'est pas faite pour se substituer

à la représentation des différents membres. C'est vraiment une fonction qui a été créée pour fluidifier les relations entre l'administration et les représentants du personnel, mais ce n'est pas pour se substituer à une représentation collective.

Elise MULLER

D'où une vigilance accrue de notre part et vu certains loupés qu'il y a pu avoir avant – on vous le dit gentiment mais fermement – s'il y a re-du-loupé, on ne viendra plus.

Charlotte LEMOINE

Sur cet exemple précis est-ce qu'on a fait appel à A.KARDIANOU ?

Elise MULLER

C'était au titre du CHSCT.

Alexandra KARDIANOU

Quoi qu'il en soit, je n'ai pas donné un avis.

Hervé BARBARET

Si on veut essayer de conclure sur ce point, je comprends la préoccupation. Il peut arriver que l'administration, par souci de simplification exagéré, on se dit « je demande une sorte d'imprimatur à la secrétaire du CHSCT pour éviter de passer en CHSCT de manière globale sur un point de fond ».

Elise MULLER

Non, si c'était à ce point-là, on ne l'aurait pas dit avec le sourire. Ce n'est pas ça, c'est que le fonctionnement antérieur, c'était par organisations syndicales, c'était plus simple. Il y a un certain nombre d'infos ou de demandes ou d'échanges, qui passent moins systématiquement par l'ensemble des OS parce que l'administration, par confort, va s'adresser plutôt à la secrétaire du CHSCT. Je le dis bien en tant que secrétaire du CHSCT, puisque quand elle n'est pas là, c'est vers moi qu'on se tourne. Ce n'est pas de la guéguerre entre syndicats. Ce n'est pas le sujet. Nous disons simplement que le CHSCT est composé de l'ensemble de ses siègeants. Si vous voulez des avis – pas les avis formels de l'instance – si vous demandez la température à la secrétaire du CHSCT, vous lui donnez les moyens avant d'avoir réuni l'ensemble des siègeants.

Hervé BARBARET

Ok.

Alexandra KARDIANOU

A condition que tous les siègeants puissent être présents, parce que j'aurais très bien pu dire SUD n'est pas disponible, je vais le dire quand même, mais on fait tout de même la réunion. Sauf que je mets toujours un point de principe à dire s'il n'y a personne, on repousse la réunion. C'est pour cela aussi qu'on s'est retrouvé à trop repousser des réunions, et se retrouvé coincé. C'est l'indisponibilité. C'est une question de disponibilité. Et là-dessus, je n'ai rien à me reprocher. C'est

vrai que c'est beaucoup plus facile à faire des réunions tous ensemble que de se voir petit bout par petit bout... Ce qui serait dommageable et pour la prise des décisions et le fonctionnement du CHSCT.

Hervé BARBARET

D'accord. On note bien ce point de vigilance. Je pense que c'est tout. Ajouter les locaux sociaux et les sanitaires au programme. Pardon, Serge.

Serge LEDUC

Pas sur la méthode, mais sur la programmation des visites, deux petites choses. D'abord, en ce qui concerne la proposition de programme pour les combles et les radiers, la circulation dans ces espaces est extrêmement difficile. D'une manière générale, on marche les uns derrière les autres, ce qui veut dire que la discussion n'est pas possible. Entre le premier du groupe et le dernier, on ne peut pas se parler. C'est une première chose. Il faudra bien en avoir conscience. Donc, il faut prévoir dans le courant de la visite des points d'étape pour se réunir et échanger. Quand on prend le comble Denon et qu'on va jusqu'au pavillon Flore, je crois qu'il n'y a que deux espaces où on peut être rassemblés, sinon on est toujours les uns derrière les autres. C'est pareil pour tous les combles. Celui de Sully est très compliqué également parce qu'il alterne des différents sous-niveaux. Il est très ancien avec des tubes à tous les niveaux, des tuyaux, des robinets etc. C'est vraiment dangereux. Le comble Denon est dangereux également, puisque quand vous êtes sur le chemin de ronde, si vous passez d'un côté ou de l'autre du garde-corps, qui sont juste matérialisés par des barres en fer, vous tombez sur les vitrines. Si vous tombez en-dessous, c'est la grande galerie, vous êtes 20 mètres plus bas. Le radier, c'est pareil. C'est extrêmement compliqué. En général, on y marche courbé et en général les uns derrière les autres. Dans les deux cas, il faut des gens pour vous guider, sinon on se perd. Je ne vous parle pas des sous-sols du côté de la zone Union centrale des arts décoratifs (UCAD), où même les gens de Napoléon vont rarement, mais en général, on n'arrive jamais à repérer la sortie. La seule solution de sortie est de suivre les indications visuelles des sorties de secours. Ça m'est arrivé. Enfin, dernière observation, il faut prévoir plusieurs visites. Quand on dit : on va faire les combles. Vous ne ferez jamais les combles en une journée.

Olivier VAILLANT

Cela a été prévu dans le cadre des délibérations proposées, du fait de la configuration particulière, plusieurs visites ont été prévues.

Serge LEDUC

Deuxième observation sur le programme des visites, qui fait écho aux combles et aux radiers, où finalement très peu d'agents du musée travaillent. Il va y avoir des conducteurs de travaux, les agents d'intervention, les agents de nuit qui circulent dans ces espaces, grosso modo. A contrario, il y a dans le musée, forcément dans ma direction, de nombreux agents qui sont concernés par un certain nombre de questions qui mériteraient que le CHS les examine. Je pense en premier lieu aux 150 agents qui travaillent dans les PC. Il se trouve qu'en ce moment, le musée est en train de réaliser le schéma directeur incendie qui va transférer tous les équipements incendies, pilotés par la direction de surveillance des PC au PC incendie, géré par les pompiers, si bien que ces équipements, qui sont des matériels, qui prennent de la place. Il y a des baies, des pupitres etc., tout ceci va migrer. Donc cela va laisser des trous dans ces PC. Ça va devenir disharmonieux, c'est-à-dire que le revêtement de sol va être très propre sous les équipements qu'on aura enlevés, mais usé

sur les voies de passage normales. Il y aura des différences de couleur entre les murs. Ça oblige à une réflexion pour repenser l'aménagement des PC et améliorer leur aspect visuel. Il y a une question d'ergonomie qu'on va découvrir une fois que ces équipements seront partis et qui est importante, puisque cela concerne 150 agents. Il faut également se pencher sur les conséquences du départ de ces équipements en termes d'ergonomie des postes de travail, puisque ces postes de travail ont été conçus il y a 25 ans, au moment du projet Grand Louvre, pour l'essentiel, parce que ces pupitres de travail devaient supporter un certain nombre de tables de contrôle. Ces tables de contrôle vont disparaître. Il n'y aura plus la nécessité d'y avoir ces grands pupitres extrêmement volumineux et encombrants. On doit se diriger vers une ergonomie de ces postes de travail qui ressemble plus à celui que la DAMT a réalisé au PC Sully, puisque nos agents maintenant ont juste des tables de travail qui ressemblent à des bureaux, des écrans d'ordinateur plats, des écrans vidéo plats. Ça ressemble plus à des plans de travail que tout le monde peut connaître, dès lors que l'on a un bureau, plus du tout ces équipements massifs. Première proposition. Là, 150 agents sont concernés, 100 la nuit, 50 de jour. Donc, je dirais qu'un avis du CHS nous aiderait certainement à mettre en place quelques éléments de programme qu'on affinerait par la suite.

Deuxième proposition, plus intéressante, sur laquelle le CHSCT pourrait se pencher, c'est la question de la charge mentale des agents sur un certain nombre de postes de travail tout au long du parcours de visite des visiteurs. Je me rappelle de l'étude de l'Agence nationale sur l'amélioration des conditions de travail (ANACT) en 2005, qui avait observé les différents types de sollicitations auxquels étaient soumis les agents en contact avec le public. Une observation d'un poste, pendant une demi-journée dans la grande galerie, et d'un poste, pendant une demi-journée, à Richelieu, il y avait une variabilité très importante des différents types de sollicitations, mais l'ANACT n'avait pas poussé plus loin l'enquête. Je trouverais intéressant, de ce point de vue-là, qu'à la banque d'information, on puisse mener ce travail et au poste de contrôle des billets également – pas en caisse, puisque, pour des raisons, fixées par l'agent comptable, ce n'est pas possible d'être observateur en caisse – mais sur un parcours, *grosso modo* le parcours chefs-d'œuvre, qu'on puisse mener cette enquête : combien de fois les agents sont sollicités, pour quels domaines, comment est-ce qu'ils réagissent, quelles sont les stratégies d'entraide aussi qu'ils mettent en œuvre entre eux pour surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés. De la même manière, dans les zones du musée les moins fréquentées, la sous-sollicitation est également un facteur de détérioration du climat de travail, avec un sentiment d'ennui, de lassitude qui peut se développer, et là aussi, comment les agents surmontent ces difficultés, quelles stratégies ils mettent en œuvre collectivement ou individuellement pour y remédier. Ce sont des sujets que je trouve intéressants et qui concernent beaucoup de monde.

Xavier FEMEL

On avait insisté sur le fait que les feuilles de route font suite au projet du président-directeur sur le nouvel organigramme et on avait insisté sur les conditions de travail. Concernant la zone muséographique, on avait demandé à ce qu'il soit officiellement fait le lien entre des informations qui pouvaient remonter par des agents de surveillance notamment, sur leurs conditions de travail, les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien sur la signalétique, les nombreux dysfonctionnements institutionnels. On en avait d'ailleurs listé un certain nombre, des choses dans le groupe de travail agressions qui pouvaient générer des difficultés, voire des conflits avec les visiteurs. Ça pouvait être aussi bien l'amélioration des plans du musée, de la signalétique au niveau des ascenseurs, où les visiteurs n'y comprennent pas grand-chose et c'est bien normal parce que c'est compliqué. Il y a un tas d'exemples comme cela. Là-dessus, on l'a dit, on pense qu'on ne pourra progresser que si, à un moment donné, il y a des passerelles qui sont faites entre les différentes directions pour qu'elles travaillent ensemble, aussi bien la direction de l'accueil que la DAMT ou que ceux qui ont en

charge de concevoir le programme de visite, sachant que le travail de certains ne se substitue pas aux autres. Chacun ses compétences, mais il n'est pas interdit, même pour ceux qui élaborent un parcours pédagogique, d'essayer d'avoir un retour d'information des agents sur le ressenti : est-ce que c'est compris par les visiteurs ? Est-ce que c'est facilement accessible ? Ou même, de façon très générale, tout ce qui est signalétique. Il est peut-être un peu anormal qu'un visiteur arrivé à la grande galerie demande encore où est la Joconde. Il y a quand même un problème de signalétique. Sur toutes ces choses-là, on a des propositions, encore faut-il que toutes les informations qu'on a puissent être entendues par les différents directeurs, afin qu'ils travaillent ensemble. Voilà.

Elise MULLER

La visite des combles et radiers, si je me souviens bien, était une demande de la CGT. Nous aurions voulu savoir quel était l'axe de visite, parce que « combles et radiers », c'est quand même vaste ...

Sophie BERTHOMIEUX

Il y a des accidents qui se passent dans les combles et les radiers et personne n'est au courant. Malheureusement, on se rend compte que les combles et les radiers ne sont pas entretenus correctement. Il y a des lumières qui ne fonctionnent plus, des blocs de secours qui ne sont pas éclairés. Il y a plein de choses. C'est surtout suite à l'accident qu'il y a eu l'année dernière. Je pense que tout le monde s'en rappelle, que le pauvre ouvrier a traversé le plafond. Des combles, il s'est retrouvé en salle. C'est suite là aussi à un caillebotis défectueux – parce qu'il y a pas mal de caillebotis déformés dans les combles. Des accidents se produisent assez fréquemment.

Elise MULLER

Sur la visite « combles, radiers », la proposition telle qu'elle est présentée par l'administration ne nous convient pas. Pas sur l'idée, mais qui détermine l'échantillon représentatif ? Ça veut donc dire qu'on cherche quelque chose. Quel est l'axe de la visite ? Ce n'est pas précisé. Sur les questions d'échantillonnages, qui ? Sur quels critères ? Et quelle serait la composition de la délégation, puisqu'elle qu'elle n'est pas déterminée. Quel recours a-t-on si on n'est pas d'accord ?

Olivier VAILLANT

Mener une visite dans les combles ou pour les radiers, avec par exemple la même délégation que pour les Arts de l'Islam, c'est rigoureusement impossible. Il faut en revanche que l'ensemble des parties présentes au CHSCT soient représentés. *A minima*, c'est au moins un représentant par organisation syndicale représentée au CHSCT. Ensuite, c'est plutôt à voir en terme d'accompagnement et de participation du pôle, afin de se répartir les rôles pour ne pas être tous présents, pour limiter au plus la délégation, sachant qu'il faudra en plus de cela être guidé.

Elise MULLER

Pour rebondir sur ce que disait Serge LEDUC sur les problématiques PC d'une part et la charge mentale d'autre part nous sommes infiniment d'accord sur le fait qu'il faille regarder de près. Sur les PC parce qu'il va y avoir un changement et qu'il serait bien, pour une fois, de l'anticiper. Sur la charge mentale, évidemment que les conditions d'exercice dans les espaces muséo ou sous pyramide sont extrêmement difficiles. Mais l'ampleur de ce chantier relève-t-il d'une visite CHSCT ou d'un travail de fond plus élaboré, pour les deux problématiques ? Il va falloir regarder.

Pour revenir sur la visite CHSCT du mobilier XVIII^e, pour nous il s'agit d'une visite obligatoire

étant donné que c'est un chantier, mais bon soit. Concernant la composition des délégations, les qualités nous paraissent un peu plus importantes que les noms à lister. Sur la composition de la représentation syndicale, nous aurions aimé savoir pourquoi il est prévu que participent la secrétaire du CHSCT + deux CGT + un SUD. Nous supputons que c'est pour faire un lien avec la composition du CHSCT, mais cela fait un déséquilibre sur la représentation syndicale. Nous demandons d'ailleurs la possible participation d'un FO, ou « à titre personnel ».

Olivier VAILLANT

Sur la terminologie, c'est surtout une reprise des précédentes décisions de composition des délégations. Après s'il y a des choses à faire évoluer, effectivement, on peut en discuter. C'était *grosso modo* la configuration présentée qui était d'ailleurs la configuration pour les comités techniques qui ont été menés au mois de novembre.

Elise MULLER

Vu que là c'est formalisé, on en profite.

Et une autre question : pourquoi les assistants de prévention des services et directions concernés par les travaux sont « le cas échéant », alors que l'assistante de prévention de la DRHDS est « d'office » ?

Elise MULLER

Nathalie TCHENQUELA est indiquée au titre de la DRHDS.

Olivier VAILLANT

C'est une maladresse. Nathalie aurait dû être indiquée en tant qu'assistante de prévention du département des objets d'art.

Alexandra KARDIANOU

Pour les histoires de périmètre mobilier XVIII^e, je vois que dans l'objet de la visite, les vitrines n'y figurent pas. Une des raisons pour lesquelles on voulait visiter le mobilier, c'était les vitrines.

Olivier VAILLANT

Pour revenir sur les échanges qu'on avait eus lorsqu'on a défini cette base de programme, qui peut ensuite être complétée, c'était justement que vous ne souhaitiez pas que, comme pour les Arts de l'Islam, soit spécifiquement pointée la question des vitrines. Elle fait partie des problématiques, mais vous aviez fait part d'autres problématiques que vous souhaitiez aborder dans le cadre des visites, sur la question des sanitaires notamment, dont vous aviez parlé. Nous ne voulions pas cibler la visite et la présenter telle que pour les Arts de l'Islam, en disant l'angle des visites est la question des vitrines aux objets d'art. C'est l'ensemble du chantier mobilier XVIII^e.

Alexandra KARDIANOU

Mais, il y avait aussi les vitrines.

Olivier VAILLANT

Les vitrines font partie du chantier mobilier XVIII^e. Après on peut préciser « notamment la question des vitrines », mais ça englobe.

Jean-Louis RUELLAN

Dans la visite du CHSCT, il faut que vous voyiez le fonctionnement au niveau des vitrines. C'est très important parce que vous verrez, pour certaines, il faut un grand escabeau, il faut des ventouses avec des roulettes pour ouvrir les portes. Vous verrez, s'il y a quelque chose à voir, c'est très intéressant.

Alexandra KARDIANOU

Pour les vitrines XVIII^e, je suis un tout petit peu énervée, parce que le problème, lorsqu'on a fait la visite Islam, Michel ANTONPIETRI – pour ne pas le nommer – a dit : « ah bon, vous avez un problème avec les vitrines XVIII^e ? Ça fait six mois qu'elles sont sous un plastique dans nos locaux. ». Il nous a dit qu'il fallait venir voir, mais pour aller voir ce prototype, que personne n'a essayé d'ouvrir avant, il fallait savoir que le prototype se trouvait quelque part à la DAMT. Lui était étonné que personne ne le sollicite pour faire des essais sur cette vitrine, sauf que personne – de nous tous, on était là, lors de la visite du département Arts de l'Islam – ne savait que le prototype était depuis six mois à la DAMT. C'était vexant pour tous. Ça, c'est un dysfonctionnement majeur d'information qui n'a pas circulé. C'était un secret, comme si cette vitrine était là, cachée de tous. Or, ce n'est pas la première fois. Ce n'est pas en descendant à l'Islam qu'on a formulé le souhait d'aller faire un essai sur une vitrine prototype. On le dit depuis 2012. Quelque part, vous n'allez pas nous avoir à l'usure, ça c'est sûr. Nous, on va avoir les vitrines à l'usure. On va trouver des solutions. Les agents vont être usés, mais tant qu'il y a des histoires de *mea culpa* et six mois plus tard, un an plus tard, on a encore les mêmes discussions, sur le même problème, parce que je ne sais pas qui a oublié de faire, de dire, ça va continuer comme cela. Pour les vitrines du XVIII^e, il faut qu'on programme la visite assez rapidement.

Sophie LEMONNIER

Juste une petite précision : cette vitrine est dans la salle de réunion des Objets d'arts.

Alexandra KARDIANOU

Certes. Mais ça m'avance en quoi Sophie ?

Sophie LEMONNIER

C'est juste pour préciser.

Hervé BARBARET

D'autres remarques ? Ce que je propose, Monsieur VAILLANT, si vous pouviez essayer, après tout ce qui vient d'être dit sur cette délibération pour avis, de repreciser quelles visites on retient et quels sont les éléments qu'il faut intégrer pour que le CHSCT puisse délibérer valablement.

Olivier VAILLANT

Sur ce qui vient d'être dit, je pense conserver les périmètres qui sont proposés dans le cadre de ces délibérations. En revanche, d'y ajouter effectivement la visite des locaux sociaux et des sanitaires,

qui a été demandée. Peut-être que l'on pourrait profiter de la prochaine réunion qu'on aura pour parler de la composition de la délégation, on ne va pas l'affiner dans le cadre de la séance, mais pour la formaliser une bonne fois pour toutes et reproduire, si ce n'est les parties intéressées par la question, le même type de délégation pour chacune des visites. Ensuite, en termes de programmation, on a bien pris en compte le caractère plus urgent pour la visite du chantier mobilier XVIII^e et ensuite, je propose aussi de me rapprocher des services concernés, notamment la DASV pour les visites combles et radiers, pour définir un programme de visite adapté et pouvoir avoir les accompagnateurs qui vont nous permettre de mener ces visites sur des délégations plus restreintes et effectivement de voir une programmation de plusieurs visites et de voir également en termes de participation, si on peut panacher les compositions de délégations sur les visites successives combles et radiers.

Serge LEDUC

Les PC et les postes de travail ?

Maurice NGUYEN

Oui, il y avait aussi une proposition sur la visite des PC. Ça a été oublié. Et puis il y a un travail de fond sur la charge mentale du travail en salle.

Olivier VAILLANT

Pour les PC, on peut éventuellement l'intégrer, mais là on va passer sur un programme et une délibération annuelle de visites si on y intègre effectivement locaux sociaux, plus sanitaires, plus PC.

Pour la question de la charge, selon moi, cela relève d'un cadre un petit peu différent. On est plutôt là dans le cadre d'une action en lien avec des problématiques spécifiques de travail, en dehors de ce champ de visites CHSCT. C'est plutôt une intégration dans le cadre des programmes d'actions des différentes directions, au vu de l'évaluation des risques et des risques identifiés pour les agents en fonction de leur situation de travail.

Hervé BARBARET

Ces précisions étant apportées, est-ce qu'on peut passer au vote ? Oui, Monsieur FEMEL.

Xavier FEMEL

Juste une remarque sur la charge mentale, on a un petit désaccord là-dessus. Ça va un peu dans les risques psychosociaux... Bien sûr mais...

Olivier VAILLANT

C'est une déclinaison vis-à-vis d'une problématique spécifique d'une démarche globale de prévention des risques psychosociaux.

Xavier FEMEL

Puisqu'on en parle, c'est l'occasion de mettre ça en avant.

Hervé BARBARET

Je crois que c'était bien ce que Monsieur VAILLANT voulait dire en répondant à Monsieur N'GUYEN. En intégrant ces remarques et ces précisions concernant cette délibération sur le programme de visites du CHSCT, qui vote pour ?

Elise MULLER

Nous ne prendrons pas part au vote, attendu qu'on a voté « pour » les deux dernières années et qu'il ne s'est rien passé. Vu la configuration actuelle, on ne s'oppose pas, mais on ne prend pas part au vote, en attendant de voir ce qui se passera à l'avenir.

Hervé BARBARET

Très bien, cette explication de vote étant donnée, qui vote pour ?

DETAIL DU VOTE :

Pour : CGT, FO

Abstention : SUD Culture

Voilà, je crois que tout le monde s'est exprimé. Merci. Nous passons au point VI de notre ordre du jour, c'est-à-dire l'organisation du suivi des machines outils. Je passe la parole à Sophie LEMONNIER.

.VI Organisation du suivi des machines-outils (pour information)

Sophie LEMONNIER

En fait, vous avez un document qui résume l'état actuel de l'organisation de ce suivi, en particulier, il détaille le nombre de machines et par qui sont utilisées ces machines. Le marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage qu'on a passé avec un bureau d'études spécialisé pour le montage de ces machines nous a permis d'avoir un relevé exhaustif du parc. On est à 350 machines aujourd'hui, réparties en trois familles : les machines agricoles, les machines-outils et les engins de manutention.

Je pense que ce qui vous intéresse ici particulièrement ce sont les machines-outils. Elles sont au nombre de 190. Elles sont réparties dans tous les ateliers, y compris l'unité jardins. Dans les ateliers muséographiques, les machines à bois et les machines à métaux sont les plus représentées. On a également les centrales d'aspiration de poussières de bois qui ont été mises en place dans quatre ateliers bois. On a eu des mises au domaine de machines non utilisées et là, on a une nouvelle vague de mises au domaine qui est en cours de finalisation avec la DFJ.

Sur la maintenance, comme je vous le disais, on a eu ce contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui nous a permis de réaliser un cahier des charges de maintenance en trois lots, sur les trois familles distinctes : machines agricoles, machines-outils et engins de manutention. Les pièces techniques et administratives sont en cours de finalisation pour la publication assez prochainement de ce marché de maintenance. Dans l'intervalle, avant la généralisation de la maintenance de ces machines, on a des sollicitations au cas par cas par les chefs d'ateliers sur les machines pour pouvoir réaliser des maintenances préventives, des maintenances opératives en fonction des besoins sur chacune des machines. On attend tous que cette maintenance puisse être généralisée sur les différents ateliers.

Je vous précise un peu ce qui s'est passé sur les différentes machines à bois et à aspiration, sachant

qu'il y a eu une grosse rénovation de ces machines d'aspiration entre 2009 et 2011. Le bureau d'études qui a réalisé cette assistance à maîtrise d'ouvrage est l'entreprise GINGER BEFS. Ce qui est important aussi dans le cadre de ce marché, c'est qu'on a défini les niveaux de maintenance en distinguant ce qui relève de l'utilisateur (le niveau 1) et ce qui relève du mainteneur en fonction des périodes de fréquence de visites de cette maintenance. Cela a été fait avec les utilisateurs pour pouvoir définir ce qui fait partie de l'objet de ce qui fait partie de la vie de l'atelier.

Le contrôle technique passe régulièrement sur les machines. Ce qui a été mis en place depuis 2012, c'est que le bureau de contrôle fasse sa campagne avec les chefs d'atelier concernés pour éviter que le contrôleur passe à côté de remarques d'utilisations qui remonteraient de la part des utilisateurs des machines. C'est quelque chose qui est mis en place de manière systématique.

Ensuite, j'ai détaillé les grosses réparations qu'on a réalisées jusqu'à présent depuis 2009, puisqu'on a à peu près investi 400 000 euros en investissements lourds sur les grosses réparations ou acquisitions avec, de 2009 à 2011, la campagne de rénovation des aspirations de sciure, l'achat d'une scie circulaire à la menuiserie, l'achat de chariots et de tracteurs à l'installation, la remise en état d'une fraiseuse, qui a été très récemment signée en fin d'année dernière à la métallerie, la sorbonne acquise au montage d'objets et une tondeuse hélicoïdale en 2011 au jardin. Ça, ce sont les grosses acquisitions avec des montants qui s'élèvent à plusieurs dizaines de milliers d'euros, mais il faut savoir qu'au global, cet investissement est de 400 000 euros sur cinq ans, donc environ 80 000 euros annuels.

J'ai ici ce qu'on a prévu d'acquérir en 2014, sur la liste de ce qui est en cours de demande de devis, c'est un changement de scie à format pour l'encadrement, la réparation d'un tracteur à l'installation, également l'achat d'un tracteur à l'installation et deux élévateurs pour les ateliers marbrerie et support muséographie. Voilà. `

Camille LEGENDRE (CGT)

En fait, on se pose des questions au niveau de la maintenance. Ça fait quelques années qu'on en parle. On s'aperçoit que c'est toujours à l'état de proposition. Déjà, on voudrait savoir si c'étaient des partenaires avec lesquels on travaillait déjà et savoir si ça allait être une maintenance globale. Nous, on a ce souci, par métier, d'avoir des machines spécialisées qui ne peuvent être entretenues que par des spécialistes et pas par une maintenance globale. Donc, on voudrait savoir si par exemple la boîte qui va être prise pour faire la maintenance a des spécialistes pour les machines à bois, des spécialistes pour les machines à métaux.

Sophie LEMONNIER

Le choix qui a été fait a été de faire trois lots. On avait la possibilité de faire un lot unique pour toutes les machines. Je crois qu'on est sur des typologies de machines...

Camille LEGENDRE

Dans le lot des machines-outils, est-ce qu'il y a des...

Sophie LEMONNIER

Dans les machines-outils, effectivement, il y a des spécifications : machines à bois, machines d'aspiration, machines métalliques, pour le métal. Il y a d'autres types de machines qui existent. On va demander au prestataire qu'il ait toutes ces spécificités. Ça veut forcément dire qu'il passera par

de la sous-traitance. Aujourd'hui, on n'a pas en tête une entreprise qui pourrait couvrir la totalité de ces spécificités machines. Pour pouvoir y répondre, il passera très probablement par une sous-traitance en fonction de ce qu'il sait faire et de ce qu'il ne sait pas faire pour compléter sa prestation. Aujourd'hui, je ne peux absolument pas vous dire qui répondra à l'appel d'offres qui sera ouvert. Je pense qu'il faut conseiller à tous les gens qui aujourd'hui assurent la maintenance de machines de se préoccuper de cet appel d'offres et de pouvoir répondre, s'ils en ont les moyens, parce qu'effectivement, ça va être assez délicat cette procédure de consultation pour pouvoir atteindre les entreprises.

Camille LEGENDRE

En fait, on va avoir un organisme de maintenance, qui est susceptible de faire travailler les mêmes prestataires qu'aujourd'hui. On va juste rajouter un intermédiaire supplémentaire.

Sophie LEMONNIER

Je ne sais pas si ce sera le cas. Je ne peux absolument pas vous dire comment le titulaire s'organisera, ce qu'il sous-traitera de ce qu'il ne sous-traitera pas dans la maintenance des machines. Cela dépendra de ses capacités à lui.

Camille LEGENDRE

Et vous pensez que dans un délai de combien de temps, on va concrètement passer au marché ? Ça fait un peu de temps qu'on en parle.

Sophie LEMONNIER

Il y a des allers-retours. J'ai repris les dates, l'assistant à la maîtrise d'ouvrage a rendu son tableau exhaustif des maintenances mi-2013. Il y a eu des allers-retours depuis cette date-là, sur ce qu'on écrit précisément dans le cahier des charges techniques. Les derniers allers-retours qui se sont faits entre les différents services – il y a quand même trois services concernés à l'ex-DAMT qui utiliseront ce marché de maintenance : le STM, le SBJ et le SET, pour les engins de manutention – les derniers ajustements techniques ont été réalisés il y a quelques semaines. On est en cours de rédaction des pièces administratives. Je pense que la publication pourrait intervenir relativement prochainement, mais vous dire si c'est dans deux semaines ou dans six semaines, ça dépend aussi du plan de charge des uns et des autres. Ça veut dire après qu'on a un prestataire, on a des retours d'offres. On fait l'analyse et une désignation, avec entre les deux une négociation avec les prestataires. J'imagine que pour le milieu de l'année, on devrait pouvoir avoir les entrepreneurs sur site.

Jean-Louis RUELLAN

J'aurais juste une petite question. Vous parlez d'aspiration, par rapport à l'aspiration de la salle des machines, la salle de soudage, est-ce qu'on pourrait avoir des dates ? C'est important, étant donné que vous avez dit que les travaux s'effectueraient en début 2015, mais il faut commencer déjà à se poser la question de comment on va s'organiser au niveau de l'atelier sur les travaux qu'on doit effectuer ? Vous avez dit début 2015, je voudrais savoir si vous avez une date, puisque vous avez je pense, retenu une société, ou pas encore, mais vous allez le faire bientôt. Donc, on aura besoin de le savoir. Il faut des dates.

Sophie LEMONNIER

Attendez, l'extraction des machines... Je précise, les aspirations de sciure font partie des listes de machines-outils, elles seront entretenues dans le cadre du marché de maintenance. L'extraction de la métallerie, c'est une extraction de la forge et de l'atelier, font partie des installations de climatisation. Ce n'est pas la même maintenance. Les deux ont pour objet d'aspirer l'un des vapeurs et l'autre des sciures, mais ce n'est pas l'objet des machines. En tout cas, sur ce marché d'extraction à la métallerie, je vous avais dit que les travaux commenceront début 2015. Aujourd'hui non, l'entreprise n'est pas désignée. Le bureau d'études des travaux n'est pas désigné. Il faut qu'on fasse une consultation. Je ne peux pas encore vous préciser quand les travaux seront réalisés. Je vous avais donné une fourchette. Je vais essayer de rester dans les mêmes fourchettes que ce que je vous avais dit précédemment, c'est-à-dire 18 mois. Je vous avais dit également que, dans l'intervalle, la préconisation que vous aviez faite, quand la forge fonctionne, il y a un poste et quand l'aspiration portative fonctionne, il y a un deuxième poste de travail. Il faut rester sur cette organisation-là.

Jean-Louis RUELLAN

Il faut prendre en compte aussi la charge de travail qu'on va avoir, qui n'est pas prise en compte par certaines personnes. On y reviendra, mais ce n'est pas le moment d'en discuter.

Sophie BERTHOMIEUX

Pour chaque atelier vous dites au niveau de maintenance, graissage, c'est normal, mais vous mettez aussi « changement des pièces d'usure », c'est-à-dire que les ouvriers ont le droit d'ouvrir une machine et de changer une pièce. Est-ce que, ils sont couverts s'il y a malheureusement un accident ? S'ils cassent la machine, à qui revient la responsabilité ?

Sophie LEMONNIER

Le changement des pièces d'usure dépend des machines. Si sur une scie, le changement de la pièce de la scie relève de l'activité de l'atelier, c'est pris en compte dans la maintenance, c'est-à-dire qu'on dit que c'est l'atelier qui change la pièce d'usure. Ce que je veux dire, c'est que le marché précise machine par machine, ce qui relève de la maintenance de l'entreprise de ce qui relève de l'activité de l'atelier. Le niveau 1, c'est celui-là.

Alexandra KARDIANOU

Vous dites qu'un état des lieux très complet a été réalisé par GINGER BEFS en 2013. Est-ce que cet état des lieux a été communiqué aux chefs d'ateliers ?

Sophie LEMONNIER

Je ne sais pas. Il a été fait avec les chefs d'ateliers, mais savoir si...

Alexandra KARDIANOU

Je vous le dis parce que cela n'a pas été communiqué aux chefs d'ateliers. Donc ce serait bien que cela leur soit communiqué. Cet état de lieux, c'est une information importante qui doit descendre au moins jusqu'aux agents qui sont concernés.

Sophie LEMONNIER

D'accord. Je ne me suis pas inquiétée de cette question-là, puisque je pensais que tout le monde a été consulté, ça fait partie du travail de réalisation du bureau d'études techniques. Je demanderai aux chefs de services de bien vouloir transmettre aux chefs d'ateliers.

Alexandra KARDIANOU

Merci. Par ailleurs, en ce qui concerne le contrôle technique, je ne sais pas si mes camarades veulent intervenir par rapport à l'APAVE. J'ai une remarque à faire : l'APAVE n'intervient pas sur les machines. Vous dites « par ailleurs le contrôleur technique effectue son contrôle en présence du chef d'atelier ou de son représentant, afin que les éventuelles observations de l'atelier soient reportées au contrôleur et traitées durant la visite », ça, je ne comprends pas. Je ne crois pas que pendant la visite il y a de la maintenance, d'éventuelles réparations soient traitées pendant la visite et que ce soit l'APAVE qui intervient sur les machines.

Sophie LEMONNIER

Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. On s'était rendu compte sur la problématique sur l'accident du travail intervenu fin 2010 que finalement le contrôleur technique passait sans que personne ne soit jamais là, sans que personne ne soit jamais au courant ni des remarques qu'il peut faire à l'oral, ni des remontées d'informations que les utilisateurs pouvaient avoir à transmettre au bureau du contrôle. Aujourd'hui, ce qu'on a institutionnalisé depuis 2012, c'est qu'au moment des passages, il y a un réel dialogue entre les utilisateurs de la machine et le contrôleur technique. Ça peut être soit des remontées d'informations de dysfonctionnement, d'interrogations de fonctionnement que peuvent avoir les agents de l'atelier, auxquelles le contrôleur répond ou qu'il peut signaler dans ses rapports. Il y a un échange constructif au moment de ces contrôles entre l'utilisateur et le contrôleur.

Camille LEGENDRE

A ce moment-là, est-ce que son pouvoir pourrait s'étendre au fait d'immobiliser une machine parce qu'elle n'est pas aux normes ? À part détailler qu'il manque un organe de sécurité ou quoi que ce soit, on se retrouve quand même avec la liberté de pouvoir utiliser la machine, avec le risque potentiel que cela comporte. Lui, à part faire une conformité électrique et un petit rapport sur le fait qu'il manque une protection ou autre, concrètement, ça n'engage personne à améliorer la situation, d'où la nécessité d'avoir une maintenance par machine, professionnelle et pointue parce que lui, à part faire une conformité électrique et faire un rapport de 400 pages qui n'est pas vraiment exploité et dépouillé, est-ce qu'il serait possible de mettre en place des techniques concrètes qui mettent hors de danger les utilisateurs ? On pose juste des questions précises sur des choses floues.

Sophie LEMONNIER

On est à peu près tous d'accord que le but est d'avoir une maintenance systématique et générale de toutes les machines. Clairement, ce qui fonctionne aujourd'hui très bien, c'est que les chefs d'ateliers appellent les entreprises en cas de dysfonctionnement des machines pour les réparations ou les maintenances de ces machines. Si une machine est jugée à un moment dangereuse à l'utilisation entre le moment où il y a ce constat – qu'il soit fait par le bureau de contrôle technique ou par l'utilisateur ou le mainteneur – la machine peut très bien être non utilisée ou consignée pendant cette période-là. C'est l'organisation de l'atelier qui, à un moment, interrompt une production à partir d'une machine qui ne peut plus répondre à l'utilisation.

Camille LEGENDRE

C'est à l'atelier de gérer cette problématique aujourd'hui et donc il est responsable. Dans l'organisation, c'est normalement la direction qui est censée chapeauter ça par un organisme de maintenance pour être sûr que personne ne prenne de libertés hors cadre. Là, c'est à notre propre initiative.

Sophie LEMONNIER

Ce qui est à votre propre initiative, c'est de faire remonter une information. Si vous faites remonter l'information qu'on ne peut plus utiliser une machine, les gens qui vous chapeautent diront qu'on n'utilise plus cette machine.

Camille LEGENDRE

Dernièrement, on a eu une toupie qui a eu le frein pneumatique hors service, on a mis la machine hors service et la première solution que vous avez trouvée, c'est d'aller faire la tâche qu'on avait à faire dans un autre atelier. Nous aimerions que ça aille plus loin, que ce ne soit pas à notre initiative puisqu'on a un potentiel de risque que quelqu'un puisse l'utiliser. Donc la mettre hors tension, hors d'utilisation, ce n'est pas très compliqué.

Sophie LEMONNIER

C'est aux ateliers de remonter l'information, s'il faut consigner une machine, on la consigne, mis ce n'est pas l'initiative ni du chef de service, ni du directeur de dire telle a machine a l'air de faire un bruit bizarre. Ce n'est pas le mainteneur qui fera cela. Quelle que soit l'information que vous recevez du mainteneur, quand il y aura une maintenance généralisée, ou du mainteneur que vous appelez aujourd'hui, si vous-mêmes jugez que la machine à besoin d'être consignée, c'est à l'atelier de faire remonter cette information et aux personnes qui sont avec vous de dire qu'on la consigne.

Camille LEGENDRE

On est d'accord, une pièce cassée, il n'y a pas de problème, mais la maintenance, c'est comme les voitures, ça rentre dans l'entretien des machines. J'ai l'impression qu'il y a un manque de prise de conscience. Par exemple, le 31, il y a eu une coupure électrique avec une personne à la machine. On n'était pas prévenus. Là, par exemple, ça fait partie des dangers imminents. Je suis désolé. Il faudrait que vous veniez vraiment utiliser une machine pour avoir conscience de ce que cela représente. C'est impressionnant quand il n'y a plus rien. Il y a un outil qui tourne et une planche qui est en train d'être coupée.

Alain BALDACCHINO (assistant de prévention)

Effectivement, cette coupure, si elle était accidentelle, personne ne pouvait prévenir, mais toujours est-il que sur une machine-outil, en principe, on met en place des contacteurs pour éviter que la machine ne redémarre automatiquement à la remise sous tension. Je peux comprendre que ça puisse occasionner un accident, mais la machine, en aucun cas ne doit redémarrer, parce qu'il y a un dispositif qui interdit le redémarrage de la machine.

Camille LEGENDRE

Nos machines sont en règles. Elles se mettent hors tension dès qu'il y a une coupure, il n'y a pas de

problème. Il faut qu'on avise pour les rallumer. Ça c'est obligatoire. Quand on est avec un outil qui tourne très rapidement avec une personne qui a ses mains au bout et que tout s'arrête, ça explose. Normalement une coupure électrique, elle est prévue. C'est juste une question d'information qui n'est pas descendue.

Alain BALDACCHINO

Après, il peut y avoir eu une coupure pas intempestive des flux...

Camille LEGENDRE

Mais après, l'APAVE fait déjà ce travail de conformité électrique, c'est-à-dire que dès qu'il y a une coupure, s'il n'y a pas intervention de notre part, la machine ne peut pas redémarrer.

Hervé BARBARET

Je vous interromps une petite seconde. Je vais devoir vous quitter, à mon grand désespoir, mais Charlotte LEMOINE va continuer à présider les travaux. Pour finir sur ce point, après naturellement, je pense qu'il y aura peut-être une interruption déjeuner. Je vous souhaite bonne continuation.

Jean-Louis RUELLAN (CGT)

Est-ce qu'il serait possible que l'APAVE, lorsqu'il fait son contrôle marque « métallerie », « menuiserie » ? Aujourd'hui tout est mélangé. On a du mal à se retrouver dans tous ces dossiers de 400 pages. Pourtant moi, ce qui m'importe, en tant que chef d'atelier, c'est de savoir ce qu'il se passe à la métallerie au niveau de la maintenance. Après, à la menuiserie, c'est la menuiserie. On n'a pas besoin de savoir ce qu'il se passe au niveau maintenance de toutes les machines du musée.

Camille LEGENDRE

On peut leur demander un compte rendu très synthétique pour dire dans tel atelier il faut changer ça, dans tel atelier, il faut changer ça.

Sophie LEMONNIER

Ce qu'on avait demandé aussi, c'était une réunion de restitution après ces contrôles périodiques. Là, la date est en cours de montage entre le SET, l'APAVE et le STM pour que cette réunion de restitution se réalise auprès des chefs d'ateliers, en fonctions des priorités d'actions à réaliser. Je vais lui demander quand même, s'il peut, dans son retour de 400 pages, les classer par ateliers.

Jean-Louis RUELLAN

Voilà, les classer par atelier, ce sera beaucoup plus simple pour nous, pour mieux visionner. Merci.

Charlotte LEMOINE

Ce que je soufflais à l'oreille de Sophie, c'est qu'il y a une organisation à mettre en place avec la nouvelle direction support et médiation sur ces problèmes-là. Je sais que vous rencontrez Vincent POMAREDE dans les prochains jours.

Jean-Louis RUELLAN

Ce ne sera pas Vincent POMAREDE qui va nous dire. Si on lui parle de ce problème-là, ce n'est pas un gros problème. C'est une question de gestion en interne. Ou – je ne sais pas – entre l'APAVE et nous.

Charlotte LEMOINE

Ça sera quand même sous sa responsabilité, pénalement c'est quand même lui.

Jean-Louis RUELLAN

Pour aller visiter les ateliers, ce n'est pas à lui qu'il faut donner le pavé de 400 pages.

Camille LEGENDRE

La sécurité des agents ne doit pas dépendre de positions politiques.

Charlotte LEMOINE

Ce n'est pas une position politique, c'est que pénalement, c'est Monsieur POMAREDE qui deviendra responsable. C'est quand même lui, il faut bien que vous lui en parliez.

Camille LEGENDRE

Ça fait deux ans qu'on parle de ces problèmes-là et que là on va tout remettre à zéro.

Charlotte LEMOINE

Ils se parlent entre directeurs. Il y a un marché qui va être passé donc ça avance... Ce n'est pas le changement de directeur qui fait que le marché est remis en cause, je dis simplement que le responsable change quand même.

Jean-Louis RUELLAN

Oui, bien sûr mais pour l'instant c'est comme ça.

Charlotte LEMOINE

C'était en clin d'œil.

Est-ce que vous avez encore d'autres questions ou on envisage la pause déjeuner ? Il est une heure 10, si on passe maintenant à la cantine, il n'y a pas trop de monde, dans une heure ? Soyons, raisonnables, une heure c'est bien. A tout à l'heure. Bon appétit.

La séance est levée à 13 heures 10 pour une heure sous la présidence de Charlotte LEMOINE.

Charlotte LEMOINE

S'il vous plaît, on reprend. On s'est arrêté au point VI, on reprend au bilan mené par la DRHDS sur la prévention des risques psychosociaux. Je vais laisser Anne CHERIN faire la présentation.

.VII Bilan de l'expérimentation menée à la DRHDS sur la prévention des risques psychosociaux (pour information)

Anne CHERIN

En effet, on vous a tenus informés au cours des CHSCT antérieurs de ce qu'on faisait au sein de la DRHDS, mais aujourd'hui, on a souhaité faire un point plus global de l'expérimentation dans son ensemble. Je vous rappelle que cela faisait suite à l'enquête réalisée par le cabinet ALMA en 2011 dont les résultats avaient été présentés à l'ensemble des agents, puisqu'il y avait eu un Louvre Express spécialement consacré aux résultats de cette enquête. A la suite de cette enquête, était apparue la nécessité de réaliser des plans RPS par chaque directeur, chaque directeur ayant eu lui-même une présentation de ses propres résultats par l'administrateur général, Hervé BARBARET et Charlotte LEMOINE.

Il est apparu que ce n'était pas facile de rédiger un plan d'action à partir des résultats bruts qui sortaient de l'enquête ALMA. De ce fait, on a réfléchi à la construction d'une méthode de travail pour faire s'exprimer les agents d'une part sur leurs conditions de travail, au sens très large du terme, au sens RPS du terme, et d'autre part sur les idées qu'ils pourraient avoir pour améliorer un certain nombre d'éléments de leur qualité de vie au travail. On a réalisé un « kit » méthodologique, donc une méthode de travail, qui a été aboutie à la fin de l'année 2012.

A partir de ce moment-là, Charlotte LEMOINE a souhaité qu'on expérimente cette méthode de travail au sein de sa propre direction pour voir comment cela fonctionnait. Le principe était de réunir des agents volontaires, sous forme de groupes où les agents pourraient s'exprimer et de faire en sorte que ces groupes soient animés par des agents eux-mêmes volontaires parmi les volontaires. On a eu à la DRHDS une trentaine d'agents volontaires, ce qui était un nombre important au regard du personnel de la DRHDS. On a organisé trois groupes de travail à partir de ces trente agents volontaires. Pour chacun de ces trois groupes de travail, on a trouvé un agent volontaire pour animer l'expression du groupe et un autre pour en assurer le secrétariat, c'est-à-dire prendre note de tout ce qui pouvait être dit, puisque c'est à partir de ce matériau qu'on pouvait construire quelque chose. Les animateurs ont été formés. On a demandé au cabinet ALMA, qui avait réalisé la première enquête de former les animateurs sur ce que sont les RPS, sur la manière dont on anime un groupe de parole : comment on fait parler ceux qui ne disent rien ou comment on fait taire ceux qui parlent tout le temps. Ce sont des choses assez pratiques. Comment on va chercher les gens qui ont quelque chose à dire, de manière à ce que cela soit le plus constructif possible. Ces groupes de travail ont donc été réunis au mois de janvier 2013. Préalablement, pour expliquer la méthode, Charlotte LEMOINE avait réuni l'ensemble du personnel de la DRHDS en décembre, pour expliquer ce qu'on voulait faire et pour recruter des gens volontaires pour cela. Les groupes de travail se sont réunis fin janvier, après la formation des animateurs. Pour chacun de ces groupes, l'animateur et le secrétaire ont rédigé un compte rendu très détaillé dans lequel ils retraçaient ce qui avait été dit par les agents. On demandait aux agents de choisir trois priorités parmi une liste de 28 items qui reprenaient les items de l'enquête RPS d'ALMA Consulting. A partir de leurs choix, on leur demandait des propositions, éventuellement s'ils avaient des idées pour faire avancer certains sujets ou pour améliorer leurs conditions de travail. Tout ceci nous a menés à peu près jusqu'au mois de mars, où les agents ont présenté le résultat de tous ces groupes à Madame LEMOINE. Ensuite elle-même est revenue vers eux puis vers les chefs de services, pour essayer d'aller plus loin sur la réflexion et éventuellement faire préciser des choses qui ne semblaient pas suffisamment claires au vu du compte rendu. C'est comme cela que les choses se sont passées. C'est une méthode de travail qu'on n'a pas imaginée, qui est vraiment ce que proposent l'INRS, l'ANACT, les

différents organismes qui traitent des RPS.

A l'issue de ce travail, Charlotte LEMOINE a pu rédiger un plan d'action pour la DRHDS. Elle a d'abord rééchangé avec les animateurs des groupes pour vérifier qu'elle était en phase avec le message transmis par ces groupes de travail et ensuite, elle a présenté cela à l'ensemble de la direction au mois de juin, dans le cadre d'un séminaire qui réunissait toute la direction. Vous avez le détail, dans la note qu'on avait préparée avec Nathalie, donc je ne vais pas rentrer dans le détail. Simplement, sur l'expression des agents, sans surprise, on a trouvé des choses autour de la communication et de l'information au sein des services. On a trouvé des demandes autour de l'organisation de travail, la charge de travail, la définition des rôles, la clarté des rôles, les responsabilités de chacun, la fiche de poste, l'actualisation de la fiche de poste, ce que sont les procédures, en faut-il ? N'en faut-il pas ? Faut-il en préciser certaines ? Ensuite, il y avait des choses autour de la formation et des entretiens annuels d'évaluation.

Qu'est-ce qu'on en fait ? Il se trouve que c'est une méthode qu'on avait mise au point dans le cadre de l'organisation de 2012, puisque c'était celle qu'on connaissait, avec des directions, des départements, donc des entités qui étaient en place. Ce qui nous est apparu, c'est que, du fait de la réorganisation, il était difficile d'utiliser cette méthode telle que, dans la mesure où on avait une structure qui pouvait bouger. Certaines directions restaient très stables, d'autres un peu moins et de ce fait, c'était très compliqué de faire se réexprimer les agents qui s'étaient déjà exprimés sur un sujet, dans le cadre d'une nouvelle organisation. La décision qui a été prise, c'est celle de demander aux directeurs qui seraient nommés, dans le cadre de leur feuille de route et de leur projet de direction, de prendre en compte l'expression des agents pour essayer d'avancer sur ces questions de conditions de travail et de RPS, et puis de mettre également un focus important sur la question des conditions de travail des agents.

Charlotte LEMOINE

Bien. Voilà. C'est une expérience intéressante, longue, assez lourde, avec des conclusions somme toute assez banales mais qui ont le mérite d'être portées par le personnel et le directeur *intuitu personnae* a l'obligation de l'entendre. Ça c'est une synthèse. Il y avait des choses plus détaillées, pas forcément d'ailleurs qui représentaient une majorité d'agents de la DRH mais qui, quand même étaient exprimées par des agents. Ce que je peux dire, en tant que directrice, mais je crois que je vous l'ai déjà dit, ça demande un peu de courage, car pour le directeur, c'est une vraie remise en cause. On n'entend pas forcément – je dis toujours qu'on a une grâce du ciel, c'est toujours de se voir mieux que ce qu'on est – là, on a un miroir, qui nous renvoie des choses qu'il faut nuancer aussi. Sophie AGUIRRE nous avait prévenus quand on a lancé l'expérimentation, en nous disant : on a connu cela à un moment donné, il ne faut pas non plus que ça soit un défouloir. Ça aussi, le côté défouloir, à la limite ça fait du bien de dire ce qu'on a sur le cœur, même si ce n'est pas toujours très modéré et en même temps, il faut que les responsables aient les capacités de se dire que ce n'est pas grave, mais qu'il faut l'entendre. Il faut le modérer, il faut mettre en œuvre des choses qui répondent à ces attentes. Le plus difficile – maintenant j'ai laissé la part de la DRH à Jean-Luc ROUSSEAU – c'est de maintenir le rythme et de le maintenir sur les relais managériaux, via les chefs de services voir sur les chefs d'unités. Il y a des astuces, par exemple les réunions de service, il m'a fallu deux ans pour arriver à ce qu'il y ait des réunions de service dans ma direction. Maintenant, je crois que c'est devenu une routine, ça se fait. C'est important et aussi de vérifier ce qui se dit dans les réunions de services, que ce ne soit pas uniquement des éléments purement techniques. Voilà, si vous avez des questions... moi, l'idée que j'ai là-dessus, c'est que je pense que c'est une – on n'en a pas discuté récemment avec Anne CHERIN, Jean-Luc ROUSSEAU et Nathalie DURKHEIM – manipulation en tant que telle qui est très lourde. Surtout, qu'on n'était

qu'une direction d'une centaine de personnes, imaginer cela dans des directions qui font le double, ce n'est pas transposable. Ce qu'il faut, c'est essayer d'être imaginatif et d'en tirer des leçons qui sont transposables selon la taille de la direction. Sur une petite direction, c'est faisable. Voilà, la parole est à vous.

Elise MULLER

Nous aurions souhaité que les items soient précisés en annexe : les 28 items de base et les trois retenus. Une de nos questions était de savoir par qui ils étaient retenus. Je comprends que c'étaient les agents volontaires. On s'interrogeait sur quels critères avaient été retenus ces items-là et si ça correspondait à ce que vous estimiez vous avoir du sens.

Anne CHERIN

Evidemment, je suis allée rapidement pour vous expliquer la manip'. On les a d'abord fait parler sur leur ressenti au travail, etc. en leur demandant ce qui allait bien, ce qui allait moins bien. A la suite de cet espace de parole qui a duré un moment, on leur demandait, dans ce qui ne va pas, quelles sont les trois choses qui vous paraissent prioritaires. Tout cela, à partir d'une grille de 28 items qui comprenaient des items centrés sur le travail en lui-même, l'organisation de mon travail à moi. Ensuite, le deuxième point, c'était l'équipe : comment sont mes liens avec mon équipe ? Avec ma hiérarchie ? Le troisième, c'était les liens avec mon chef. On sait bien que le rôle du management est tout à fait essentiel. Le quatrième item était les liens avec l'institution. En partant de ces quatre grandes familles – là aussi, on n'a rien inventé, on a fait les choses très classiques – on leur a demandé à chacun, quelles sont les trois choses qui vous posent le plus problème. Globalement, on s'est rendu compte qu'on avait des plus et des moins qui étaient assez centrés, même quand on a mélangé les services, parce que nos groupes de travail, on les a faits services mélangés.

Xavier FEMEL

Pourquoi avoir pris la décision que l'entreprise qui a fait le bilan des RPS, ne propose pas un plan d'actions ? Pourquoi ne pas lui avoir demandé de proposer un plan d'action ? Pourquoi avoir choisi de le faire en interne ?

Charlotte LEMOINE

D'abord il y a un problème trivial, mais ce n'est pas celui-là qui est primordial. Après cela, je pense qu'à un moment donné, il y a un directeur et que c'est à lui d'assumer ce qui remonte de son personnel. Parce que je vous prie de croire que si on avait fait une proposition correspondant au total de la demande, on en aurait tout de même entendu parler. Je considère qu'il est de la responsabilité du directeur que de lui redonner la main dans d'échange avec du soutien au personnel. Ce n'est pas un extérieur qui peut décider de ce que peut faire un directeur. On n'a rien externalisé à part les formations.

Anne CHERIN

Les cabinets vont pouvoir vous donner des méthodes de travail ou des pistes, mais en aucun cas ce sont eux qui peuvent faire le plan d'actions. Il n'a vraiment de sens que si c'est le directeur qui le construit à partir de l'expression de ses équipes, bien évidemment.

Xavier FEMEL

En ce qui nous concerne, comment avoir la remontée des informations sur la manière dont cela va être appliqué dans les autres directions ? Parce que finalement, les grilles que vous avez soumises aux agents, on n'en a pas eu connaissance. Nous n'avons pas de transparence là-dessus, c'est-à-dire que là, vous nous donnez les résultats, mais sur la méthodologie, la remontée d'informations, nous au CHSCT, on n'a pas les infos. A partir de quand on en discute ? Sur quel calendrier et à partir de quand vous comptez le décliner sur les autres directions ?

Charlotte LEMOINE

C'est compliqué ces échanges qu'on a eus avec les agents. Comme Anne CHERIN l'a dit tout à l'heure, quand on a commencé, on avait rédigé un kit méthodologique. C'est vraiment l'idée qu'on avait eu tous ensemble, c'était d'écrire une méthode, de la tester, de l'ajuster et de la remettre à chaque directeur, pour qu'il la mette en place. On a été alerté dans ce sens notamment par SUD que c'était une usine à gaz etc. Il est vrai qu'avant même qu'on soit dans un projet de réorganisation, on se disait à la DRH que c'était une méthode qui était quand même difficilement transposable systématiquement. Je vous assure que le premier retour dans les groupes de travail, que j'ai eu, en particulier des chefs de services, ce qui pouvait m'interpeller personnellement, humainement, c'étaient les chefs de services. Je vous l'ai raconté, mais je ne le dis pas en blaguant, ils les auraient tous tués, le soir où j'ai eu le retour. J'étais furieuse. Il faut le digérer. Je suis désolée, mais à un moment donné... je suis quelqu'un qui écoute, mais il m'a fallu la nuit pour digérer. Il y avait une part d'injustice, par exemple, il y a un truc je n'ai jamais su d'où ça sortait : téléphoner aux chefs de services sur leur téléphone portable chez eux. Je n'ai pas le numéro de téléphone portable, donc je ne pouvais pas les appeler. D'où ça sort ? Ce que je veux dire, c'est que la méthode, telle qu'elle était dans le kit – qu'on va vous donner d'ailleurs, parce qu'il n'y a vraiment rien de secret – elle n'est pas transposable. Là-dessus, il y a la réorganisation qui est arrivée. Je crois que la leçon qui est ressortie de cette expérience, c'est de dire qu'il faut que les projets de direction soient faits par la concertation, mais on va laisser la liberté aux directeurs, avec leurs personnels, d'arrêter leur mode de concertation. Les groupes ne sont pas les mêmes, les cultures ne sont pas les mêmes. On s'est dit qu'on allait plutôt transformer cela en se disant : imposons l'objectif mais pas la méthode. Oui, il faut qu'il y ait de la concertation, après on laisse la liberté aux groupes avec leurs directeurs de choisir. Honnêtement, tel qu'on s'y est pris nous – vous avez vu le temps que ça nous a pris -, on a lancé la manip' en janvier, moi je réentends les représentants de groupes au mois d'août. Cette taille-là, je ne suis pas sûre que ce soit vraiment transposable en l'état.

Xavier FEMEL

Même en admettant que ce ne soit pas transposable à l'identique sur plusieurs directions, cela peut se comprendre, mais nous, en terme CHS, on a besoin d'informations, d'un minimum de transparence. Même si l'objectif de ces réunions n'est pas une réunion de service en tant que telle, si dans la forme, en termes de remontées d'informations, ce sont des réunions de services, nous on ne peut se prononcer sur rien, puisqu'on n'a pas de remontées d'infos. C'est ça notre difficulté principale. Nous, à un moment donné, en tant que CHS, on a besoin d'informations pour se positionner. Même si l'objectif poursuivi est louable, nous on n'a rien pour se prononcer là-dessus.

Charlotte LEMOINE

Ce sur quoi on peut peut-être travailler, avec la DRH, c'est sur *a minima* ce que vous souhaiteriez avoir comme remontées. Là, vous auriez pu avoir avec des éléments, puisque cela s'est terminé aussi par un séminaire de l'ensemble de la direction. On peut très bien imaginer – on avait fait intervenir une équipe de théâtre, mais je ne me souviens plus du nom de la pièce. C'était un chef

justement qui prenait mal ces commentaires et qui interpellait la salle et la salle répondait, ensuite il rejouait la pièce. Il y a des éléments qui existent, qui peuvent vous donner le matériau. Je pense qu'il y a de l'intimité. J'ai eu accès aux verbatim des agents. On en avait déduit qu'on ne pouvait pas imposer à un directeur un verbatim comme cela. Psychologiquement, un directeur, c'est comme nous, un être humain avec sa sensibilité. Je vous assure que le verbatim que j'ai eu, parce que j'ai demandé à l'avoir, comme expérience, il fallait le digérer humainement. Première leçon, on s'était dit que le verbatim ne remontait pas chez le directeur. L'objectif de cette expérience n'est pas de mettre à mort qui que ce soit, c'est de former les choses, de façon à ce qu'il y ait un progrès. C'est beaucoup plus édulcoré tel que vous l'avez là que les verbatim que j'ai lu un soir.

Xavier FEMEL

On entend bien toutes les difficultés, mais sur les RPS, le CHS est compétent pour se prononcer, donc à moment donné, nous il faut qu'on réfléchisse à quels types d'informations on a et surtout, sur un sujet comme cela, à ne pas donner l'impression aux agents que ça se règle sous forme de « réunions de service ». Il faut qu'à un moment donné, il y ait quelque chose de très tangible pour les agents pour signifier que sur le RPS, c'est la compétence du CHSCT, il y a tel type d'information et on est concerté sur tel sujet. C'est ça notre question, parce que sinon ça veut dire que le sujet, vous vous l'appropriez de votre côté de la table, et nous, ça nous pose des difficultés. Bien sûr, on a toujours la possibilité d'avoir des remontées par les biais classiques des syndicats, que les gens viennent s'exprimer etc., mais ce n'est pas satisfaisant, que nous, on vous laisse uniquement vous, direction, vous emparer du sujet.

Charlotte LEMOINE

Mais Monsieur FEMEL, je réfléchis en même temps que vous parlez. Je pense avec toutes les discussions dans cette salle, il y a une semaine sur la direction qualité, puisqu'il a été demandé par les représentants des personnels que le travail de la DRHDS soit présenté en CHSCT, je pense que, quelque part, on est autour de cela, c'est-à-dire il y a un plan d'action. Est-ce qu'il est respecté ? Comment tenir sur la durée ? L'intérêt, parce que j'ai reréfléchi depuis la réunion de la semaine dernière sur la qualité et puisque j'ai reçu des candidats qui postulent, je leur ai aussi posé la question, précisément sur les conditions de travail, la direction de qualité peut avoir un vrai bénéfice, parce que s'il y a un plan d'action, elle va participer. C'est le directeur qui va s'assurer que le travail sera mis en œuvre, mais elle peut également s'assurer que c'est mis en œuvre. Dans la mesure où on rend compte en CHSCT, du coup, sur tout l'aspect, les professionnels que j'ai eu à interviewer après que je vous ai vus la semaine dernière, leur réaction est unanime – les trois que j'ai vu après – c'est qu'effectivement la présentation en CHSCT est quelque part une garantie pour les conditions de travail. A travers les plans d'action, vous allez vérifier, parce que celui de la DRHDS, si j'étais restée, tenir la route, sur certaines choses, mêmes qui sont écrites là, ce n'est pas si évident que cela. Donc, c'est un moyen de vérifier que les agents ne subissent pas de pressions. Alexandra.

Alexandra KARDIANOU

Oui justement, en préparant les documents, il est vrai qu'au premier abord on attendait tous un premier bilan de votre expérience, mais, entre nous les dix qui l'ont préparé hier, on vient de services différents, d'horizons différents dans le musée, et on a dit : de toute façon l'expérience DRHDS, c'est bien ciblé etc. Finalement, en lisant les différentes priorités exprimées, on s'est aperçu que tout le monde était concerné à un moment ou à un autre, parce que finalement ces problèmes-là, cette énumération des priorités – plus que priorités, parce qu'il y en a tellement qu'il

faut vraiment les hiérarchiser – mais tous ces points concernaient tous les secteurs, tous les services, toutes les directions, que cela soit les formations, les évaluations, l'information, l'organisation de travail, la définition des tâches, éclaircir qui fait quoi il est vrai que finalement cela répond aux questions d'une très grande partie des personnels, qu'on retrouve par ailleurs, dans le retour des résultats d'ALMA en 2011, où on a vu que les administratifs étaient en sur-stress... où on a eu un découpage un peu à la hache, mais on s'aperçoit que finalement derrière, il y a un problème d'organisation et de procédure. Ce qui m'intéresse par rapport à ce que vous venez de dire, sur notre proposition de direction qualité, c'est qu'est-ce qu'on fait maintenant et comment on peut utiliser cette expérience pour, comme vous l'avez mis ici et non seulement les inclure dans les feuilles de route des directeurs, mais les inclure d'une façon significative, pour que ça ne soit pas la dernière ligne. Sur les feuilles de route, les dysfonctionnements à améliorer arrivent en dernière position. C'est normal, parce qu'il y a d'autres dysfonctionnements à résoudre peut-être sur le secteur, mais finalement une grande partie des dysfonctionnements, dans toutes les feuilles de route ou pratiquement, découlent de cette réflexion ou de cette problématique. Une grande partie, c'est finalement votre résumé des résultats de votre expérience et il faut qu'on fasse tous – ce n'est pas seulement vous discutez et nous contrôlons – il faut qu'on fasse en sorte que cette dernière ligne dans le projet de direction ou dans les feuilles de route, soit vraiment quelque chose de très important, que cela soit plus explicite. Il faut que les directeurs, ceux qui ne sont pas rompus à l'exercice d'entendre toujours les mêmes problèmes, en dehors de deux qui sont autour de la table, qui ont déjà la culture de ce qu'il faut essayer de résoudre et des points sur lesquels on peut s'améliorer, il y a tous les autres. C'est à eux qu'il faut surligner cette priorité : maintenant on fait ça. Encore une fois, ça sert à quelque chose pour qu'un effort de plusieurs mois ne soit pas perdu – comme on le dit, vous avez commencé en janvier, avec du personnel, des études – il faut que cela serve à quelque chose. C'est une bonne chose. Ce n'est pas une critique. On ne peut pas l'établir. Ça, je ne suis pas tout à fait sûre qu'on ne puisse pas faire la même expérience sur d'autres en dehors de la DAP. Ce serait très difficile, mais dans d'autres services, on pourrait par sous-direction faire cela, peut-être que c'est à creuser. Ça va prendre du temps. Ce n'est pas facile et on a tellement de priorités en 2014-2015 que ça va rajouter une difficulté supplémentaire, parce que tout le monde aura en plus ça à faire. Je comprends qu'au lieu d'enlever des difficultés, on va en rajouter. Ce n'est pas le but, mais on peut réfléchir à transformer cela maintenant et que cela ne reste pas juste des vœux pieux ou juste une bonne intention.

Charlotte LEMOINE

Ce que j'aimerais attendre d'abord, c'est le CHSCT du 5 février, puisqu'on va parler de la réorganisation et on va vous présenter un peu pour le CHSCT le cahier des charges projet de direction. Je pense que l'exercice que nous demande cette concertation et je pense qu'entre les directeurs qui ont identifié certains points, plus cette expérience, je pense, qu'à la sortie on devrait pouvoir construire un mode de concertation peut-être plus léger mais qui continue aussi. Ça, c'était une grosse opération. Ça a été lourd. On peut peut-être essayer de construire quelque chose qui soit, c'est plutôt un outil de veille sociale quelque part à l'intérieur des directions. Je pense qu'entre ce que vont inventer les uns les autres pour construire leur projet de direction concerté et puis ça, à la sortie - je pense à la fin du premier semestre -, on devrait pouvoir se retrouver en tirant les expériences des uns et des autres.

Jean-Luc ROUSSEAU

Cette formule permettra aussi d'étoffer la prise en compte des problématiques de prévention et de pouvoir s'inscrire dans une démarche de concertation grâce à une méthode qu'on pourra intégrer.

Charlotte LEMOINE

Ce que je vous proposerais bien, ce serait d'attendre les deux, trois mois qui viennent, la présentation de la réorganisation, la présentation en CT, et à ce moment-là, on tirera les leçons et on peut essayer de se dire qu'est-ce qu'on met en place. En fait, c'est un travail qui a été fait, je le dis à mes collègues directeurs, c'est sûr que je suivrai le son de l'unité, l'apprentissage de la conviction. Vous avez des agents qui viennent vous dire avec beaucoup de sincérité des choses que vous avez beaucoup de difficultés à faire objectiver. Par exemple ils me disaient qu'il fallait clarifier les procédures. Je ne savais pas de quelles procédures ils me parlaient, ça restait très générique, les procédures. Je ne savais pas de quoi ils parlaient.

Alexandra KARDIANOU

On sait que quelque chose ne va pas, mais on n'est pas forcément formés pour donner les réponses aussi. Ce n'est pas à nous. On sait où est le dysfonctionnement, mais peut-être que les agents, nous ne sommes pas formés forcément à voir l'outil qui va ouvrir la porte. On sait que ça ne s'ouvre pas, mais comment faire ?

Charlotte LEMOINE

Voilà, je n'enterre pas. Les personnels de la DRH se sont impliqués dans le cadre d'une expérimentation, ils savaient bien qu'il y aurait quelque chose, mais je ne souhaite pas l'enterrer. Après, si vous souhaitez par exemple qu'on donne aux directeurs, qu'on leur donne la méthode pour qu'ils s'en inspirent s'ils en ont envie. Si ça peut leur donner des idées, moi, c'est bien volontiers.

Alexandra KARDIANOU

Il faut partager votre expérience, ce n'est pas quelque chose de secret. Ce n'est pas quelque chose dont vous devez avoir honte. C'est après cela que vous avez décidé de ne plus être DRH en fait. Vous avez l'occasion de voir les directeurs dans d'autres formations que les CHSCT et vous pouvez quand même échanger avec eux. Pas vous personnellement, Madame LEMOINE, la direction générale et les directeurs, vous avez la possibilité, dans d'autres réunions de prévenir qu'il y a quelque chose qui doit faire son chemin.

Elise MULLER

J'ajouterais qu'étant donné que c'est dans toutes les feuilles de route des directeurs, la question des RPS, cela nécessite un minimum d'élément de formation. C'est gentil de mettre des choses dans les feuilles de route, mais si on ne donne ni les outils ni les explications du sens à donner ...

Charlotte LEMOINE

Pour moi, les RPS se règlent par management. On a eu des longues discussions avec Jean-Luc MARTINEZ, parce que je lui demandais qu'est-ce que vous mettez derrière RPS et je n'arrivais pas. Moi, la question que j'ai, si le management fonctionnait, parce que quand vous regardez le plan d'action qu'il y a, c'est du management. Faire circuler l'information, donner accès à l'information, ce que vous voyez là c'est du management.

Elise MULLER

La question de la « gestion de l'humain », ça ne fait pas le tout. Je suis désolée, sur la direction de l'accueil du public, comme le disait Serge LEDUC tout à l'heure, il y a une charge mentale qui est facteur de RPS et qui n'a rien à voir avec comment on est dirigé. Alors, si on n'est pas bien dirigés évidemment c'est pire, mais fondamentalement, il y a des métiers qui génèrent des difficultés.

Charlotte LEMOINE

Bon écoutez ok. On va regarder avec Anne et Jean-Luc comment on pense faire bénéficier nos collègues. Alors la suite de la réunion sur les sièges assis-debout que vous avez demandés en CHSCT. C'est Olivier qui le présente.

.VIII Suites de la réunion sur les sièges « assis-debout » (pour information)

Olivier VAILLANT

Le point sur les sièges « assis-debout », il y avait eu une demande dans le cadre du CHSCT du 8 octobre 2013 pour que soient fournis des sièges « assis-debout » pour les agents de surveillance muséographique et notamment pour se poster dans les salles de fortes fréquentations. Suite à ce CHSCT, il avait été décidé dans un premier temps d'organiser une réunion pour réfléchir à la problématique, de voir quelles étaient les pistes de travail à creuser, de fixer un certain nombre de critères pour cette mise à disposition et de voir un peu quelle était la démarche de travail à mettre en œuvre pour aller jusqu'à cette fourniture de sièges.

Sans reprendre le compte rendu qui vous a été transmis, il y a d'abord eu un certain nombre d'échanges sur la typologie des problèmes rencontrés, à la fois en terme de postes de travail, concernés par des difficultés en termes de postures et par la nécessité a priori de se voir dotés de sièges « assis-debout », quels étaient les postes de travail, concrètement, qui allaient être concernés et comment déployer les sièges : d'une seule traite ? par étapes ? etc.

Un certain nombre de constats avaient été partagés que ce soit par le personnel, par la médecine de prévention, sur les contraintes que l'on pouvait rencontrer sur un certain nombre de poste de travail. Ensuite un focus a été fait sur la question des sièges « assis-debout », sachant qu'il y a une question générale sur les chaises dans les espaces de surveillances, et sur les critères à prendre en compte pour identifier le besoin et identifier quels sièges étaient adaptés à ces besoins.

En conclusion, un certain nombre de critères ont été retenus d'un commun accord et qui conditionnent la recherche de solution technique, avec étude comparative pour étudier quels sièges il était possible de mettre en place en fonction des postes de travail identifiés. Ce sont les critères listés à la fin du document. Surtout, le choix et la proposition qui ont été faits pour partir sur des tests, il y a eu un choix qui a été fait pour définir quels postes de travail étaient les plus représentatifs possibles des problématiques rencontrées sur les différents postes concernés pour mener le test. Il a été convenu de mener une phase de test au niveau des postes de travail de la Joconde, au niveau des postes de travail au pied de l'escalier Denon et sur un poste de travail en extérieur, puisqu'il y avait effectivement des besoins en extérieur au niveau de la file d'attente des billets prépayés.

Ensuite, il y aura une démarche en deux temps. Tout d'abord, sur la base des critères retenus, dont un certain nombre de critères d'esthétique, une recherche des solutions suffisamment adaptées et adaptables, puisqu'il y a nécessité de pouvoir transporter les sièges, qu'ils s'adaptent aux différentes morphologies etc. donc un certain nombre de critères à prendre en compte. Mettre en

œuvre ensuite cette phase de test, qu'un questionnaire de retour d'expérience sur cette phase de test soit élaboré. Les Dr VILAINE et HADJ-AISSA sont en cours de finalisation d'un questionnaire de retour d'expérience sur cette phase de test des sièges « assis debout ». Ensuite, un bilan de cette phase d'expérimentation sera fait en CHSCT pour valider la solution qui aura été retenue et la déployer sur l'ensemble des postes de travail qui le nécessitent.

Charlotte LEMOINE

Le test sera opéré à quel moment ?

Olivier VAILLANT

La première difficulté est surtout d'avoir la solution technique, ensuite le test sera mis en œuvre dès qu'un modèle aura été retenu, avec le risque de devoir être amené à mener plusieurs phases de test, si la première phase tombait rapidement sur une situation d'échec ou de non-adaptation de la solution qui aurait été retenue, comme toute démarche de test.

Elise MULLER

Sur la phase de test, on a réfléchi *a posteriori* qu'il pourrait être intéressant aussi de tester au niveau du mur Le Vau, parce que cela permet à toute une région en plus de tester. Vu les lieux choisis initialement, les agents de Napoléon, les interrégions et Denon peuvent tester ; si on en mettait aussi au mur Le Vau, ça élargirait le nombre d'agents.

Ensuite les questions relèvent plus du questionnaire en cours d'élaboration. On aurait aimé savoir qui le viserait avant diffusion et qui le dépouillerait après.

Olivier VAILLANT

Sur la première question, concernant le mur Le Vau, je laisserai Serge LEDUC répondre. Je ne suis pas sûr de maîtriser suffisamment l'ensemble des espaces du musée pour répondre sur ce point-là.

En revanche, sur la question du questionnaire. J'ai eu hier Christine VILAINE au téléphone. Ils sont en phase de finalisation du questionnaire avec le Dr HADJ-AISSA. Ils sont bien entendu preneurs de pouvoir avoir un échange avec les représentants du personnel pour voir si le questionnaire qu'ils ont élaboré convient. Ensuite il avait été convenu, dans le cadre de cette phase-là qu'ils seraient accompagnés et assistés par Alix HARROUK, pour la phase de déploiement du questionnaire et d'épluchage des questionnaires renseignés. Ils ont souhaité se faire accompagner par l'assistante de prévention de la DASV.

Elise MULLER

En fait, en termes de compétences métier, seule Alix Harrouk est dans la boucle ?

Olivier VAILLANT

Alix, sur la phase questionnaire, il y a quand même les représentants du personnel que les médecins ont bien souhaité associer à cette élaboration.

Elise MULLER

On n'aurait pas laissé passer sans un minimum de regard.

Charlotte LEMOINE

D'autres questions ?

Xavier FEMEL

Sur l'implantation des sièges « assis-debout », après c'est généralisé à l'ensemble des réseaux ? Est-ce qu'il y aura une cartographie des secteurs de travail ? Parce qu'il y a d'un côté les sièges dits normaux et les sièges « assis debout ». C'est juste pour comprendre qu'est ce qu'on fait par la suite. Il y a une réflexion sur les sièges dits normaux, ça c'est généralisé à l'ensemble de la zone muséographique, mais après l'implantation des sièges « assis debout », quelle cartographie vous envisagez sur leur implantation sur les secteurs de travail.

Anne CHERIN

Excusez-moi, je ne vais pas répondre à cette question-ci, mais à la précédente avec un tout petit temps de retard. Ce que je veux dire, c'est que les médecins ont effectivement travaillé avec Alix sur un questionnaire qui pour eux est réalisé. Je voulais vous demander comment vous vouliez qu'on revienne vers vous, parce que si on attend le prochain CH pour ça... on vous l'envoie ? D'accord. Pour savoir comment on prend votre avis.

Serge LEDUC

Je réponds à la question sur le mur Le Vau. Oui, de mon point de vue, c'est une bonne idée. Et sur la cartographie, j'avais adressé au Dr CHERIN, qui avait été chargée par la DRHDS, la liste des postes, qui avait été transmise au groupe de travail. Je vous les cite de mémoire. On va commencer par le début, donc il y a le ou les postes de travail – parfois les agents sont doublés voire triplés – à l'entrée de la file d'attente des prépayés, qui est un poste statique cour Napoléon, au début des cordons paie. Ensuite il y a, sous la pyramide, au niveau pyramide inversée le poste de contrôle des réservations des groupes, au niveau de l'entrée Carrousel. Dans les espaces muséographiques, on va commencer par Denon. Il y a le poste de travail au pied de l'entresol Denon, lorsqu'on est au rez-de-chaussée, ça ne me paraît pas nécessaire. A l'étage en revanche, la Samothrace, la question peut se poser, parce que je trouve que le poste de travail des agents n'est quand même pas confortable et ergonomique sur le petit belvédère face à la Samothrace. Ensuite, de manière aléatoire en fonction de la fréquentation, il y a la sortie du salon carré, lorsqu'on est en situation de circulation unique, au moins deux postes de travail qui sont debout. Salle de la Joconde, il y en a quatre et il y en a deux, à la sortie de la Joconde, dans la salle rouge Mollien. Lorsqu'on passe sur la région Sully, il y a effectivement le mur Le Vau. Ça peut être un ou deux postes de travail suivant l'affluence, mais dès qu'on a un peu d'affluence, ce sont forcément deux agents qui sont mobilisés. Pareil pour l'escalier Denon, c'est ce que j'avais préconisé, lorsque la fréquentation est élevée, il y a deux agents en permanence. Ensuite, il y a évidemment la salle de la Vénus de Milo où les agents sont debout contre le mur de gauche dans la salle. C'est comme ça que je les repère tout de suite quand je circule, que je leur demande comment ça va. Un poste nouveau aussi, que je n'avais pas indiqué dans ma liste, qui est celui du mur Le Vau. On s'est aperçu cet hiver pendant la semaine de fréquentation élevée, 52^e semaine et début de la première semaine, qu'il était nécessaire de placer l'escalier qui relie la crypte du sphinx aux galeries d'art grec en sens unique et qu'on ne pouvait plus se permettre d'avoir des visiteurs qui descendent cet escalier et d'autres qui le montent, le flux montant étant majoritaire, ce qui oblige à placer un agent devant l'escalier quand on est dans la

galerie d'art grec et un autre au niveau de la crypte du sphinx. Là aussi, je dirais que la question peut se poser. Enfin, je vais actualiser la liste. Sur Richelieu, c'est beaucoup moins évident. Il y a quelques jours de l'année où les appartements Napoléon III sont en sens unique de visite, mais c'est devenu extrêmement rare, donc a priori, ça ne me paraît pas nécessaire. A priori, ceci étant, si on place ces équipements dans toutes les salles, comme pour tous les équipements techniques, il y aura certainement un lot de maintenance, de manière à pourvoir les postes lorsque les appareils sont en réparation et, au besoin, on pourra, sur ce lot, pourvoir éventuellement les appartements Napoléon III. Mais, si vous le souhaitez, je peux refaire un récapitulatif complet sur la base de ce que j'ai dit, sous réserve de ce que vous connaissez aussi de votre côté.

Farida LAIDAOU

Moi, j'ai une petite question à poser. On parle de tests, de questionnaire, mais qui s'occupe de fournir des modèles de sièges à tester ? Ça n'a jamais été défini à ce jour. Donc, c'est ma question. Qui fournit les sièges ? Combien on en fournit pour les tests ? Après, on passe un marché public, quelle direction est en support ? C'est une question qui m'interpelle.

Olivier VAILLANT

Sur la question marché et sur quelle ligne budgétaire... Par contre sur la question du choix, on avait pas mal échangé dans le cadre de la réunion avec Michel ANTONPIETRI, qui était associé à cette réflexion côté DAMT. Peut-être qu'il avait d'autres contacts à activer, mais Michel a beaucoup participé...

Charlotte LEMOINE

Michel ANTONPIETRI y participe pour des raisons esthétiques mais je ne vois pas bien Michel dans les assises... A mon avis, Farida, naturellement, j'aurais tendance à me tourner vers toi mais sous réserve qu'elle ait un cahier des charges très précis.

Farida LAIDAOU

J'ai des éléments définis. Après, tu peux saisir les fournisseurs, rentrer des modèles...mais savoir qui s'en occupait et qu'on ne soit pas plusieurs personnes

Olivier VAILLANT

Michel avait surtout souhaité récupérer des éléments pour apporter des réponses à une question qui avait été posée dans le cadre de la réunion, à savoir s'il était possible de transposer les modèles de sièges « assis debout » visiteurs type banquettes qui ont été installés à certains endroits, s'il n'était pas possible d'envisager le même type de solution pour les agents. Il a apporté des réponses. C'était une question notamment des médecins. Il y avait un doute par rapport à cela. Il avait dit qu'il creuserait et il a apporté les éléments de réponse pour bien préciser que ce n'était pas possible.

Elise MULLER

Du coup j'associe en « mauvaïeté », j'en suis navrée pour la médecine de prévention, mais il est quand même navrant que des médecins de prévention qui sont en charge d'agents sur ces métiers-là posent ce type de questions. C'est une méconnaissance de postes de travail et de l'usage des choses, qui est quand même assez inquiétante.

Olivier VAILLANT

Telle qu'avait été posée la question, très honnêtement, c'était plutôt une question d'opportunité, pour voir si ce ne serait pas plus simple, sachant que les modèles existaient, étaient en place etc., sachant qu'il était bien convenu, la question étant de savoir si on pouvait avoir le même modèle de sièges « assis debout » en modèle individuel.

Elise MULLER

J'entends bien, mais en circulant un tant soit peu dans les salles, on constate qu'il est impossible d'être confortable sur ces « assis debout ».

Charlotte LEMOINE

Bon, donc je pense Farida, puisque Sophie n'a pas l'air de revendiquer le point, ça me paraîtrait plus logique que ce soit Farida qui s'en charge. Bien. On a répondu à vos questions, donc Serge tu le passes à la DRH ou tu viens le dire oralement. Très bien, on passe au tableau de suivi du CHSCT. Là, je donne la parole à Olivier VAILLANT qui a dû reprendre le tableau.

.IX Suivi des questions abordées en CHSCT (pour information)

Olivier VAILLANT

Très légèrement amélioré. Pour être tout à fait honnête, le premier objectif était surtout de pouvoir avoir de la continuité entre les premiers éléments qui vous avaient été présentés la dernière fois, en octobre, de ne pas chambouler complètement l'organisation du tableau etc. pour qu'il y ait une certaine continuité. En revanche on en parlait déjà tout à l'heure, sur le suivi des préconisations qui pourraient émaner des comptes rendus de visites etc., on peut peut-être réfléchir de manière plus globale à la manière de présenter ces points de suivi des préconisations, des suivis de l'action etc. Le premier objectif était surtout de pouvoir s'y retrouver et d'avoir une continuité avant de réfléchir à chambouler éventuellement l'organisation complète.

C'était précisé dans l'organisation du tableau, la première partie, qui est donc complètement grisée, correspond à des actions qui étaient d'ores et déjà présentées comme soldées au dernier CHSCT, mais je n'ai pas voulu les écarter a priori et considérer que c'était complètement bouclé. En revanche, les suites « nouvelles » démarrent à la page 14, où on est sur des actions en cours où peu de chose avait été engagées dans le cadre du précédent CHS, les actions qui sont bouclées et qui n'apparaissent pas en tant que telles sur le tableau présenté en juillet qui sont réalisées aujourd'hui. Vous souhaitez qu'on balaye point par point ou vous souhaitez plutôt reprendre des éléments que vous auriez en question sur des actions ?

Charlotte LEMOINE

Je pense qu'on ne va pas débiter point par point, mais page par page, on s'arrête. On commence donc page 14.

Elise MULLER

Page 10, point 7, sur les conditions climatiques. Effectivement un diagnostic a été fait, une présentation, mais ça ne signifie pas que les problèmes climatiques soient réglés. Ce n'est pas achevé, on est toujours sur de l'en-cours. Je ne demande pas qu'on ait une vision exhaustive là, tout

de suite, mais on sait que ce n'est pas du tout réglé dans l'absolu. L'autre fois, on a dû s'échapper de la salle du conseil tellement il faisait chaud.

Sophie LEMONNIER

C'est sûr que les sujets climatiques, on les suit au fil de l'eau. Ce qu'on avait mis en place, ce que je vous avais expliqué la dernière fois, l'hiver dernier, c'est qu'on avait mis en place un plan grand froid avec un suivi particulier de l'entreprise de maintenance et d'accès aux locaux techniques par les salles muséographiques, avant l'arrivée du public et des agents, donc avant 9 heures. Ce plan grand froid, on l'a réitéré cette année. Ce n'est effectivement pas parce que c'est grisé qu'on ne s'occupe plus de la climatisation dans le musée. Ça reste un sujet de préoccupation important. La résolution des problèmes techniques aussi bien en chaud l'hiver qu'en froid l'été reste une préoccupation permanente. C'est comme les sanitaires. Ça continue à rester aussi des préoccupations importantes de rondes, quand on est en très grande fréquentation à Noël, l'entreprise de maintenance a des rondes intensifiées pour pouvoir réagir très vite en cas de bouchement du réseau.

Elise MULLER

Point 8, c'est une remarque. Il y a un souci sur les plans de prévention des risques liés aux sociétés extérieures. Pour avoir suivi celui d'ANTENNA AUDIO – ce sont les audioguides – j'ai pu constater qu'on avait un vrai problème d'autocensure dans les rédacteurs des plans, notamment sur des difficultés liées aux ports de charges. Aux remarques que je pouvais faire, il m'était répondu que oui, c'est vrai, cela dépendait du Louvre, mais que ça ne serait jamais fait parce que ça relevait du projet pyramide et qu'il n'y aurait pas de budget... donc autant ne rien noter parce que ça ne serait pas fait. Il va falloir revoir les consignes sur les plans de prévention. Ce n'est pas parce que ce n'est pas suivi budgétairement ou que ce n'est pas suivi tout court, qu'il faut s'empêcher de noter des choses. Il est important d'avoir des traces. J'en profite pour réinsister sur le fait que, dans le cadre du projet pyramide, il est indispensable d'inclure les salariés des entreprises extérieures, auxquels on ne pense pas nécessairement et ce d'autant plus que visiblement, on ne peut pas s'appuyer sur les plans de prévention des risques, puisqu'ils ont été édulcorés en amont.

Charlotte LEMOINE

Sur les plans de prévention – je parle sous le contrôle de ceux qui s'y connaissent mieux que moi, que ce soit d'ailleurs l'inspecteur, les médecins ou le conseiller – on a inscrit au plan de formation de cette année une formation, à plusieurs niveaux. D'abord, une sensibilisation des directeurs, pour beaucoup, les directeurs ne savent pas ce qu'est un plan de prévention. On va modifier le circuit de signature, parce qu'actuellement l'ensemble des plans de prévention sont signés par le président-directeur, ce qui est une forme de déresponsabilisation des directeurs. Je pense qu'on fera signer les plans de prévention par les directeurs, qui, de toute façon ont la responsabilité, même s'ils ne signent pas, ils l'ont. Il y aura une formation de ce niveau-là et puis on fera une formation, plus au fond des rédacteurs des plans de prévention. On va vous présenter le plan de prévention au CT du 11 février et du coup, vous verrez tout cela. Vous pourrez apprécier et ensuite travailler avec la DRH, mais c'est au programme de cette année, parce que je crois que quand même collectivement, on n'est pas terrible. Il y a certainement plus mauvais que nous, mais il doit y avoir meilleur.

Elise MULLER

Dans ce que je décrivais, il n'y a vraiment pas de mauvaise volonté. Les gens se disent : plutôt que

de demander des choses qu'on n'aura pas, on va se concentrer sur ce qu'on peut avoir. Ça fait une première sélection, avec pour eux, l'idée que le peu qu'on note, il y a plus de chance qu'il soit fait.

Charlotte LEMOINE

On est bien conscients de ça.

Sophie BERTHOMIEUX

Ce serait bien aussi de revoir les plans de prévention, car il manque énormément de points. L'établissement évolue, mais le plan de prévention n'évolue pas, ce qui fait qu'il y a des espaces qui manquent, il y a pas mal de choses. Ce serait bien de le retravailler, le plan de prévention.

Charlotte LEMOINE

C'est noté. C'est bon pour le point 8 ?

Elise MULLER

Point 9 maintenant. Dans les mesures sur les champs électromagnétiques, les organisations syndicales avaient demandé, en CHS notamment, à ce qu'il y ait des mesures faites en présence du public. Le fait d'indiquer « mesures faites » est incomplet ; on sait très bien qu'il y en a eu avec personne dans l'établissement, mais on voulait avec la vie normale.

Sophie LEMONNIER

Ce n'était pas avec une phase ultérieure ? Parce que, comme il y a eu un retard dans le déploiement de la billetterie, est-ce que ce n'était pas lié à une prise de mesures en présence du public avec un déploiement différent des installations ?

Elise MULLER

Ça peut être une réponse. Il est écrit : « *les seuils limites d'exposition sont très largement respectés, hors public.* »

Anne CHERIN

Oui, cette question n'a pas été réactualisée mais elle a été présentée en CHSCT en 2013.

Elise MULLER

Oui, mais sans le public.

Anne CHERIN

Non, non, avec.

Charlotte LEMOINE

Il faut qu'on revoie nos copies les uns et les autres. Anne, moi je n'avais pas le souvenir qu'il y avait le public, parce que je crois que le technicien qui faisait les mesures – je ne sais pas s'il y avait Jean-Claude à ce moment-là – n'était pas chaud du tout parce qu'il disait que cela lui faisait des

interférences. Il me semblait qu'il y avait... effectivement je pense qu'on attendait que le projet billetterie se mette en place, puisqu'il y a un certain nombre d'appareils qui vont être mis en place. A vérifier. On va vérifier.

Alexandra KARDIANOU

Précision, je viens de chercher, le 13 novembre 2012, c'était un mardi. Donc c'était hors public.

Charlotte LEMOINE

Pour moi ça a été fait hors public, parce que le technicien ne voulait pas le faire avec public, de toute façon. On ne lui demandera pas forcément son avis, mais s'il constate que ses mesures sont fausses parce qu'il y a du public, ce n'est pas la peine de lui faire faire quelque chose. C'est le souvenir que j'ai. Point suivant.

Elise MULLER

Une redite sur le point 14, page 12, la question des visites CHS. Je ne reprendrai pas ce qui a été dit tout à l'heure.

Charlotte LEMOINE

D'accord. Après, on attaque la page 14, Olivier.

Olivier VAILLANT

Peut-être faire un focus sur les éléments nouvellement apportés, notamment les éléments en rouge dans le tableau, les travaux effectués pour salle de repos et sanitaires Arts de l'Islam.

Jean-Claude RHIEL

J'ai eu une information parce qu'on a eu un message, on a été interpellé. Il semblerait que les travaux sont terminés mais que les ventilos ne fonctionnent pas.

Olivier VAILLANT

Effectivement. Ensuite concernant le point 20, il restait effectivement la partie procédure accidents graves.

Serge LEDUC

Une information orale sur le point 9, concernant la situation des voleurs à la tire. J'ai participé en septembre dernier, à une réunion à la préfecture de Police, animée par le préfet, entouré de ces principaux directeurs concernés, notamment celui de la police judiciaire, qui a connu un autre destin maintenant, tous les autres, polytechniques et scientifiques, ainsi que tous les professionnels parisiens touchés par le phénomène. Les informations qu'il nous a communiquées, c'est qu'au mois de juin, la justice avait condamné 60 personnes dans le cadre de l'enquête visant ce réseau de voleurs à la tire qui sévissaient dans les lieux touristiques, dont une majorité de mineurs, et qu'au mois de septembre, le chiffre était de 200. Parallèlement, le préfet nous a également informés de l'émission d'une commission rogatoire internationale en relation avec les autorités roumaines pour saisir les biens, en Roumanie, des têtes de ce réseau, qui s'étaient fait construire des immeubles

importants et qui avaient acquis un certain nombre de biens immobiliers importants. Ce qu'on peut dire, pour l'instant, c'est que les efforts conjugués de la police, agissant sous l'autorité du juge, ont plutôt porté leurs fruits, même si, bien sûr, il faut rester vigilant, la situation peut de nouveau se dégrader. Ce n'est pas impossible. En tout cas, sur le plan des chiffres proprement dits, en novembre, nous avons enregistré 60 lettres plaintes contre 80 l'année précédente, en 2012. Il faut se rappeler qu'au plus fort de la crise, entre l'été 2012 et le printemps 2013, nous enregistrons jusqu'à 180 plaintes. Les sommes concernées étaient considérables, puisqu'on était au-delà des 80 000 euros total déclarés volés par mois. Nous sommes tombés maintenant à quelque chose comme 10 000 euros, ce qui est toujours important. Enfin, au mois de décembre, nous avons enregistré 40 lettres plaintes pour tout le mois, ce qui est le plus faible chiffre enregistré jusqu'à présent, depuis les deux dernières années. Voilà où nous en sommes. J'espère que cela continuera.

Charlotte LEMOINE

Très bien. Merci.

Alexandra KARDIANOU

Je voudrais poser deux questions. On se demandait, avec Elise, sur le point 2, est-ce que les modifications – je sais qu'il y a eu une réunion sur les modifications de l'accueil des groupes, la réservation dans le cadre du projet pyramide – est-ce que, comme vous dites, si l'architecte représentait à l'équipe le nouveau projet ? Je sais qu'il y a eu des modifications, mais je ne me souviens pas si cela a été présenté en CHSCT. A la fin, il est noté que les architectes vont présenter à l'équipe le nouveau projet. On sait qu'il y a eu une réunion, qu'ils ont trouvé des solutions qui satisfaisaient tout le monde, mais on ne se souvient pas si ça a été présenté en CHSCT.

Charlotte LEMOINE

J'ai le souvenir – ou alors je fais une confusion - que SEARCH est venu présenter au début.

Alexandra KARDIANOU

Et après, il y a eu des ajustements sur les espaces aménagés côté accueil.

Serge LEDUC

Non, ça n'a pas été présenté en CHSCT effectivement. C'est la version antérieure qui avait été présentée. La nouvelle version modifiée concernant l'accueil des groupes n'a pas fait l'objet présentation en CHSCT.

Alexandra KARDIANOU

Finalement, j'ai saisi l'occasion, mais il y a aussi une question diverse mais très importante. Dans le plan de projet pyramide, maintenant, on a appris le déménagement de la médiathèque. Si, dans le projet pyramide, on commence à déménager, à changer des espaces, à changer des places, il faut toujours réfléchir à passer par le CHSCT non seulement pour le déménagement mais comme pour le cas de la médiathèque, pour savoir qu'est-ce qu'on fait des agents et comment on articule les déménagements, mais aussi après, la suite.

Charlotte LEMOINE

Vous avez raison Alexandra. Ce que j'expliquais la semaine dernière aux collègues de la médiathèque, c'est que le projet pyramide, actuellement, il y a le comité des investissements qui se réunit le 7 février. Donc, le projet pyramide, actuellement est encore en cours de travail. On a une réunion demain en interne avec Jean-Luc MARTINEZ sur le sujet. C'est ce que j'avais dit aux collègues de la médiathèque, le déménagement de la médiathèque est probable, mais il n'est pas arrêté. On ne peut pas communiquer sur des choses qui ne sont pas définitives. S'il y a fermeture de la médiathèque ce que j'ai dit aux collègues, ce n'est pas liée à la réorganisation, mais simplement il y a une multitude de choses qui va se passer sous pyramide, puisque pour faire les travaux, on déménage le coin, donc à un moment donné, il y a une forte probabilité que la médiathèque soit fermée. On n'a pas pu communiquer en CHSCT sur ce point, parce que ce n'est pas complètement stabilisé. On a cette réunion demain, et on attend. D'ailleurs, j'ai pris l'engagement avec les collègues de la médiathèque de leur faire un retour dès que je pourrai leur en faire un.

Alexandra KARDIANOU

Oui, justement Catherine MALLEGOL pensait intervenir sur ce point. Justement c'est le moment de par le du projet pyramide, car si on commence à mener des actions telles que déménager, vider, déplacer les gens, il faut réfléchir dans un calendrier CHSCT

Le passage sera présenté, sauf qu'il n'est pas arrêté. Vous avez raison de poser la question.

Alexandra KARDIANOU

Oui, ça va très vite après, et on se retrouve sans validation et avec des agents qui disent, mais moi, pendant un an, deux ans, trois ans, qu'est-ce que je vais faire. Quel sera mon poste de travail ? Pour ne pas parler seulement des locaux. Ceux qui vont venir, comment ils vont être installés et ceux qui vont vider les lieux, qu'est-ce qu'ils vont faire dans leur vie ? Catherine interviendra de toute façon, elle est la première concernée.

Charlotte LEMOINE

On va effectivement regarder. Dès que j'ai une information sûre, on verra comment on s'organise. Soit c'est suffisant, on descend en CHSCT de mars, soit si c'est nécessaire, on fera un CHSCT exceptionnel.

Alexandra KARDIANOU

Ensuite pour le point 7, la salle de repos, sanitaires arts de l'Islam, je n'ai pas vraiment saisi de quelle salle il s'agissait ? La salle « Café Denon » ? Alors les travaux sont effectués. Est-ce que la salle est ouverte ?

Jean-Claude RHIEL

C'est ce que je disais tout à l'heure, on a fini les travaux et on a découvert sur la fin que les ventiloconvecteurs, qu'on avait testés avant, ne fonctionnaient pas. Ils sont en réparation.

Alexandra KARDIANOU

D'accord. Et il y a un calendrier ?

Jean-Claude RHIEL

Ça ne devrait pas être long mais...

Elise MULLER

On a une question sur ce point-là. Nous souhaitons que ce soit ouvert sur l'extérieur. Le café Denon était d'ailleurs ouvert sur l'extérieur.

Alexandra KARDIANOU

Ce n'est pas ouvert ?

Elise MULLER

Non, apparemment ce n'est pas prévu.

Serge LEDUC

Je vais répondre effectivement puisque pour le coup, c'est vraiment de ma faute, si je puis dire. Lorsqu'on est dans cette salle de repos, il n'y a qu'une seule issue de secours qui est la porte d'entrée principale. Lorsqu'on est à l'extérieur cette porte s'ouvre avec un lecteur de badge. Lorsqu'on est à l'intérieur, elle s'ouvre simplement par la poussée sur la barre antipanique, ce qui veut dire, que lorsqu'on est à l'intérieur de cette espace, on peut toujours, quelle que soit l'heure, entrer dans la zone muséographique Denon. Cette zone est particulière, puisque c'est la seule aile du palais qu'on peut traverser de haut en bas et de long en large sans jamais rencontrer de porte, à l'exception des petits cabinets italiens et espagnols dans l'aile de Flore et dans la galerie d'Apollon. Donc, tous les chefs-d'œuvre de l'aile Denon sont accessibles potentiellement, 24 heures sur 24, depuis cette pièce, dès lors qu'on est à l'intérieur. C'était un des problèmes qu'il fallait résoudre : comment faire pour protéger la zone muséographique une fois que la surveillance n'y est plus. La seule solution pour une intrusion potentielle qui viendrait de la cour Le Fuel, par des personnes étrangères au service, ou même qui en ferait partie, mais qui peuvent arriver à la cour Le Fuel. On sait le nombre de personnes qui ont accès aux bureaux de la cour Le Fuel, que ce soient les gens qui travaillent, mais également les gens invités de l'extérieur à venir y travailler, peuvent accéder à la cour Le Fuel. On sait d'ailleurs qu'il y a deux zones de coin fumeurs dans cette zone. C'est pour empêcher l'intrusion potentielle en zone muséographique, quand la surveillance de jour n'y est plus que ces portes n'ont pas été ouvertes. Il y a une autre solution qui consisterait à fermer les accès qui donnent sur la cour Le Fuel, là c'est une négociation à avoir avec les gens qui travaillent dans les bureaux, qui permettrait d'ouvrir ces portes-là de la salle de repos Mollien.

Alexandra KARDIANOU

Si on installe un système de badgage comme sur l'autre porte. Si c'est une salle de repos pour les agents surveillants, l'accès des badges ne peut être configuré que pour les agents de surveillance ?

Serge LEDUC

On peut regarder comment on peut équiper cette porte d'un verrou. Il faut l'étudier.

Elise MULLER

C'est vrai, il faut reconnaître, c'est particulièrement frustrant de ne pas pouvoir aller dans le jardinet alors qu'on a le nez dessus.

Jean-Claude RHIEL

Normalement, c'est temporaire aussi.

Olivier VAILLANT

On repasse au point 20 de la page 15, sur les procédures AT. Il restait sur la dernière présentation à finaliser la procédure AT grave qui a donc été présentée au CHSCT du 8 octobre avec avis favorable. L'ensemble du dispositif est en place et a été présenté en CHS. Il y avait un petit complément par rapport à l'aménagement des locaux du service médical avec la création d'un nouveau niveau et une réorganisation du service en attente.

Anne CHERIN

Les travaux ne sont pas commencés.

Olivier VAILLANT

D'accord.

Charlotte LEMOINE

Après, on attaque les actions en cours. Pareil, je vous propose d'intervenir sur les points où vous avez des remarques.

Elise MULLER

Sur le point 1, c'est juste pour signaler que le point en cours depuis 2005, ça commence à faire long.

Olivier VAILLANT

Je voulais juste apporter un petit complément sur l'action 3, sur les mesures d'empoussièrement. On ajoutera dans le point de suivi la nécessité de voir une nouvelle programmation de mesures. Il y avait l'historique des mesures réalisées etc., il n'en demeure pas moins nécessaire, comme sur tous les éléments de métrologie, qu'il y ait des mesures périodiques. Donc, ce sera ajouté à la suite de ces éléments.

Sophie BERTHOMIEUX

Juste rajouter en page 17, si on pouvait, parce qu'il y a eu un rapport fait sur les mesures d'empoussièrement le 16 janvier 2013, si les représentants du CHSCT pouvaient avoir ce rapport.

Sophie LEMONNIER

Sur l'historique il y a des mesures, sur encadrement dorure, il y a un rapport assez récent, de la semaine dernière, qui concerne l'atelier d'installation... Il y a des mesures en train de réalisation,...

Elise MULLER

Une question sur le point 6, sur les lunettes : combien d'agents en avaient fait la demande au final ?

Farida LAIDAOUI (Directrice adjointe)

Je dirais plus d'une centaine, à la louche. Ça a commencé en juin et ça s'est terminé en octobre. Il doit y avoir encore deux, trois personnes qui, à ce jour, n'ont pas été dotées. Donc, gros succès sur ces lunettes. N'est-ce pas ?

Charlotte LEMOINE

C'est quand même un bel aboutissement. Ça a marché.

Elise MULLER

Comme quoi, il y avait un vrai besoin.

Elise MULLER

Sur le point 10, le choix par chaque agent du dispositif de protection souhaité, casque ou bouchon moulé : quelle est la date de dotation ?

Olivier VAILLANT

Ce que vous souhaitez qu'on vous transmette - pour pouvoir le noter - c'est le rapport entre le nombre de protection bouchons demandés et les casques de protection ?

Elise MULLER

En fait, c'était sur une question de programmation.

Olivier VAILLANT

D'accord.

Charlotte LEMOINE

La date de mise en œuvre, c'est quand ? Cela nous amène à l'été ?

Sophie LEMONNIER

Les dates dépendent surtout des fournisseurs qui ont des empreintes à prendre. Je ne sais pas combien de temps ça dure mais on devrait l'avoir en mai-juin.

Elise MULLER

Sur le point 11, le guide à l'usage des agents victimes d'une agression : quand aura lieu la livraison ?

Olivier VAILLANT

Je sais que c'est imminent. Alors, c'est Nathalie DURKHEIM qui suit ça de plus près.

Anne CHERIN

Ils sont imprimés.

Serge LEDUC

Le travail sur le mode de distribution, à l'exception de quelques services (...), l'essentiel sera distribué à tous les agents de tous les services du BCTO.

Elise MULLER

Il faut prévoir un stock pour les nouveaux recrutés – contractuels et titulaires.

Jean-Luc ROUSSEAU

Quand toute la phase de réorganisation sera faite, ce qui a été convenu c'est qu'on le fasse quand même en amont pour que les agents l'aient rapidement et ensuite on les rééditera dès que les choses seront stabilisées.

Charlotte LEMOINE

Donc, on est à la page 21.

Alexandra KARDIANOU

On aura un document pour le point 12. On aura un dossier ? Je sais que c'est en cours, pour les lieux de restauration.

Farida LAIDAOU

On a fait une dernière réunion en groupe de travail au mois de décembre. Et là, on a finalisé la méthodologie. Vous devriez avoir un dossier finalisé par le groupe courant janvier, pour pouvoir en discuter en CHSCT avec des pistes d'actions, propositions.

Elise MULLER

Sur le point 16, page 22, il y a plusieurs choses. Tout d'abord, « les voies d'améliorations possibles visées par un stagiaire master 2 en sécurité industrielle ». Je rappelle qu'un stagiaire est là en formation, pas pour faire un travail. Or il se trouve que c'est un travail de travailler sur ces questions d'amélioration possibles.

Charlotte LEMOINE

En master 2, quand même, on n'est pas en 3^e, le travail qu'on fait commence déjà à être un peu élaboré. C'est un apprentissage par le travail. Pardon, mais la formation ce n'est pas exclusivement être passif sur le terrain.

Elise MULLER

Alors, je vais le dire autrement, ce n'est pas acceptable pour les représentants syndicaux que nous sommes de voir écrit... Non, je trouve très bien que cela soit présenté comme cela, parce que, pour une fois, il est dit que ce sont des stagiaires qui font le boulot que vous pourriez donner à des contractuels ou à des titulaires !

Serge LEDUC

Une petite précision technique, ensuite je répondrai sur le fond de votre intervention, ce qui n'apparaît pas à la lecture de l'observation, c'est que son travail a porté uniquement sur les zones accessibles au public. Enfin sur le fond, j'ai été invité par l'enseignant qui dirigeait cette étudiante à assister à sa soutenance de master. C'est très impressionnant, pour ceux qui ne connaissent pas cet exercice, puisque l'étudiant est seul face non seulement à une série d'enseignants qui l'ont encadré tout au long de ses années d'études, mais également face au public, puisque ces soutenances sont publiques. A l'issue de sa présentation, elle a reçu les félicitations unanimes du jury, ce qui veut dire que le travail qu'elle avait réalisé s'inscrivait bien dans le cadre pédagogique de ses études.

Elise MULLER

Qu'elle soit brillante n'enlève rien au fait qu'on utilise ses compétences à pas cher.

Charlotte LEMOINE

C'est du gagnant-gagnant.

Elise MULLER

Le Louvre est très gagnant, en termes de temps de travail sur les stagiaires. Sinon, sur le même point, il y a un petit mélange, entre le risque incendie, qui est un risque avéré, et la demande d'adaptation du message sonore dans les salles quand il y a des modifications des horaires. Le problème n'est pas sur le risque incendie, il porte sur le risque agression en l'occurrence.

Olivier VAILLANT

Je suis d'accord avec vous. La difficulté était sur le découpage, en fait ce point sur l'adaptation du message sonore apparaissait ici, puisque ce sont des éléments récupérés, puisque l'objet de la demande faisait référence au plan d'action de la DASV. Cela intégrait le risque incendie mais d'autres éléments. Ce n'était pas une question qui portait sur le risque incendie, mais effectivement, je pense que cela pourrait être intéressant de dissocier les problématiques et de les distinguer les unes des autres.

Elise MULLER

Nous étions en effet intervenus à cette occasion. Sinon, nous ne comprenons pas ce que veut dire « les modules de formation spécifiques ». Et concernant l'organisation humaine qui reste à finaliser, c'est-à-dire la désignation des responsables d'évacuation : on ne comprend pas quel est niveau de responsabilité. Pour la question des chargés d'évacuation, c'est toujours la même chose, les problématiques dans les espaces avec du public sont très spécifiques et ce ne sont jamais les mêmes personnes qui travaillent au même endroit au même moment en raison de l'organisation du travail.

Olivier VAILLANT

Pour la question des modules de formation spécifiques à chaque zone d'alarme et de l'organisation humaine, on est bien sur la partie code du travail. C'est la démarche à mener pour formaliser une organisation, la mettre en place et organiser les exercices dans les zones code du travail.

Charlotte LEMOINE

Serge, tu veux apporter des précisions sur le choix des responsables d'évacuation ? Parce que ça a

été bien réfléchi.

Serge LEDUC

Pour les zones code du travail, qui pour la DAP sont principalement Mollien, les locaux sociaux et les zones de bureaux, de PC, les zones les plus problématiques sont celles de Mollien et des locaux sociaux. Pour ce qui concerne Mollien, les responsables d'évacuation seront les cadres B qui seront de service par roulement chaque jour, y compris les weekends et qui en semaine seront en quelque sorte les suppléants du responsable désigné de la zone pour l'instant qui est le directeur de l'ex-DFJ – je ne me rappelle plus du nom de sa direction actuelle. Tout ceci devrait être appelé à changer en fonction de la manière dont seront occupés les locaux de la rue Sainte Anne. Pour ce qui concerne les locaux sociaux, les responsables d'évacuation, qui doivent toujours être présents sur la zone – c'est ce que m'indiquait le chef du SPSI, seront les agents en service au BCTO. Ce ne peut être qu'eux, ils sont là tout le temps, y compris en nocturne. A partir de là, les EPI ne sont pas des volontaires dans notre système, ce seront des gens qui seront désignés. Il y aura un agent d'intervention de Napoléon qui sera appelé et également un voire les deux agents qui sont au PC Napoléon. Le responsable d'évacuation participera avec eux aussi à l'évacuation qui est un peu complexe dans cette zone, puisqu'on a deux niveaux avec des circuits d'évacuation différents. La partie ouest de la zone, aussi bien en sous-sol aux niveaux moins 1 et moins 2 doit sortir par des trappes qui débouchent sur la cour Napoléon et les occupants de la partie est, sous-sol et moins 1 doivent sortir par l'escalier de secours qui mène à l'oratoire. Ils doivent d'abord réaliser une partie de l'évacuation avant de se lancer dans l'autre partie. On a repéré cela avec les acteurs concernés, y compris les agents de Napoléon et du BCTO. C'est l'organisation qu'on va mettre en place, mais pour l'instant, je n'ai pas encore eu le temps de le formaliser.

Elise MULLER

Du coup, cela s'éclaire, parce que ça ne voulait rien dire du tout pour la muséo !

Charlotte LEMOINE

Voilà pour le point 16. Ensuite ?

Alexandra KARDIANOU

Question ou remarque sur le point 17. Ça me dérange parce que c'est toujours les questions AGER. Cette histoire de fenêtre – je ne sais pas si vous êtes au courant – il y a eu pas mal de hauts et de bas. Plus de bas que de hauts parce qu'une fois que la fenêtre superbe qui a nécessité du travail, faite en bois, peinte, décapée, repeinte alors qu'elle ne devait pas être peinte. Alors maintenant, elle est à moitié... Si, si, parce que finalement, cette fenêtre a été faite en bois, chêne, et tout le monde voulait qu'elle reste comme ça. Or, un jour, quelqu'un est arrivé et a commencé à peindre le tour et a aussi peint la fenêtre avec un mur, en blanc. Catastrophe. On a dit « ça ne peut pas marcher, ce n'est pas beau, ce n'est pas fait pour ». Si c'était du pin, à la limite oui mais avec du bois cher comme ça, comme me l'a fait remarquer un ex-collègue, ça ne peut pas. Alors, ils sont revenus, ils l'ont décapée mais ils l'ont repeint avec du marron, dans la foulée. Cherchez l'erreur. C'était toujours AMB, de toute façon... Donc, là-dessus, on est remonté au créneau et de toute façon maintenant, la personne n'est plus là alors ce n'est pas la peine de parler des absents. Il a eu tort mais il aura toujours tort. Mais ce n'est pas le seul à payer. Maintenant, ils ont dit que oui c'est vrai, ça ne devrait pas être peint en marron, cette fenêtre devrait rester nature, avec une jolie couleur. Mais maintenant, le bois est abîmé. Tout ce qu'on peut faire c'est venir le décaper avec de l'eau de

javel. Je ne sais pas si ça fait quelque chose. Ceci étant dit, c'est pour vous rappeler que les autres fenêtres ne sont pas encore installées mais c'est une demande depuis plusieurs années. Ce serait bien qu'elles restent en bois naturel comme la première qui était très bien, les collègues n'avaient rien demandé.

Jean-Claude RHIEL

Je pense qu'il y a eu un télescopage avec un autre chantier qui était la remise en état des locaux suite à des fissures qui sont apparues.

Alexandra KARDIANOU

Personne n'est intervenu pour les fissures sur les murs.

Jean-Claude RHIEL

Si.

Alexandra KARDIANOU

Oh non. C'est mon bureau alors... Il n'y a pas eu de travaux, à aucun niveau, les fissures sont toujours là avec leurs petits papiers de mesure.

Jean-Claude RHIEL

Il n'était pas prévu de peindre cette pièce. Les nouvelles fenêtres ne seront pas peintes.

Alexandra KARDIANOU

Ce n'était pas prévu. Alors, la deuxième question subsidiaire c'est quand même – là je vois qu'on est en attente d'un conducteur d'opération – je crois qu'il y a quelqu'un déjà ?

Jean-Claude RHIEL

Un conducteur de travaux. Non. On en avait recruté un l'année dernière, il est déjà reparti. On est en train de recruter, on a des entretiens avec les nouveaux collègues pour monter un petit marché. On en a fait une, il faut en faire une. Si on doit en faire plusieurs, on doit répartir parce que le montant des travaux dépasse du cadre de la commande simple.

Alexandra KARDIANOU

Oui, c'est une question de budget. Voilà, c'était histoire de réactualiser le point 17.

Charlotte LEMOINE

Merci. Points suivants ?

Elise MULLER

Nous avons juste une remarque sur le point 23. Il y a eu plusieurs alertes de lancées en CHS sur les PC jour. Puisque dans les nouvelles feuilles de route, il est question de RPS et que la deuxième phase de la réorganisation va bientôt intervenir, nous demandons que les alertes lancées soient bien

prises en compte dans le cadre de la réorganisation et des feuilles de route – si vous comptez procéder par feuilles de route sur les sous-directions et compagnie. Nous restons attentifs et ça peut être une opportunité de remettre les choses d'équerre.

Yann ROGIER

Je voudrais savoir dans quelles conditions les préconisations figurant à la fin des rapports de visites des délégations seraient transformées en plans d'action. Est-ce que je peux les retrouver dans le tableau ?

Olivier VAILLANT

On en a parlé tout à l'heure. Il faut encore qu'on en discute un peu. De toute façon, on formalisera les préconisations issues des rapports de visite. Après voir dans quel cadre elles interviennent. Est-ce qu'on les met à la suite par exemple de la demande de visite ? Est-ce qu'on vient y intercaler l'ensemble des préconisations du tableau ? Est-ce qu'il y a un tableau plus spécifique et plus exhaustif qui définisse plus le fonctionnement qui convienne à tout le monde ? Mais de toute façon – on l'a vu tout à l'heure -, il est question d'intégrer ces préconisations-là. Vous souhaitez plutôt intégrer le tableau comme ça ?

Elise MULLER

Pas nécessairement. Nous y réfléchissons car il peut aussi y avoir un intérêt à avoir un focus spécial sur les visites.

Charlotte LEMOINE

Faites déjà le tableau et puis...

Xavier FEMEL

L'intérêt que les préconisations soient intégrées dans le relevé de décisions, même si ça devient un relevé de préconisations par la suite, c'est qu'au moins on n'a pas à attendre le prochain CHSCT pour avoir le document. On a plus rapidement le relevé de décisions à l'heure actuelle que... Et ça c'est ce qui tendrait à l'intégration des préconisations dans le relevé de décisions. En termes de réactivité, même si le relevé de décisions ou de préconisations n'est pas parfait, on ne va pas s'en arrêter là.

Yann ROGIER

C'est bien le CHSCT qui a vocation à se prononcer sur les préconisations. Ce n'est pas la délégation. La délégation n'est pas composée d'une instance représentative.

Charlotte LEMOINE

Donc on a bien noté que vous le vouliez d'abord dans le rapport de visite et ensuite...

Maurice N'GUYEN

Dans le cadre des actions en cours, je suis étonné qu'on ne trouve pas ce qu'on avait demandé concernant les dossiers techniques amiante. Vous savez qu'il y avait eu un débat sur ce sujet et la

direction s'était engagée, suite aux rapports de Monsieur ROGIER justement, puisque vous savez que la réglementation a changé, qu'on ne fait plus la distinction entre amiante liée et amiante friable. Il y avait un nouveau repérage des différents locaux concernés. Le Louvre s'était engagé à faire cela, à en faire aussi bien sur les contrôles réguliers, à mettre à jour le dossier technique amiante et aussi à photographier les zones concernées. Je ne le retrouve pas dans le suivi.

Charlotte LEMOINE

Vous avez raison Monsieur N'GUYEN. Il faut le rajouter.

.X Questions diverses

Charlotte LEMOINE

C'est bon sur le tableau de suivi ? Très bien. On passe aux questions diverses. Madame MALLEGOL.

Catherine MALLEGOL

Lors de la précédente réunion dans le cadre du projet pyramide, que nous avons eue mercredi dernier, où on nous expliquait que la médiathèque serait impactée par les travaux qui auraient lieu sous la pyramide, pour mettre à la place de la médiathèque des bureaux, dans un espace de 160 mètres carrés. La question aujourd'hui qu'on se pose, moi et mes collègues, est de savoir qu'est-ce qu'on va devenir et surtout si les travaux durent deux ans, qu'est qu'on va faire pendant ces deux ans. D'autant plus que les personnes qui viennent à la médiathèque sont quand même des visiteurs. C'est un service qu'on leur rend gratuitement, ainsi qu'aux agents des salles. Nous avons une augmentation constante depuis le mois de septembre 2013, à raison de 400 personnes par mois. Ça ne paraît peut-être pas beaucoup mais pour nous, étant donné que notre médiathèque ne contient que 18 places, c'est quand même pas mal. Il y a beaucoup d'interrogations. On ne veut pas non plus s'accrocher à notre petit service, comme il nous a été souvent reproché, parce que ce qu'on rend, c'est un service aux visiteurs. On leur donne de l'information, que ce soit téléphoniquement ou de la documentation. On contribue aux inscriptions dans les ateliers. On fait aussi des prêts, ils ne viennent pas juste pour consulter et pour trouver un petit coin bien chaud, comme on nous l'a souvent reproché, ils viennent surtout aussi pour avoir de la documentation, afin de faire leur visite avec des étudiants, des élèves, des professeurs. Il y a aussi les conservateurs et les conférenciers, qui viennent aussi à la médiathèque pour avoir de la documentation au vu de leurs visites. Moi, je suis inquiète. Je ne vous le cache pas. Pas que je veuille conserver mon pré carré, mais je me demande comment on peut faire pour mettre des bureaux dans 160 mètres carrés et surtout la finalité de tout cela : qu'est-ce qu'on va devenir ?

Charlotte LEMOINE

Je comprends votre inquiétude. Nous avons eu une réunion ce n'était pas une réunion sur le projet pyramide, c'était une réunion dans le cadre de la réorganisation avec un point sur ce qu'on a fait. C'était une première réunion pour la mise en place avec les responsables, pour leur signifier que vous allez avoir des réunions de service toutes les semaines, que ce sera Monsieur MATHIEU qui piloterait ces réunions. Voilà, ce n'était pas du tout dans le cadre du projet pyramide. Je redis ce que j'ai dit tout à l'heure, si on a à discuter du projet pyramide, on n'en discutera pas avec un

service, que ce soit la médiathèque ou un autres, mais on en discutera avec le CHSCT. Comme je vous l'ai dit la semaine dernière, on ne peut pas communiquer sur quelque chose qui n'est pas encore communicable, puisque ce n'est pas stabilisé. J'avais une option la semaine dernière qui était de ne rien vous dire. Croyez bien que je me suis posé la question : est-ce que je leur dis et que je les inquiète ou est-ce que je ne leur dis rien et je les mettrai quasiment devant le fait accompli ? J'ai fait le choix délibéré de vous dire que c'était une des choses possibles.

Catherine MALLEGOL

Mais ça fait déjà un mois qu'on le sait.

Charlotte LEMOINE

Ce que je veux dire par là, il se trouve que je parlais avec vous, agent de la médiathèque, mais il y a d'autres agents. Il y a tous les agents de la librairie de la RMN qui vont se trouver dans la même situation, il y a les agents de la direction de l'accueil du public qui vont voir leurs bureaux fermés et déplacés, donc qui vont avoir leurs conditions de travail fondamentalement modifiées, voire dégradées pendant quelque temps. On n'a pas une baguette de fée. Il y a d'énormes travaux qui vont être faits, avec maintien de l'ouverture au public – et vous savez pourquoi – il ne faut quand même pas rêver, c'est le prix à payer pour une amélioration de nos conditions de travail. Il se trouve que nous avons effleuré le sujet avec la médiathèque la semaine dernière, mais ce n'était pas l'objet de la réunion. L'objet était de vous dire dans quelles conditions vous pourriez intégrer et que pourrait devenir la médiathèque, dans le cadre de cette nouvelle direction. Je vous ai expliqué que dans le cadre de la fermeture et du redéploiement de la bibliothèque centrale, la volonté de Jean-Luc MARTINEZ était de créer une bibliothèque qui soit à la fois – mais ça il vous l'expliquera mieux que moi, puisque c'est lui qui viendra présider le CHSCT et le CT du mois de février – ouverte aux chercheurs, puisque vous savez qu'il veut ouvrir un centre de recherches qui sera discuté ici, qui sera ouvert sur le palais et ses collections, probablement avec une salle particulière aux chercheurs, et avec une salle ouverte au public. Ce qui a été confié à Brice MATHIEU et dont on a commencé à discuter avec vous, c'est déjà de bien préciser l'inventaire qui, d'après ce que vous m'avez dit, existe, donc je ne suis pas très inquiète, puisqu'il y a une extension vers le magasin d'habillement que, moi, je ne connaissais pas. Ceci dit, je ne suis pas au musée depuis très longtemps, donc je n'ai pas prétention à avoir...

Catherine MALLEGOL

Est-ce que vous connaissez la médiathèque, Madame LEMOINE ?

Charlotte LEMOINE

La médiathèque oui. Je suis venue une fois.

Catherine MALLEGOL

Donc, je ne vois pas pourquoi cela impacte les travaux qui vont avoir lieu sous pyramide. La configuration de la médiathèque n'a rien à voir avec la pyramide.

Charlotte LEMOINE

Non mais, Madame, c'est ce que je vous expliquais, s'il y avait fermeture de la médiathèque, c'est bien parce qu'il y a des bureaux sous pyramide qui vont être en démolition et détruits et qu'il faut

bien mettre les agents qui sont dans les bureaux quelque part. Les agents qui sont dans ces bureaux sont ceux qui font que le musée ouvre et ferme. Entre des agents et une médiathèque qui sont certes utiles, et dont on reconnaît tout à fait la valeur ajoutée et la qualité du travail et ceux qui permettent l'ouverture et la fermeture du musée, qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Comme on est sur des travaux, on n'a pas le choix. Je suis très mal placée pour vous expliquer ça. On vous l'expliquera et on fera venir les architectes et les programmistes pour vous l'expliquer. Moi, je n'y connais pas grand-chose. Je suis au courant et je vous dis ce qu'il en est. Effectivement, j'aurais pu ne rien vous dire la semaine dernière, mais je ne trouvais pas cela honnête. Dans la mesure où c'est dans les circuits, c'est dans les circuits, je vous l'ai dit. Après, tout le travail qu'il va falloir faire, c'est la préparation de l'après, mais vous avez une vraie question, Madame MALLEGOL, je ne méprise pas du tout ce que vous nous dites. C'est une vraie question qu'on va aborder avec vous, avec l'équipe, avec les représentants du personnel, s'ils souhaitent vous représenter – vous en faites partie d'ailleurs – mais on ne peut pas aborder la question aujourd'hui plus au fond, puisqu'on n'a pas l'information. Les architectes n'ont pas remis leur copie. Il n'y a pas de mystère, il faut savoir que toute la zone sous pyramide va être bouleversée, que ce soit du côté de la RMN, que ce soit la poste, le Starbucks. Tout est bouleversé, on ne peut pas faire de travaux comme cela en faisant en sorte que les gens restent dans leur lieu de travail. Ce n'est pas possible.

Catherine MALLEGOL

Les ateliers aussi ?

Charlotte LEMOINE

Non, je ne pense pas les ateliers, pas à ma connaissance. Les ateliers, ce n'est pas impossible qu'il y en ait un ou deux qui soit mis en cause. Je pense qu'on va pouvoir vous en parler assez rapidement, mais pour le moment, nous n'avons pas l'information stabilisée. Je parle sous le contrôle de Sophie LEMONNIER, qui a l'ex-DMO dans son escarcelle. Ce sont des travaux en cours avec les architectes. Normalement ça devrait se préciser très vite puisque les travaux devraient se commencer à la rentrée, et, si j'ai bien compris, il y a une préparation des travaux, qui fait qu'il y a une phase de préparation dès juillet, si on continue avec le calendrier qu'on avait arrêté. Je comprends votre inquiétude, l'autre jour je vous l'ai dit. Monsieur MATHIEU est là pour vous entendre. On vous a demandé de nous préparer, puisque vous êtes une petite équipe, vous avez la capacité de le faire, déjà un peu l'état des lieux de vos activités, de l'inventaire. C'est une vraie question que vous posez, mais elle n'est pas stabilisée, mais ne rêvons pas, vous ne serez pas les seuls à avoir des perturbations dans votre activité. On ne peut pas faire autrement. L'idée est de travailler au plus près de vous pour que vous y trouviez votre compte dans cette période-là. Sachez en tout cas, il y a de la part du président un vrai projet pour cette direction, dans lequel le personnel de la médiathèque a sa place. On n'est pas du tout dans une option fermeture, mais le contexte fait qu'on passe par cette case-là. C'est seulement un passage, si on doit y passer.

Catherine MALLEGOL

Nous continuons à faire des prêts. En plus, on fait encore des acquisitions, si elle doit fermer incessamment sous peu, je ne vois pas l'intérêt.

Charlotte LEMOINE

Pour gagner du temps, si on arrive vers cette solution-là, faire un état des lieux des problèmes, puisque vous m'avez dit que vous avez pris aussi des engagements – je ne sais pas de quelle nature

– cette année. Donc, bien faire un état des lieux de tous les problèmes et de toutes les questions que vous vous posez, de façon à ce qu'on puisse avancer vite sur la question si la décision est prise. Autre question diverse, Monsieur RUELLAN.

Jean-Louis RUELLAN

Lorsqu'on se déplace pour des interventions dans les salles, on prend des permis de feu, ce qui est logique. Le seul souci qu'on a, c'est le poids des extincteurs. Cinq kilos, pour nous, c'est lourd. On voudrait savoir s'il y a une possibilité qu'on allège ou qu'on modifie le poids de ces extincteurs. Parce que ça fait quand même cinq kilos, plus les sacs d'outillages, ça fait lourd.

Charlotte LEMOINE

On va s'adresser à notre collègue. Franchement, les extincteurs, je suis en limite de compétences.

Rémi LIGER

Les extincteurs, c'est une procédure.

Jean-Louis RUELLAN

Il n'y a pas de solution ? On est obligé de se promener avec nos extincteurs de cinq kilos sur le dos ?

Rémi LIGER

Il faut regarder ce qui existe sur le marché. Mais il y a une règle qui a été mise en place.

Charlotte LEMOINE

Mais vous n'avez pas – on pose des questions bêtes – de système de chariots ?

Jean-Louis RUELLAN

On n'a pas de chariot ? Vous savez, avec les escaliers, les chariots ce n'est pas évident.

Rémi LIGER

Après, il y a des extincteurs sur roues. C'est 50 kilos.

Jean-Louis RUELLAN

Je vous demande d'alléger, je ne vous demande pas de... Je comprends mais c'était juste une question parce que la sacoche d'outillage plus l'extincteur, ça fait lourd. Ça fait presque dix kilos sur le dos.

Rémi LIGER

C'est bien parce qu'au moins, vous le prenez. Ce n'est pas le cas de tout le monde.

Charlotte LEMOINE

Ne leur donnez pas de mauvaises idées.

Jean-Louis RUELLAN

Ce n'est pas question de ça. On doit être en règle, on doit être en règle. Mais est-ce qu'il y a possibilité d'avoir un extincteur plus petit ?

Rémi LIGER

Non.

Jean-Louis RUELLAN

Parce que parfois on part pour même percer un mur, ça fait de la poussière, on nous fait un permis de feu et là on emmène l'extincteur. Et là, c'est quand même embêtant, pour mettre des chevilles dans un mur.

Rémi LIGER

On fait un rappel sur la procédure et on rappelle à nos gradés pour les cas où, vraiment, il faut être pointilleux et d'autres cas où on leur demande de ne pas imposer des choses qui n'ont pas...

Jean-Louis RUELLAN

Surtout pour aller mettre des chevilles dans un mur. Permis de feu pourquoi pas mais bon...

Charlotte LEMOINE

Si je comprends bien, parfois on leur fait prendre l'extincteur quand il n'y a pas besoin de le prendre. C'est ça, ce que vous êtes en train de dire ?

Jean-Louis RUELLAN

Si on va faire de la soudure, là je suis d'accord, c'est normal. La soudure, ça fait des étincelles, ou une tronçonneuse, là il faut l'extincteur mais parfois pour aller percer dans un mur ou mettre des chevilles, on pourrait peut-être modifier certaines règles ? Bien sûr avec vos accords.

Rémi LIGER

En tout cas, le permis de feu ne sera pas modifié. On va demander, maintenant peut-être que le major va dire le contraire du capitaine. Maintenant, on vous dit la même chose mais on gardera ce qu'on a mis en place là. Vous porterez toujours votre petit extincteur.

Charlotte LEMOINE

Monsieur RUELLAN, chez les sapeurs-pompiers, vous voyez, il y a de l'ordre. Vous ne discutez pas, vous portez votre extincteur.

Jean-Louis RUELLAN

On veut être dans l'ordre aussi. Mais...C'est juste que quand on perce un mur, c'est dommage d'avoir un extincteur de cinq kilos.

Charlotte LEMOINE

Je prends note.

Jean-Louis RUELLAN

Et bien merci.

Alexandra KARDIANOU

J'ai trois questions. Ma première question n'est pas vraiment une question diverse. C'est une remarque. C'est dommage que Nathalie DURKHEIM ne soit pas là, parce que ça concerne le travail qu'on est censé commencer à partir du 30 janvier sur le harcèlement. J'ai plusieurs fois exprimé notre point de vue à Nathalie DURKHEIM. En tant que CGT, on ne voit pas – après on était sur la même longueur d'ondes avec Alexandre et Elise – le groupe agression, dans sa configuration actuelle, continuer à travailler sur le harcèlement moral et sexuel pour plusieurs raisons. On ne va pas les dire maintenant. Finalement, on pense que c'est un autre groupe, une autre série de réunions qui commencent, qui dépendent à 100 % du CHSCT et que ça ne peut marcher que dans le cadre CHSCT stricto sensu, que les gens du CHSCT du côté du personnel et du côté de la direction : le pôle médecins de prévention, psychologue, peut-être assistantes sociales, mais vraiment on a exclu – et j'ai été catégorique aussi lors de notre réunion avec le représentant du cabinet ESTA où il voulait amener les conservateurs. Ne me demandez pas de faire une réunion sur le harcèlement moral et sexuel avec des conservateurs, des directeurs, des chefs de services, ça ne marchera pas. On était tous d'accord. Je ne fais que ce dont j'étais mandatée à dire Maintenant officiellement au CHSCT, je réitère cette demande. Je sais que SUD est sur la même longueur d'ondes. On ne travaillera pas sur ce groupe. Dommage pour le travail fait, si ça continue. J'ai vu que le mail de Nathalie DURKHEIM nous convoquant à cette réunion a été adressé exactement aux mêmes personnes que les groupes agressions. Le groupe agression avait un but précis : les rapports entre les agents de surveillance en espace muséographique et le public. C'était tout à fait normal, et justifié qu'il y ait d'autres personnes, chef de service, interventions tout ce que vous voulez qui soient présents et qui apportent leur expérience. Mais pour les questions très précises, très sensibles de harcèlement, il faut qu'il y ait la confidentialité CHSCT, autant que possible, et que ce soit quelque chose de fiable, de valable qui fasse un travail en amont pour arriver avec des préconisations de travail. Je ne sais pas quelle forme cela prendra si quelque chose sort, il faudra présenter les fruits de ce travail en CHSCT pour mettre en place. Ça ne peut pas être un groupe large. Ce n'était pas une question diverse. C'était un point divers.

Anne CHERIN

Tout le monde est d'accord. On a été reçu les uns et les autres par le cabinet ESTA dans la préparation de cette mise en place. Je crois qu'il n'y a pas de doute, ça ne sera pas le même groupe que le groupe harcèlement qui va traiter la question du harcèlement. En revanche, ce que vous êtes en train de dire, c'est que ce sont les représentants CHSCT et du pôle, mais il faut quand même qu'il y ait des représentants de la direction. C'est ok. Ce ne sera pas le même groupe. Ce que je pense, c'est que Nathalie a repris les mêmes destinataires, mais on verra à la prochaine réunion comment on le met en place et comment ça se fait.

Alexandra KARDIANOU

Lors de notre entretien avec le représentant ESTA, déjà que ne n'ai pas voulu aller en tant que

secrétaire du CHSCT à 14h30 et il m'a été reproché que je l'ai fait attendre, je lui ai dit que je n'avais pas à le voir une fois en tant que secrétaire et une fois en tant que CHSCT CGT, je ne voyais pas pourquoi je devais doubler et en plus, il n'était pas content ; il nous a donné l'impression qu'on bousculait toute sa réflexion. Toute sa problématique était remise en question parce que, nous, on ne voulait que le cadre CHSCT. C'est son problème.

Anne CHERIN

Non, pour moi il n'y a pas de doute. S'il le faut, on rediscutera avec lui.

Jean-Luc ROUSSEAU

C'est quand même le principe de base effectivement. Là-dessus, on va se voir à l'issue de cette réunion avec Anne et Nathalie pour recalibrer les choses. L'idée de départ était de partir sur cette base-là. Il y aura un recalage tout de suite et il faudra qu'on se voie très rapidement pour se mettre d'accord de manière claire, nette et précise, sur les personnes qui participeront à ces travaux. Je m'en charge tout de suite, après cette séance.

Elise MULLER

Pour rester sur la problématique harcèlement, on l'avait déjà dit en off, donc je profite qu'on soit en CHSCT pour le dire de manière publique, et que ce soit bien intégré. Pour nous, il est indispensable – vu la problématique, les fantasmes qui peuvent y être liés et les craintes que ça peut susciter – que la direction générale s'implique pleinement dans le dispositif. Ce qu'on a dit et redit, c'est qu'il nous paraît nécessaire que, sur les deux journées de formation prévues avant de lancer le groupe, le président du CHSCT, son représentant en la personne de l'administrateur général, assiste et participe à cette formation. On le sait bien, il y a des histoires de calendrier. Peu nous importe, pour une fois, on se calera sur les disponibilités de la direction générale et on veut bien attendre. On préfère faire les choses lentement et bien plutôt que de faire les choses à moitié, pour juste rajouter une ligne dans le suivi CHSCT.

Alexandra KARDIANOU

Je passe à une autre question, qui est encore une fois, un bruit de couloir, une rumeur. Est-ce qu'il y aurait un problème avec la préfecture concernant les espaces voués à être occupés par l'accueil des groupes côté mur Charles V ? On a entendu que la préfecture a émis quelques réserves quant au projet d'aménagement de ces espaces.

Alexandra KARDIANOU

Je reprends. Dernière question, c'est l'éclairage de la cour carrée. Il paraît qu'il n'y a plus d'éclairage à la cour carrée depuis pas loin d'une année. La cour carrée le soir n'est plus éclairée, il n'y a plus de fibre optique, il n'y a plus de mécénat. Il y a eu un mécénat à un moment, TOSHIBA.

Sophie LEMONNIER

Vous nous aviez interpellés il y a un ou deux CHS sur ce sujet-là et j'avais vérifié. Ce qui est sûr, c'est qu'on est en travaux d'éclairage de la cour carrée. On a fait trois façades sur quatre, mais pour autant, on n'a pas mis en service les trois façades qui ont été réalisées. On est en cours de travaux. Il y avait une période de travaux pour ces trois façades. Il manque la dernière façade, qui est la façade nord, et qui ne pourra se réaliser qu'après le démontage de l'échafaudage. Quand on aura

tout terminé, on mettra tout en lumière avec des réglages un peu particuliers. Normalement les guichets sont encore éclairés, car eux dépendent de l'éclairage public de la Ville de Paris, alors que l'intérieur de la cour dépend du musée du Louvre et des travaux, et sont hors tension pour la durée des travaux. C'est effectivement TOSHIBA.

Alexandra KARDIANOU

La question que j'avais posée était sur l'éclairage des réverbères en face des guichets, parce qu'à un moment, c'était vraiment une nuit noire et les agents travaillant à la porte des Arts qui partaient tard pour traverser, ça n'était pas très clair, surtout qu'il y avait des gens qui zoniaient dans le coin sous les guichets.

Sophie LEMONNIER

On est également en pourparlers avec la Mairie de Paris pour modifier, il y a une convention extrêmement vieille de limite de prestations de 1910 entre la ville et le Louvre. Ces guichets sont assez mal entretenus par la ville, y compris le passage Richelieu qui est très mal relampé et les appareils sont détruits. Du coup, on trouve que la prestation n'est pas satisfaisante. Aujourd'hui, on paie une prestation à la Mairie de Paris pour l'entretien de ces espaces qui ne nous paraît pas satisfaisant. On est en pourparlers pour récupérer l'exploitation de ces guichets, mais aujourd'hui aussi bien physiquement que par convention, ils sont reliés à l'éclairage public ville.

Elise MULLER

Nous avons aussi quelques questions diverses. La première, c'est juste une demande de bien vouloir rappeler les consignes du CHSCT à l'exploitation des équipements de sûreté et à la région Sully. Il y a quelques années, il avait été décidé en CHSCT de permettre l'accès de l'ensemble des agents (les week-ends également) au couloir de la conservation des Antiquités égyptiennes, puisque c'est le seul point d'eau accessible de et qu'en outre s'y trouvent des sanitaires. On ajoutera en plus que c'est là que sont situés les locaux syndicaux. On a appris ce week-end – j'ai sous les yeux un courriel de la cheffe du service exploitation des équipements de sûreté qui le prévoit – l'interdiction à tous les agents de muséographie d'accéder à cet espace. Nous vous remercions donc de bien vouloir demander aux services concernés d'appliquer les consignes émises en CHSCT.

Une petite question rapidement concernant l'accès à la cour carrée. Puisque la station Palais royal sur la ligne 1 est fermée pendant un certain temps, est-ce qu'il est prévu de bloquer les accès de la cour carrée pour des questions de privatisation des espaces publics ? Si l'on descend à la station Louvre Rivoli, un des accès est quand même de passer par la cour carrée pour rejoindre nos espaces de travail, si en plus avec nos usuelles privations d'espace, il faut faire un grand tour supplémentaire...

Serge LEDUC

Il y aura effectivement sur la période une quinzaine de jours pendant laquelle l'accès à la cour carrée depuis la porte Saint Germain l'Auxerrois ne sera pas possible, c'est pendant la phase de montage, d'exploitation et de démontage de la structure VUITTON, puisque nous avons de partenariat avec eux, et la structure qui sert à la présentation du défilé de mode VUITTON en cour carrée est alimenté en fluides et en logistique par des câbles qui passent sous le passage de la porte des Arts et distribués par des véhicules qui sont sur l'esplanade Saint-Germain-L'Auxerrois. Donc effectivement, le passage n'est pas possible pendant cette période. *A priori*, on va quand même voir

avec eux ce qu'on peut faire, si dans leur installation, ils peuvent prévoir de mettre les câbles d'un côté et de laisser un passage pour les piétons de l'autre, on va voir ça avec eux. Pour le reste des autres actions, non, la cour carrée reste ouverte de 7 heures à 22 heures, pas de souci.

Charlotte LEMOINE

Après, c'est vrai qu'on est un peu embêté en ce moment avec la fermeture des stations. Il faut descendre aux Tuileries.

Ensuite, autre question.

Elise MULLER

Une question qui va encore s'adresser à Serge LEDUC. Nous vous avons sollicité au sujet des difficultés à tenir le poste *Omer*. Vous nous avez répondu et comprenons les difficultés qu'il peut y avoir à supprimer ce poste. Néanmoins, puisqu'a priori, dans les mois et années à venir, les questions d'affectation des postes vont être revisitées au niveau des espaces muséographiques, nous attirons votre attention sur cet espace qui est d'une gestion assez compliquée. En attendant puisque ce n'est pas solutionnable dans l'immédiat, nous vous demandons de bien vouloir rendre particulièrement vigilants les chefs de service de Denon au fait de ne pas imposer ce poste de travail, qui est difficile, de veiller à ce qu'il y ait une rotation et que ce ne soient pas toujours les mêmes qui se retrouvent sur les postes compliqués.

Serge LEDUC

Bien d'accord avec vous, c'est la rotation au sein de la journée, mais aussi de la semaine et du mois de travail, qui garantit que ce poste est tenable. Il faut que l'encadrement trouve la meilleure formule avec les agents. Je suis plutôt partisan de cette méthode. C'est celle qui s'est appliquée à Napoléon pour des postes particulièrement difficiles, notamment en extérieur. Je pense qu'ils ont trouvé la bonne formule, je crois qu'ils ont une rotation toutes les demi-heures. C'est quelque chose qui fonctionne plutôt bien. Je donne un contre-exemple, le lundi 30 décembre, nous avons dû interrompre les entrées à 15 heures. La file d'attente, en ce moment-là qui avait connu son maximum - de la cour carrée à l'esplanade Saint Germain l'Auxerrois côté quai - était revenue à la porte des Arts, mais côté quai François Mitterrand. A 15 heures, on a décidé d'interrompre les entrées, puisqu'il y avait plus de deux heures et demie d'attente. Bien sûr au moment où on décide d'interrompre les entrées, il se met à pleuvoir – comme vous pouvez l'imaginer – la seule solution pour interrompre les entrées a été que des agents se placent en bout de file en nombre suffisant pour pouvoir répondre à toutes les personnes qui veulent intégrer la file d'attente en espérant pouvoir rentrer. J'ai été avec eux cet après-midi-là de 15 heures à 18 heures, puisque je suis resté ensuite au cordon de la pyramide. La bonne solution pour nos agents qui étaient à la fois des chargés d'accueil, des agents de surveillance Napoléon renforcés aussi par Main Sécurité, était la rotation tous les quarts d'heure, toutes les 20 minutes ils ont une adaptation un rythme de rotation pour leur permettre de souffler, de se réchauffer. C'est cette souplesse-là qu'il faut introduire sur ce poste-là.

Elise MULLER

Tous les chefs de service n'ont pas la même attention aux difficultés des conditions de travail de leurs subordonnés, donc le leur rappeler ce n'est jamais un mal.

Serge LEDUC

Il se trouve que j'ai des relations particulièrement étroites avec ce chef de service depuis quelques alertes.

Charlotte LEMOINE

D'autres questions ? Monsieur MARTIN.

Didier MARTIN

Ce n'est pas vraiment une question, c'est pour dénoncer un procédé qui nous a choqués profondément à l'auditorium, c'est la réquisition de la salle 80 par la direction générale. Que vous aviez besoin de la salle, j'en conviens, on n'en est pas propriétaire, mais c'est l'art et la manière, que vous ayez dû attendre que tout le monde soit en vacances pour venir vider la salle en une heure de temps. Et mettre tout le matériel soit à l'aire de livraison ou en VDI. C'est limite. On aurait aimé être prévenu en amont. Ça aurait évité d'avoir du matériel abîmé. On aurait évacué nous-mêmes la salle des 80. Je parle du matériel, c'étaient des éléments de décor assez fragiles et la plupart ont été détériorés.

Charlotte LEMOINE

Ce qui s'est passé pour l'information du CHSCT sur la salle des 80, c'est qu'elle est fermée depuis deux ans. Cela fait des mois que l'on demande de rouvrir cette salle au collectif, puisque ce n'est pas une salle réservée à l'auditorium. Effectivement ça nous a pris comme un énervement avant Noël. J'assume pour partie. Alors, on a peut-être été sur la dernière ligne droite un peu brutale. La salle des 80 qui est la seule salle dont dispose le musée ne serait-ce que pour faire des formations aux collègues de la surveillance, que cette salle soit utilisée pour faire des loges d'artistes ou des répétitions, a été pour nous une révélation parce qu'on avait la naïveté...

Didier MARTIN

Elle n'a été conçue ni pour des loges ni pour des répétitions en fait. Du point de vue du matériel.

Charlotte LEMOINE

Je ne sais pas mais en tout cas, elle n'a pas été conçue initialement ni pour la régie, ni pour des loges, ni pour des répétitions donc étant donné qu'on avait des problèmes très sérieux pour la formation des personnels, notamment de l'accueil du public, en particulier pour la prévention de l'agressivité et pour l'évaluation, je suis désolée mais il y a un moment où, quand ça fait des mois qu'on demande une évacuation de façon *soft*, il y a un moment donné où on est moins *soft*. Parce que ça faisait un moment. Vous, le personnel, vous n'étiez peut-être pas au courant, mais...

Didier MARTIN

Les exploitants de l'auditorium de la salle des 80 n'étaient pas au courant, y compris les chefs de service. Même nous, on n'était pas au courant qu'on allait réquisitionner la salle. Parce que nous, quand on la demande, on la vide et elle est utilisée. Elle est utilisée pour les évaluations...

Charlotte LEMOINE

Si vous voulez, la décision de la direction générale, c'est que cette salle ne sera plus gérée par l'auditorium. C'est ça la décision. Je vous porte la décision qui a été prise. Je suis désolée qu'elle

ne plaise pas à l'auditorium...

Didier MARTIN

On nous demande de regarder la planification.

Charlotte LEMOINE

Ce n'est normalement pas ce qui va se décider. Moi, je le tiens de Jean-Luc MARTINEZ lui-même. Donc, je suis désolée mais effectivement, si on veut une situation claire, c'est-à-dire une salle qui soit mise à disposition du collectif du musée, ça ne peut pas être « *a priori* aujourd'hui vous ne pouvez pas parce qu'il y a une répétition ou parce qu'il y a des artistes qui ont besoin d'une loge, etc. ». Ce n'est pas la finalité de la salle. J'assume complètement. On ne sait pas où faire les AG syndicales, on ne sait pas où faire les... C'est une salle qui était prévue pour cela. Je suis désolée mais ce n'est pas une salle de répétition. Il y a des nouvelles directions qui font une centaine de personnes en effectif. Ce sera un lieu – c'est ce que souhaite Jean-Luc MARTINEZ - éventuellement où les directions pourront se réunir en assemblée générale. On n'a rien d'autre dans le musée. Ce n'est pas qu'on veuille être méchant, après qu'on ait été un peu violent peut-être, mais parfois quand on n'est pas content, on peut être un peu violent, dans la méthode.

Didier MARTIN

Il faudrait juste prévenir quelques jours avant, « maintenant on prend la salle, on en a besoin, il faut la vider », on l'aurait vidée nous-mêmes. Parce que je vous assure, on ne nous a jamais demandé de vider la salle, on ne nous a jamais dit qu'on voulait la récupérer. On était les premiers étonnés en rentrant de vacances. Même le chef de service. Seules deux personnes étaient présentes ce jour-là, elles nous ont appelés et nous ont dit « qu'est-ce qui se passe, c'est quoi cette histoire de salle 80 ? » On n'était pas au courant nous. Si quelqu'un était au courant, il n'a pas donné l'information. Ce n'est pas au niveau de l'exploitation en bas où ça se trouve.

Charlotte LEMOINE

Je re-regarderai mes échanges de mails datés. Voilà, la décision est prise.

Didier MARTIN

Avant on ne pouvait rien stocker à l'aire de livraison. Là, on peut stocker.

Charlotte LEMOINE

En tout cas, la décision qui a été prise c'était de rendre la salle des 80 à sa destination initiale. Voilà. Et pas au prétexte qu'il y avait eu des travaux. Après ça traînait, ça faisait deux ans que cela durait donc il y a un moment où on a fini.

Didier MARTIN

Ça fait deux ans qu'il n'y a plus vraiment d'exploitation de la salle en conférence ou quoique ce soit mais elle est toujours utilisée pour des réunions et pour des réunions de tout le monde dans le musée.

Charlotte LEMOINE

Vous avez beaucoup de chance parce qu'à la formation, on a été obligés de passer un marché pour des salles. On n'a pas eu le choix l'année dernière, on a passé un marché. C'est le deuxième marché qu'on passe parce qu'on n'avait pas de salle.

Charlotte LEMOINE

Monsieur MARTIN, je suis sûre que vous vous en remettrez.

Didier MARTIN

On a tous pris rendez-vous chez le psychologue.

Charlotte LEMOINE

Attendez, ils savent tout à fait ce qu'ils vont devenir. Ils sont mieux que la médiathèque.

La séance est levée à 17h.

Le Président

Hervé BARBARET

Le Secrétaire du CHSCT

Alexandra KARDIANOU